

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le Congrès de Lyon (Boris Souvarine). — Le « cours nouveau » du Parti bolchevik (Boris Souvarine). — Que faire et que ne pas faire ? (L. Kamenev). — Sur les fractions dans le Parti (Kalinine). — Des groupements dans le Parti (M. Krylenko). — « Vieux et Jeunes dans notre Parti » (Pravda, éditorial). — Propositions pratiques pour le XIII^e Congrès (G. Zinoviev). — Une fraction « bruyante » (G. Safarov). — Du troisième participant à la discussion (N. Kopylov). — Sur une ancienne « habitude » (L. Vardine). — Quelques objections à Préo-

brajensky (M. Doukelsky). — Lettre à la Pravda (M. Bogoulavsky). — Un quatrième à la discussion (Y. Ivanov). — De l'enseignement communiste (V. Sergueiev). — Sur le groupement ouvrier et paysan en France (H. Borel). — A la veille de la Révolution (A. Chliapnikov). — 1848-1923 (M. Stepanov). — Pour le Congrès de Lyon (Albert Treint). — Projet de motion sur la tactique électorale. — Pour le Congrès de la Seine (Le Comité de la 4^e section). — Ce que disent les militants.

Le Congrès de Lyon

RLUSIEURS camarades nous ont demandé pourquoi nous n'avons pas encore traité ici les questions à l'ordre du jour du Congrès de Lyon. C'est que nous avons estimé préférable de donner d'abord la parole aux militants qui ont moins que nous la possibilité d'exercer leur influence sur la marche du Parti. Les membres du Comité Directeur sont placés aux postes d'où ils ont toute faculté d'orienter le Parti et d'y introduire de nouvelles méthodes de travail et d'action. A la veille de l'assemblée générale annuelle des militants, ils ont besoin d'entendre des critiques et des suggestions.

Malheureusement, les voix sont encore assez rares qui se sont élevées pour nous faire connaître l'opinion de la masse du Parti. Le *Bulletin* et l'*Humanité* ont fait appel aux initiatives « d'en bas » et celles-ci commencent seulement à se manifester. Que signifie cette lenteur à entrer dans la discussion ?

A notre avis, la Direction du Parti a convoqué le Congrès trop tardivement pour que celui-ci soit précédé d'une phase suffisante de vie intérieure active. C'est seulement vers le

5 décembre que l'ordre du jour du Congrès a été publié, et les Congrès locaux se tiendront à peine plus d'un mois après. Les matériaux de discussion ont été répandus à la fin de décembre et l'essentiel (le rapport moral de la Direction) manque encore.

De plus, le Comité Directeur n'a pas suffisamment, pendant toute l'année écoulée, alimenté ni stimulé l'activité propre des fédérations et des sections. Celles-ci ont maintenant besoin d'une mise en branle énergique. D'après ce que nous avons appris ces jours derniers, l'impulsion semble donnée. Mais un peu tard.

A peine sommes-nous entré dans le sujet que nous voici ayant déjà signalé deux fautes de la Direction, — dont nous sommes, d'ailleurs, et cela exige quelques explications d'ensemble sur le rôle du centre du Parti.

**

On ne pourrait dire sans injustice que le noyau essentiel des dirigeants du Parti n'a pas fait, dans la dernière année, *tout ce qu'il a pu*, — en ne se plaçant qu'au point de vue de l'effort donné. *Il aurait pu faire beaucoup plus,*

avec de meilleures méthodes de travail. En quoi les méthodes actuelles sont-elles critiquables ?

D'abord, le Comité Directeur n'exerce pas son rôle, qui est de diriger le Parti et tous ses organes. Il laisse ce soin au Bureau politique qui, par conséquent, lui non plus ne joue pas son vrai rôle. Le B. P. prend sur lui plus de tâches qu'il ne peut en assumer et le C. D. le laisse faire, — le laisse mal faire.

Cela prouve que notre C. D. actuel est très faible et que le Congrès devra songer à le renforcer ; pour cela, il faudra lui rappeler énergiquement sa mission et remplacer les membres inactifs. Du même coup, la question du B. P. se trouvera pour une grande part résolue. Un C. D. qui a conscience de sa tâche ne la laisse pas à d'autres.

Nous avons souvent montré au C. D. actuel qu'il perdait son temps dans des discussions infinies sur telle ou telle question administrative au lieu de se saisir des grands problèmes politiques. C'est encore ce qui est arrivé pour le Congrès, dont le C. D. s'est occupé trop tard et pas suffisamment. C'est ce qui s'était passé auparavant pour la tactique du Parti, pour le programme, pour la plupart des grandes questions politiques. Le C. D. intervient à la dernière minute, improvisée, et souvent s'aperçoit de l'imperfection de ses décisions une fois qu'elles sont prises.

Le B. P. devrait avoir pour fonction de suppléer le C. D. pour toute affaire urgente exigeant une solution avant la réunion suivante du C. D. et de traiter les questions secrètes. Pratiquement, il s'est emparé de toutes les questions et s'est chargé d'ordres du jour écrasants ; ce qui a nui à une bonne expédition des affaires courantes et surtout au travail individuel de ses membres. Il est urgent de mettre de l'ordre dans tout cela.

Le B. P. a sept membres ; l'un est député, directeur du quotidien central, propagandiste infatigable ; le second secrétaire du Parti et conseiller municipal actif ; le troisième secrétaire du Parti et fréquemment en mission dans et hors du pays ; le quatrième secrétaire général du quotidien et chargé aussi de maintes missions ; le cinquième, directeur du *Bulletin*, rédacteur au quotidien, membre de l'Exécutif ; les deux autres ont plusieurs tâches d'organisation sur les bras. Les forces de ces sept camarades ont des limites. C'est une lourde faute que de leur avoir laissé trop de travaux, qu'ils ne pouvaient mener à bien.

Avec un C. D. et un B. P. qui n'ont pas su se répartir la besogne, il était fatal d'avoir un secrétariat qui ne sache pas faire la sienne. C'est ce qui est arrivé. Nous avons maintenant

un secrétaire dit « politique » et un autre « d'organisation » : division du travail intolérable. Le Parti a besoin d'un *secrétariat* solidairement responsable, et non de secrétaires ayant chacun un compartiment. Mieux vaudrait un seul secrétaire responsable avec des aides, plutôt que l'état de choses actuel.

Il nous faut un C. D. qui remplisse sa fonction, que son nom définit (et les statuts aussi) ; le C. D. doit faire travailler ses commissions, dont le rôle est de lui préparer les décisions à prendre, et son B. P. qui le remplace pour les affaires urgentes mais lui doit des comptes réguliers, (réserve faite, naturellement, des affaires clandestines que le plus petit nombre possible doit connaître).

Le Congrès devra avoir tout cela en vue quand il renouvellera le C. D. et lui donnera des instructions pour l'année à venir.

**

Nous n'avons pas dit sur le « centre » tout ce qu'il y aurait à dire : *l'Humanité*, le *Bulletin*, les différents organes centraux, la Librairie, etc., — tout cela mériterait un examen approfondi. Mais nous avons prétendu seulement poser le problème d'un meilleur fonctionnement de la Direction. Avec un C. D. qui ferait bien son devoir, toutes les affaires du Parti iraient mieux.

Il appartient à nos camarades de la province de nous dire ce qui leur paraît défectueux dans l'organisation avec laquelle ils ont le contact direct. Les délégués régionaux ont-ils donné ce qu'on en attendait ? Ont-ils été des liens avec le centre, ou des écrans ? Ont-ils épargné de la paperasserie ? Nous voudrions le croire mais il est essentiel d'entendre les principaux intéressés avant de se prononcer.

Les provinciaux doivent nous dire s'ils sont satisfaits de leurs rapports avec le Secrétariat et la Direction du Parti. Si ceux-ci font bien tout ce qui dépend d'eux pour leur apporter l'aide qu'ils réclament. S'il est tenu compte de leurs suggestions ou doléances. De l'ensemble de cette consultation, le Parti devra tirer des règles d'organisation meilleures que celles en vigueur.

Naturellement, il ne s'agit pas d'évoquer des bagatelles qui détourneraient l'attention des questions sérieuses. On doit poser les problèmes qui sont d'intérêt général du Parti, parler de tout ce qui présente une valeur pour l'ensemble de l'organisation. Si des camarades s'avisent de raconter, pour les lecteurs du *Bulletin*, de petites histoires locales, nous ne les publierions pas.

C'est seulement une coopération de camarades de tous les points du pays à l'étude de

notre état d'organisation qui permettra d'apprécier la répartition de nos forces. Il est indubitable que nous avons jusqu'à présent procédé avec quelque empirisme, envoyant des délégués ou déplaçant des militants selon des besoins urgents, pour consolider l'ensemble du Parti, plutôt que de construire notre appareil selon la carte politique du pays. Les batailles qui s'annoncent pour 1924 exigeront un remaniement de notre personnel militant en permanence ; les indications des principaux centres ouvriers sont nécessaires pour y procéder d'une façon rationnelle.

Il n'est pas moins indispensable d'entendre l'opinion des cadres locaux et de la masse du Parti sur les questions politiques que sur celles d'organisation. Pour juger des résultats de notre tactique, la répercussion de nos mots d'ordre, nous devons connaître les expériences locales et le point de vue de nos « praticiens ». C'est pourquoi nous avons posé, il y a deux semaines, dans le *Bulletin*, une série de questions auxquelles nous comptons recevoir réponse de tous ceux qui ont quelque chose d'intéressant à répondre.

*
**

Nous publions plus loin des matériaux de discussion pour le Congrès. A partir du prochain *Bulletin*, nous aurons à en faire une étude détaillée. Mais d'ores et déjà, quelques observations s'imposent.

Le rapport du camarade Treint, pour intéressant qu'il soit comme rappel de l'activité du Parti, ne répond pas à ce qu'attend le Parti comme « rapport moral ». Celui-ci doit être un document engageant la responsabilité collective de la Direction et rendant compte de la situation du Parti. Au lieu de cela, nous avons un exposé personnel de Treint, où il est question d'une foule de choses, mais ne donnant précisément pas les renseignements désirés sur l'état du Parti, n'éclairant pas les résultats de notre tactique, et noyant les objets principaux du rapport sous un flot de détails inutiles ou un amas de digressions inattendues. Voilà bien l'illustration de ce que nous disions plus haut sur la répartition de la besogne de la Direction.

Aurons-nous, à temps pour que les fédérations en discutent, un « rapport moral » ? A l'heure où nous écrivons, nous l'ignorons encore. Le secrétaire à « l'organisation » a-t-il l'intention de faire, de son côté, un rapport traitant du recrutement, du rapport entre nos forces et celles des dissidents, des moyens envisagés pour faire progresser le Parti ? Mais ce sont là des questions politiques au premier chef. D'où vient qu'elles sont à peine traitées

dans un rapport qui s'intitule « politique » ? Cela vient, nous le répétons, de ce que ni le C. D., ni le B. P., ni le Secrétariat, n'ont une idée juste de leur rôle respectif.

Et notre tactique du front unique ? Nous n'avons pas, à l'ordre du jour du Congrès, de point spécial concernant la tactique. Mais on ne conçoit pas que le Congrès se dispense d'en discuter. Le rapport moral devrait en fournir l'occasion, et c'est ainsi que nous avions compris qu'il en serait. L'aide-mémoire inclus dans le rapport « politique » sous les chapitres : *L'Unité du front prolétarien*, et *Les Comités d'Action*, tient-il lieu d'analyse et de bilan de notre tactique ? Si cela était, nous ne pourrions nous en contenter et devrions compter sur l'initiative du Parti pour combler la lacune.

Il est dit, dans le rapport « politique », que le Bureau politique est « dirigé par Treint ». Voilà bien ce que nous critiquons et jugeons inadmissible. Voilà bien la maison plantée sur le toit. C'est au B. P. à diriger Treint, et au C. D. à diriger le B. P. Quand les choses seront ainsi, elles seront dans l'ordre. Et nous aurons en temps voulu un rapport moral de valeur collective et répondant à son objet.

La question du programme mérite aussi quelques explications. Le C. D. a cru devoir aborder l'élaboration du programme doctrinal du Parti alors qu'il n'avait pas clarifié la conception même du programme, — ce que nous avons critiqué en temps utile. Le projet de préambule rédigé par Dunois a montré que le terrain sur lequel nous devons bâtir ce programme n'était pas encore délimité. On s'est alors ravisé, pour entreprendre le vrai travail actuellement urgent : établir le programme immédiat, en vue de l'agitation politique imminente, ce qu'on appelle couramment « programme électoral » mais qui ne devra rien avoir « d'électoral » dans le sens vulgaire du mot. Le projet d'un tel programme n'est pas encore définitivement établi à l'heure où nous écrivons mais il paraîtra dans l'*Humanité* avant que cet article paraisse.

Ce n'est donc pas le « préambule » déjà paru, ni les divers projets personnels envoyés aux fédérations qui doivent servir de base à la discussion (ce ne sont là que des matériaux d'étude), mais le projet du C. D. qu'on trouvera dans l'*Humanité*. Nous espérons que le Parti l'accueillera avec satisfaction comme un programme de bataille digne du but que nous poursuivons dans une campagne dite « électoral », comme un programme révolutionnaire destiné non à piper des voix mais à conquérir l'âme de la classe ouvrière.

Boris SOUVARINE.

Le « Cours nouveau » du Parti bolchevik

Le débat entre bolcheviks est si vaste que nous ne pourrions cette fois encore épuiser le sujet. Mais nous préférons abrégier les commentaires pour laisser plus de place aux textes originaux.

L'opinion unanime du Parti bolchevik, s'exprimant dans les résolutions des « cellules » que publie la *Pravda*, se prononce pour tout ce qu'il a de sain et de vivifiant dans les critiques et suggestions émanant de tous les côtés du Parti. La « démocratie ouvrière », cette fois, ne sera pas une vaine formule : une volonté générale de l'introduire dans les faits nous est le plus sûr garant de sa réalisation. Il ne faut pas oublier que si les décisions du X^e Congrès n'ont pas été appliquées plus tôt, c'est tout de même que la masse du Parti s'accommodait volontiers du régime né sous le « communisme de guerre » ; attribuer la prolongation de ce régime à une volonté de dictature de quelques hommes serait de bien piètre psychologie politique. La « démocratie ouvrière » ne s'instituera pas par une décision de Congrès, mais par une participation active de tous les hommes capables à la vie intérieure et extérieure du Parti.

Nous avons observé que la résolution adoptée par les organes centraux du Parti donne satisfaction aux critiques justes formulées par tous les camarades clairvoyants, et qui ne sont le monopole d'aucune « tendance », d'aucun « courant ». C'est pourquoi on s'explique mal, hors de Russie, pourquoi un choc de tendances s'est produit après la publication de cette résolution. Nous avons indiqué, d'après Sapronov, que c'est la question de confiance dans le Comité central actuel qui se trouvait posée par certains camarades.

Mais au cours des polémiques, d'autres questions ont surgi et sont passées même au premier plan : notamment celle des « fractions » ou « groupements » dans le Parti, sur laquelle roule une grande part de la discussion. Il est évident qu'il ne saurait exister, et qu'il n'existe pas, de fraction constituée dans le Parti, depuis l'élimination des deux petits groupes dont nous avons parlé. Mais l'opposition actuelle est-elle une fraction ? Ou menace-t-elle de le devenir ?

Pour permettre aux camarades français de se faire une opinion bien fondée, nous publions plus loin la traduction littérale de plusieurs articles parus dans la *Pravda* sous la rubrique « Vie du Parti » et dont plusieurs touchent à la question des fractions. Et nous ajoutons notre opinion personnelle que, sur ce point, Krylenko et Bogouslavsky disent des choses tout à fait justes.

Il n'y a pas de fraction dans le parti russe, — cela est clair, même à 3.000 kilomètres de

distance, pour nous qui sommes à Paris (et qui, il est vrai, savons quelque chose de ce qui se passe à Moscou). Comment parler de fraction quand on prononce, parmi les noms de ceux dont les opinions sont rangées plus ou moins arbitrairement dans « l'opposition », ceux de Trotsky, de Radek, de Piatakov, de Beloborodov, de Préobrajensky, de Sapronov, de Chliapnikov, de Rosengoltz, de Raphaël, que Staline met « dans le même sac » ? Personne tant soit peu au courant du mouvement communiste russe ne peut accorder crédit à une telle histoire.

Nous le disons tout net : ceux qui accusent l'opposition de former une « fraction » sont aveuglés momentanément par la passion de la polémique. Si fraction il y avait, l'opposition ne se serait pas conduite avec une maladresse qui ne s'explique que par la spontanéité et la dispersion des initiatives des uns ou des autres. Et nous le disons d'autant plus librement que nous connaissons, aimons et admirons bien des camarades dans l'une ou l'autre des « tendances ».

En effet, supposons que Staline, Kamenev, Zinoviev, et ceux dont nous publions plus loin les articles (Safarov, Vardine, etc.), aient raison quand ils dénoncent la formation d'une fraction. Il est évident que cette fraction, qui compterait des camarades bien connus comme des hommes politiques de premier ordre, expérimentés et éprouvés, aurait adopté une ligne de conduite, une tactique, un système... Or, on ne voit rien de tel dans la discussion actuelle. Trotsky a exprimé dans une lettre certaines idées. Radek, qui n'est pas d'accord en tout avec Trotsky, en a défendu d'autres dans certaines assemblées de Moscou. Préobrajensky, Sapronov et Raphaël, de leur côté, ont présenté des résolutions exposant leurs vues. Où est la fraction dans tout cela ?

Il n'y a pas de fraction et il importe de définir nettement ce qu'on entend par ce mot. Quand deux camarades se concertent pour défendre leurs idées, forment-ils une fraction ? Le prétendre serait une intolérable violation de cette « démocratie ouvrière » que le Parti est unanime à vouloir instituer. Il faudrait donc que le prochain Congrès donne une définition claire des fractions, marquant ainsi ce qui est permis et ce qui ne l'est pas dans un Parti communiste au pouvoir.

Nous avons prononcé le mot de « maladresse » à propos de l'opposition, et nous précisons que nous l'appliquons aux camarades Préobrajensky, Sapronov, Raphaël, dont certaines critiques sont absolument fondées mais qui ont fait preuve d'un manque de sens politique évident dans toute cette affaire. La ré-

solution du 7 décembre représentait un pas en avant énorme de la Direction du Parti, dans un sens préconisé depuis longtemps par l'opposition. Celle-ci aurait dû la saluer joyeusement et travailler à son application, pour lui éviter le sort des thèses du X^e Congrès. Au lieu de cela, elle a paru dépitée de voir son propre point de vue prévaloir au Comité central et soucieuse de chercher des prétextes pour aller plus loin que la résolution votée. Quelle faute politique !

Il est sûr que la masse du Parti a dû être fort satisfaite de cette résolution et que, *pour l'instant*, elle ne peut désirer qu'une chose : la réalisation du contenu. Si dans quelques mois la démocratie ouvrière n'était pas devenu une réalité vivante, alors, mais alors seulement, les trois opposants seraient bien accueillis avec leur motion.

La maladresse n'est, d'ailleurs, pas le monopole de ces trois camarades. Que dire de la faute commise par Staline en donnant à la controverse une tournure personnelle et en ressuscitant les vieilles différenciations d'autrefois ? Nous savons tout ce qu'on doit à Staline, quels sont ses mérites et quelle part

il a dans l'histoire du Parti. Mais justement parce que nous savons tout cela et connaissons Staline comme la franchise même, allant jusqu'à la brutalité, nous lui disons sans ambages : celui-là se trompe qui s' imagine pouvoir, devant le prolétariat mondial, séparer les noms de Lénine et de Trotsky. Pour tout le mouvement communiste international, pour toute la classe ouvrière qui pense et qui lutte, et certainement aussi pour le prolétariat russe, ces deux noms sont inséparables comme l'expression de ce que le marxisme révolutionnaire a produit de supérieur comme types de penseurs et de combattants. Quant aux oppositions d'il y a vingt ans, l'histoire — et non les opposants eux-mêmes — dira le dernier mot.

La place nous manque cette fois pour traiter plus à fond les questions controversées à Moscou, car nous avons tenu à publier une copieuse série d'articles parus dans la *Pravda*, afin que nos lecteurs apprécient non d'après notre analyse mais sur des textes originaux. Dans le prochain *Bulletin*, nous reviendrons certainement sur le sujet.

Boris SOUVARENE.

Que faire et que ne pas faire ?

Kamenev, qui représente l'opinion de la majorité actuelle du Comité Central du parti russe, exprime ici, sous une forme concise et schématique, les vues principales du groupe dirigeant, dont l'analyse est faite plus haut.

La discussion engagée dans le P. C. a déjà mis à l'ordre du jour une série de questions théoriques très importantes qui exigeront du Parti tout entier mûre réflexion et une réponse catégorique. Parmi ces questions, mentionnons celles « du Parti et de son appareil », « des rapports des différents éléments du Parti » (communistes travaillant à l'usine, communistes de la campagne, « vieux » et « jeunes »), « du danger de dégénérescence opportuniste », « des causes véritables de l'apparition de groupements non-communistes illégaux », etc. Les réponses écrites et orales données par quelques camarades à ces questions appelleront, me semble-t-il, des objections que l'on pourra pour la commodité réunir sous le titre de « révision du léninisme », expression que j'ai déjà employée au dernier Congrès du P. C. pour caractériser les points de vue d'Ossinsky. D'ailleurs, l'avenir ne saurait tarder à nous montrer ce qu'il en est.

Pour le moment, je voudrais faire part des premières conclusions pratiques qui, à mon avis, découlent logiquement du cours de la discussion, telle qu'elle se déroule à Moscou.

Que faire ?

1^o Développer, du haut en bas de l'organisation, la vie du Parti ;

2^o Soumettre à l'examen des groupes de base (cellules, conférences de quartier, assemblées de militants, etc.), toutes les questions d'ordre politique et économique déterminant notre conduite ;

3^o Renouveler et purifier systématiquement l'appareil du Parti en profitant des élections pour élever aux postes responsables des communistes capables d'assurer l'application des principes de la démocratie ouvrière ;

4^o Commencer immédiatement à rapprocher les cel-

lules de la production. « Discuter » le moins possible et agir sans retard ;

5^o Commencer à rapprocher entre eux les communistes des différentes branches au moyen de conférences, assemblées, comptes rendus réguliers des administrateurs et des techniciens devant les membres du Parti, etc. ;

6^o Appliquer fermement, sans tergiversations, la résolution du P. C. sur la démocratie au sein du Parti ;

7^o Combattre résolument toute tentative d'entraver l'œuvre de vivification du Parti ;

8^o Conserver l'unité du Parti et sa « physionomie » devant la masse sans parti

Que ne pas faire ?

1^o Au tournant actuel du Parti, ne pas constituer de groupements ayant ou non un caractère de fraction ;

2^o Ne pas exciter une portion du Parti contre l'autre. Ne pas substituer le démembrement de l'appareil à son renouvellement nécessaire. Ne pas remplacer l'œuvre difficile et minutieuse de sélection des candidats par le mot d'ordre : « destitution des titulaires » ;

3^o Ne pas oublier la décision du 10^e Congrès dans laquelle il est dit : « Tous ceux qui élèvent une critique doivent tenir compte de la situation du Parti au milieu des ennemis qui l'environnent et s'efforcer, par leur travail dans l'Etat et dans le Parti, de réparer les fautes du Parti » ;

4^o Ne pas transformer l'évolution actuelle en une lutte dissimulée pour le pouvoir.

Nous nous distinguons des autres Partis communistes en ce que nous sommes le Parti de la dictature réalisée, le Parti qui tient entre ses mains la totalité du pouvoir étatique. Grande est la responsabilité qui incombe à chacun de nous. Ce n'est que si nous avons conscience de notre immense responsabilité envers le prolétariat et la révolution mondiale que nous pourrions effectuer le tournant nécessaire, le renouvellement indispensable de la vie intérieure de notre grand Parti, auquel nous préparerons ainsi un grand avenir, digne de son passé.

L. KAMENEV.

13 décembre 1923.

Sur les fractions dans le Parti

Ceci est un bref discours prononcé par Kalinine au cours de la discussion devant les militants moscovites dont il est question dans l'article de tête. Le « grand père », selon son habitude, intervient avec bonhomie, simplicité, et aussi avec une rude franchise. Les petits-bourgeois socialistes ne comprendront jamais une telle manière de discuter.

Camarades, j'éprouve aujourd'hui une certaine appréhension à prendre la parole devant vous : en effet, je suis plus habitué à parler en province que dans la capitale ; en outre, je ne suis arrivé qu'hier à Moscou, d'où j'ai été absent deux semaines, et je ne suis pas très au courant des événements. Lorsque j'ai lu les thèses du C. C., adoptées sans ma participation, je me suis dit : « Oh ! oh ! » (tonnerre d'applaudissements). Si Lénine avait été parmi nous, ces thèses, me semble-t-il, eussent été plus prudentes. Un des points fondamentaux de notre discussion portera sans doute sur le mode de leur application, qui exigera incontestablement un grand effort.

J'ai entendu aujourd'hui le rapport de Sapronov qui m'a tristement impressionné. J'estime beaucoup le camarade Sapronov en tant que militant, mais son rapport, je le répète, m'a fait une impression très pénible. A dire vrai, ça été l'histoire des anecdotes du Parti. Larine les raconte mieux : il vous aurait fait rire à chaque phrase. Mais ce n'est pas d'anecdotes qu'il s'agit. La discussion qui se déroule entre Kaménev et Sapronov porte sur une question essentielle : celle de l'appareil du Parti. Kaménev est partisan de l'appareil. Je me rallie également aux partisans de l'appareil (*Applaudissements*.) Peut-être, je dois l'avouer aux jeunes communistes, à Sapronov et à ceux qui font cause commune avec lui, est-ce parce que je suis influencé par mon passé d'ancien bolchevik élevé dans le respect de l'appareil ?

S'il s'agit, comme le dit Préobrajensky, d'épurer et d'améliorer l'appareil, est-il possible que Kaménev fasse un rapport contre cette mesure ? Parlons sérieusement. Comment se pourrait-il que le C. C. eût adopté une plate-forme et protestât ensuite contre l'amélioration de l'ancien appareil ? Est-il possible que le C. C., Kaménev y compris, soit pour l'appareil uniquement par amour de l'appareil ? Les menchéviks nous reprochaient autrefois d'être des « hommes de comité » (le mot « appareil » n'existait pas encore), des soldats marchant à la baguette, de toujours consulter Lénine, Zinoviev, Kaménev, avant d'émettre un vote quelconque, de n'avoir pas d'opinion personnelle. C'était là, vous le savez, leur principale accusation. Est-elle fondée ? Oui. Nulle part, l'autorité et la discipline n'ont été autant en honneur que dans le parti bolchevik. Autorité et discipline : c'étaient là des traits distinctifs du bolchevisme. Quand on a parlé ici d'autorité, on a cité comme exemple l'appareil et l'autorité qui ont amené la social-démocratie allemande à sa décomposition. Ces paroles ont été applaudies, mais ceux qui les ont applaudies sont des enfants. Est-il possible de comparer la désagrégation de la social-démocratie allemande à la situation dans notre Parti ? Dans la social-démocratie, il y avait côte à côte des hommes comme Noske et Ledebour. Voilà ce que ne saurait souffrir le parti bolchevik : il ne tolérera jamais un Noske et un Ledebour dans la même organisation. Le parti bolchevik s'est toujours fortifié par des scissions et non par une liaison avec des éléments hétérogènes. Voilà comment il s'est formé et a grandi.

Abordons maintenant la question de la démocratie. On a, je ne sais pourquoi, la conviction générale que je suis aussi un démocrate. En réalité, je le déclare ouvertement, je suis un démocrate très prudent ! A la question de la réalisation de la démocratie intégrale, il nous faut donner une réponse claire et nette. Pouvons-nous créer la démocratie intégrale ? Que l'on me montre dans le monde une seule démocratie réalisée intégralement dans un cercle limité de la population. Il y a eu une démocratie grecque, mais elle était fondée sur l'esclavage de la majorité de la population. On ne

saurait être encore question de démocratie complète, et si vous allez jusqu'au bout dans votre logique, vous dégingolerez jusqu'à la *Rabotchaia Pravda*, car, dans la situation actuelle, aucun communiste ne peut admettre la démocratie complète.

Jusqu'à quel point la démocratie nous est-elle donc nécessaire ? Jusqu'au point où elle ne paralyse pas le travail des membres du Parti. Pratiquement, cette question est très difficile à résoudre. Que l'on nomme, par exemple (évidemment après le Congrès) aux postes de secrétaires du Parti, au centre et en province, le camarade Sapronov et ceux qui le soutiennent : pouvons-nous affirmer qu'ils appliqueront la démocratie ? Dans les conditions spéciales où nous nous trouvons, ce n'est pas la simple démocratie qu'il nous faut. En effet, qui souffre de l'absence de démocratie, ce n'est pas la classe ouvrière, mais le Parti lui-même, et au sein du Parti, il y a très peu de gens qui ne touchent pas à l'appareil, qui ne participent pas à son travail compliqué. La plupart des communistes, y compris Sapronov lui-même, exercent des fonctions dans le Parti. Par suite, qui profitera le plus de notre démocratie ? A mon avis, ceux qui ne sont pas surchargés de travail.

Ceux qui sont libres pourront profiter entièrement de la démocratie, mais ceux qui sont accablés de besogne ne le pourront pas. C'est pourquoi je considère que ce qui a été fixé dans les thèses du C. C. est bien et qu'il ne faut pas aller plus loin. Si je voulais être le porte-parole de la masse, je dirais aux membres du C. C. : vous avez forcé la note, et si vous faites seulement la moitié de ce que vous vous proposez, ce sera parfait. N'oubliez pas que l'essentiel n'est pas dans la démocratie, mais dans le maintien des conquêtes révolutionnaires. Nous avons vaincu et l'on ne juge pas, dit-on, les vainqueurs. Peut-être, mais cette qualité spécifique fondamentale des bolcheviks, la reconnaissance de l'autorité a aussi contribué à leur victoire. Maintenant, nous voulons conserver à tout prix cette qualité acquise par des dizaines d'années d'expérience et de lutte. Se pourrait-il que nous n'en ayons pas besoin ? A cela, Lénine a répondu dans sa dernière lettre avant sa maladie. « Entourez le C. C., a-t-il dit, des barrières les plus infranchissables, élevez son autorité aux plus extrêmes limites et craignez la scission. »

Camarades, nous sommes à un moment où notre force, la force du pouvoir soviétique, c'est-à-dire les éléments qui la constituent, sont soumis à la plus grande épreuve. Je veux parler de la question fondamentale des « ciseaux » (1). J'ai fait ces jours-ci une tournée dans les campagnes et j'y ai remarqué des changements importants : ceux qui prenaient la parole à tout propos et faisaient le plus de bruit aux réunions étaient les gros bonnets ; les paysans pauvres se taisaient. C'est mauvais signe.

Deux mots sur les fractions. Préobrajensky demande naïvement : Qu'est-ce qu'une fraction ? Qu'on nous en donne la définition. Je vais le faire. Lorsqu'une fraction se forme, avant de soumettre une question au Parti, on l'examine dans la fraction. Et lorsque la question est bien examinée dans la fraction, on vient à l'assemblée générale avec une opinion toute faite, et à l'assemblée générale, il n'y a pas de divergences de vues entre individus mais autant d'opinions que de fractions. Faut-il qu'il en soit ainsi ? Vous dites : « non ». Dites-le alors à Préobrajensky et à Sapronov (*Des voix* : « Et à Kalinine ? »)

A Kalinine, on ne peut pas dire de telles choses, et voilà pourquoi : Kalinine appartient à la majorité du C. C., qui a été élu par la majorité du Congrès. (*Applaudissements*.) Et tant que la politique de cette majorité n'aura pas été condamnée par le Congrès suivant du Parti, ce Comité Central restera l'organe dirigeant du Parti.

KALININE.

13 Décembre.

(1) Pour l'explication des « ciseaux », voir notre article, *Bull. Com.*, n° 50 (année 1923).

Des Groupements dans le Parti

Voici un excellent article du Procureur au Tribunal révolutionnaire Krylenko. Nous souscrivons pleinement à ses considérations sur la question des fractions. Elles sont le bon sens même. Nous espérons que le parti les fera siennes, en y ajoutant encore quelques précisions.

La question de la légitimité des groupements à l'intérieur du Parti est, comme l'a montré la discussion du 11 décembre au Comité de Moscou, fondamentale; c'est celle qui a soulevé le plus d'objections. La 2^e question qui, sur la proposition de Kaménev, a provoqué une discussion aiguë, celle de la confiance au C. C. actuel, n'est ni essentielle, ni décisive. L'effectif du C. C. est le meilleur que puisse donner le Parti. Les membres en sont fermes et expérimentés, ont eu une forte formation politique de plusieurs années sous la direction personnelle de Lénine; aussi, personne ne pose-t-il et ne peut-il poser la question de confiance à leur égard. La mise de cette question aux voix nous a semblé plutôt un procédé qu'une nécessité réelle. Certes, aucun des assistants, même les adversaires les plus ardents de la politique du C. C., n'aurait poussé l'obstination, l'entêtement, l'aveuglement, jusqu'à voter la méfiance au C. C. Là n'est pas, nous le répétons, le nœud de la discussion.

Il est ailleurs. Il est dans la question, posée par Kaménev, des limites à la formation de groupements dans le Parti. Préobrajensky et plusieurs camarades ont répondu par une question préalable: Qu'entendez-vous, ont-ils dit, par groupements? Sapronov a demandé: Puis-je intervenir librement à l'assemblée de ma cellule et de mon quartier sur n'importe quelle question de la vie du Parti? Si oui, puis-je intervenir librement sur la même question aux assemblées du Parti en dehors de ma cellule et de mon quartier? Si oui, puis-je au préalable m'entendre au sujet de ces interventions avec les camarades pensant comme moi? Si oui, ces camarades et moi peuvent-ils résoudre en commun les questions concernant l'organisation de ces interventions? etc... En réponse, Kaménev, dans son discours de clôture, a déclaré: Oui, intervenez comme vous le voulez aux assemblées des autres cellules et des autres quartiers. A cela, Zinoviev a ajouté: Rassemblez-vous à deux et à trois, et comme vous le voulez, pour discuter ces questions. Mais, a dit ensuite Kaménev: « Ne vous unissez pas sur des plates-formes, n'organisez pas de fractions ni de groupements ».

Telle a été la réponse des rapporteurs, réponse qu'il convient de soumettre à une analyse détaillée.

Disons-le franchement: elle ne nous satisfait pas, car elle renferme une contradiction. Ou alors, c'est une réponse qui annule toutes les précédentes, car, réduisant en fait toute la démocratie dans le Parti au droit d'intervention individuel de camarades isolés, elle détruit tout le sens des « oui » précédents de Kaménev, elle supprime la démocratie ouvrière dans le Parti.

Comme l'a remarqué justement Radek, on ne saurait se représenter une démocratie véritable dans un parti unique sans la possibilité d'actions collectives pour les membres de ce parti: cherchant à défendre leurs points

de vue. Car si l'on veut accorder aux gens le droit de soutenir effectivement leurs opinions, il est impossible de leur interdire de s'entendre sur les interventions à faire dans tel ou tel endroit, à tel ou tel moment et sur telle ou telle plate-forme. Il en était ainsi avant le 10^e Congrès, et personne alors ne songeait, parce qu'ils intervenaient sur une « plate-forme » déterminée, à accuser Dzerjinsky et Boukharine de vouloir créer des « fractions », de chercher à « scinder le Parti », etc... Le droit de s'unir sur des plates-formes déterminées est pour la démocratie à l'intérieur du Parti un droit intangible sans lequel elle n'est plus qu'une phrase vide.

Dans ce cas, nous dira-t-on, vous êtes pour la « liberté complète de formations de fractions », pour la transformation du Parti en un « agglomérat de fractions », comme l'a dit Kaménev.

Nullement. Il y a, et il doit y avoir en l'occurrence, une limite; mais elle n'est pas là où la cherche Kaménev.

Cette limite commence au moment où un groupe, uni sur cette plate-forme déterminée, s'oppose au tout, au Parti, et prédétermine par ses décisions la conduite de ses membres dans les questions soumises aux assemblées générales du Parti.

Un tel état de choses ne saurait être toléré et doit être impitoyablement combattu dans notre Parti. Ces unions sont des « groupements inadmissibles ». Mais ce ne sont pas encore des fractions.

Une fraction est une union qui fait un pas de plus dans la voie de la scission, décide d'arriver à ses buts et de combattre pour leur réalisation en tant que groupe distinct lié par une discipline spéciale, même après que le Parti aura repoussé ses propositions.

C'est là une fraction dont les membres sont passibles de l'exclusion immédiate. Enfin, la formation d'une fraction exerçant, comme la *Rabotchaïa Pravda*, l'action clandestine au sein du Parti, équivaut à une scission. Et si le Parti déjette le pouvoir, elle est presque un crime de haute trahison.

Voilà comment nous comprenons les limites à la formation des groupements au sein du Parti.

Et, maintenant, que le Comité central nous dise s'il les comprend comme nous.

S'il n'est pas d'accord avec nous, conformément à la discipline, nous nous soumettrons à la décision du Parti; mais alors, nous devons nous attendre à ce que, cette fois encore, la démocratie ouvrière ne soit, comme après le 10^e Congrès, qu'une vaine proclamation.

M. KRYLENKO.

14 Décembre.

P. S. — Nous avons donné ici une définition formelle des groupements et des fractions inadmissibles, à notre avis, au sein d'un parti unique. Néanmoins, il va de soi que, dans certains cas, un groupement qui n'aurait pas franchi les limites indiquées pourrait cependant être exclu si sa plate-forme était si nettement hostile au Parti et à la classe prolétarienne qu'elle serait, unanimement et sans discussion, reconnue comme incompatible avec l'appartenance au Parti.

« Vieux » et « Jeunes » dans notre Parti

La lettre de Trotsky (voir le dernier Bulletin) évoquait le rôle des « jeunes » du parti. Il n'en a pas fallu plus pour que, dans la passion des polémiques, Trotsky soit accusé de vouloir « opposer » les jeunes aux vieux, ce qui naturellement n'était ni dans sa lettre, ni dans sa pensée. Cet éditorial de la Pravda donne le point de vue du Comité Central du parti sur la question.

Notre discussion a soulevé entre autres la question des rapports entre l'ancien noyau du Parti et la jeune génération.

Cette question mérite la plus grande attention. Si la résolution adoptée à l'unanimité par le Bureau Politique du C. C. a signalé avec justesse le danger de la spé-

cialisation qui, mal comprise, rétrécit l'horizon et morcelle le Parti en groupes à sphère d'expérience différente si cette résolution exhorte à combattre cette dispersion, on peut dire que c'est, au fond, la même question qui se pose à nous sous la forme spéciale de la question des « jeunes » et des « vieux ».

Il ne s'agit pas de simples divisions basées sur l'âge, liées à la quantité de l'expérience et à des traits déterminés dépendant uniquement de l'âge.

La chose est beaucoup plus complexe. Tout d'abord, dans notre jeunesse, il est des camarades qui n'ont presque pas vu le régime capitaliste dans son épanouissement et pour lesquels le sergent de ville est en quelque sorte une abstraction. En second lieu, il est

des groupes et des catégories qui ont commencé à vivre d'une vie consciente au moment où nous arrivions à la paix, c'est-à-dire qui n'ont même pas eu l'expérience de la guerre civile. Enfin, en troisième lieu, nous avons un groupe considérable de jeunes qui s'instruisent dans nos établissements d'enseignement, c'est-à-dire qui se spécialisent déjà dans une matière. Ce sont nos futurs intellectuels.

Cette couche de notre Parti a son expérience propre, jusqu'à un certain point spéciale. D'elle, sortiront nos spécialistes. Cette jeunesse est notre espérance. C'est elle qui est appelée à relever la vieille garde. Mais en même temps, cette jeunesse qui, effectivement, est avec tout le pays à un tournant, est, beaucoup plus que toute autre couche, accessible (par suite de sa sensibilité plus grande et surtout de sa spécialisation) aux influences idéologiques étrangères au marxisme. C'est parmi elle que se sont développés l'entchévisme (1), le bogdanovisme (2), le courant de la *Rabotchaïa Pravda*. Voilà pourquoi tout en fondant les plus grandes espérances sur notre jeunesse, le Parti ne doit pas la heurter ni, à plus forte raison, l'opposer à la « vieille garde ». Au contraire, il faut s'attacher à réaliser une liaison, une fusion plus profonde, plus solide. Plus les jeunes afflueront dans notre organisation, plus le Parti leur facilitera l'accès dans ses rangs et plus nous serons à même de résoudre le problème des « vieux » et des « jeunes ». Nous avons déjà vu parmi ces derniers des courants détachés du marxisme déclarer que la vieille garde n'était pas seulement vieille, mais qu'elle avait fait son temps et lui refuser les « passeports physiologiques » d'entchévisme. Pour la nouvelle œuvre à accomplir, les vieux, dit-on, ne valent plus rien. Parfois même, on émet sur les militants « souterrains » (1) des appréciations aussi méprisantes que sur les fonctionnaires de

(1) On appelle ainsi en Russie les militants qui travaillaient sous l'ancien régime, et dont l'action fut presque toujours clandestine. — *N. d. l. R.*

(2) Il s'agit des théories psycho-physiologiques d'entchévisme, qui ont passionné, depuis deux ou trois ans, la jeunesse russe. — *N. d. l. R.*

« l'appareil ». Non seulement notre organisation et notre tradition de l'action clandestine, mais encore notre théorie marxiste, commencent à paraître désuètes à quelques-uns. Certes, ce ne sont là encore que des symptômes. Mais ceux qui, devant ces symptômes et ces courants malsains, commencent à parler de la régénération de l'état-major du P. C. et à flatter, à porter aux nues la jeunesse, rendent en vérité à notre Parti un bien vilain service. Il faut, en l'occurrence, prendre exemple sur Léane, qui ne flattait jamais les jeunes et qui, tout en leur rendant justice, simplement et sans phrases, signalait les dangers auxquels ils sont exposés de par leur situation.

La tâche de l'ancienne génération consiste à permettre aux jeunes camarades de voler de leurs propres ailes, à leur donner les moyens de se produire, à les encourager, à les soutenir et les aider. Le devoir de la jeune génération est de ne pas se détacher des bonnes traditions du Parti, de s'assimiler notre idéologie marxiste et de ne pas se laisser attirer par les succédanés idéologiques de fabrication douteuse.

La tâche de la vieille garde est de renouveler, d'élever constamment l'appareil du Parti par l'afflux de jeunes forces. La jeunesse doit, tout en conservant les traditions de la vie et de l'organisation du Parti, ne pas se dérober aux tâches imposées par notre époque.

Tout le Parti doit comprendre que son groupe essentiel a toujours été et sera son noyau ouvrier, avec lequel les nouveaux intellectuels du Parti doivent se maintenir en liaison étroite.

Ne pas diviser le Parti en sphères d'expérience différentes, mais unifier cette expérience et unir toutes les parties du Parti, telle est la directive donnée par la résolution adoptée à l'unanimité. Il nous faut l'appliquer, au lieu de jouer sur la corde du séparatisme intellectuel.

PRAVDA (Editorial.)

14 décembre.

(1) L'économiste Bogdanov s'est séparé du Parti depuis plusieurs années et sympathise avec le groupe *Rabotchaïa Pravda*. — *N. d. l. R.*

Propositions pratiques pour le XIII^e Congrès

Ce court article de Zinoviev a pour objet de mettre en circulation l'idée pratique d'un ouvrier tourneur, homme « du rang » du Parti. Nous le publions parce qu'il permet de se rendre compte, mieux qu'avec des exposés abstraits, des questions concrètes qui se posent chaque jour aux militants d'un parti prolétarien, au pouvoir.

En réponse à notre article « Les nouvelles tâches du Parti » (publié par la *Pravda* du 7 novembre), nous recevons une série de lettres dans lesquelles les camarades et des groupes nous font des propositions concrètes pour le 13^e Congrès.

Dans les partis ouvriers d'Occident, il existe l'excellente habitude de publier avant les Congrès un résumé des propositions pratiques que tels camarades auront à faire au Congrès. Au Congrès lui-même, ces propositions sont triées et transmises à des commissions désignées à cet effet; parfois, elles font l'objet d'un examen spécial au Congrès. Il serait, me semble-t-il, avantageux au plus haut point de recourir, nous aussi, à ce mode d'action, et avant tout d'introduire dans l'organe central du Parti une rubrique de ces propositions.

Pour commencer, publions la lettre d'un membre de l'organisation moscovite de notre Parti, le camarade M. Volovstchikov. Voici cette lettre :

« Camarade Zinoviev, je m'adresse à vous comme un ancien camarade pour vous demander si l'on ne pour-

rait pas proposer au 13^e Congrès du Parti d'introduire dans nos statuts le point suivant : chaque membre ou stagiaire du Parti est tenu d'expliquer, au minimum une fois par semaine, à au moins trois camarades occupant un poste immédiatement inférieur au sien, ce qu'il a fait pendant la semaine et comment il l'a fait.

« Je pars des considérations suivantes :

« 1^o Tout le monde ne travaille pas sans être stimulé (d'réquemment, il faut faire appel à ces mesures commandées par la discipline du Parti) ;

« 2^o Le travail exécuté aura en général plus de retentissement ;

« 3^o Du camarade élevé à un poste déterminé, on pourra dire non seulement qu'il peut occuper ce poste, mais qu'il y est parfaitement à sa place ;

« 4^o La préparation des communistes n'est pas seulement théorique, mais pratique ;

« 5^o L'oisif n'a rien à dire du moment qu'il n'a rien fait.

« M. A. Volovstchikov, tourneur à Moscou aux ateliers du chemin de fer Moscou-Russie-Blanche-Baltique. Carte du Parti n^o 82.835.

« J'espère que vous élaborerez et répandrez mieux ceci dans la presse que je ne puis le faire. »

La proposition du camarade Volovstchikov a du bon. Sous une forme ou sous une autre, il convient de la mettre à exécution.

G. ZINOVIEV.

18 décembre.

Une fraction "bruyante"

Safarov, un des principaux militants de Petrograd, est de ceux qui combattent avec le plus de violence « l'opposition ». Dans cet article, il polémise en identifiant l'opposition actuelle à l'ancien courant dit du « centralisme démocratique ». Malheureusement, il n'oublie qu'une chose, qui est essentielle : prouver cette identité. De ce fait, les citations de Lénine, produites dans l'article, sont inopérantes dans les conditions données actuellement.

L'opposition actuelle craint fort qu'on lui rappelle sa liaison avec le groupe du « centralisme démocratique ». Elle a pour cela des raisons sérieuses.

En effet, Lénine a donné à ce groupe la qualification peu élogieuse de « fraction plus bruyante que tous les criards », fraction qui, « avant chaque Congrès du Parti, tombe dans une sorte de crise fébrile, s'efforce de crier plus haut que tout le monde et fait solennellement fiasco ».

Lénine a toujours fait la critique la plus âpre de cette fraction, en premier lieu pour ses tentatives incessantes d'ébranler l'unité du Parti, en second lieu pour son caractère intellectuel de cabinet. Si l'on considère les découvertes actuelles de Saprónov, on voit qu'elles ne se distinguent nullement des propositions faites par son groupe au 10^e Congrès, et repoussées par ce dernier. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à ouvrir les procès-verbaux du 10^e Congrès.

Le groupe du « centralisme démocratique » n'a jamais exprimé l'opinion des larges milieux ouvriers de notre Parti. Invariablement, il a fait des propositions concernant le changement des rôles et l'installation de nouveaux hommes au sommet de l'appareil de notre Parti et de l'appareil étatique. Parfois, on cherchait à justifier ces changements en se basant sur la constitution soviétiste. C'est d'un représentant du groupe du « centralisme démocratique » que Lénine disait : « Sa spécialité est de « voir de la politiciannerie en tout ». Cette « spécialité » est devenue dans une large mesure celle des nouveaux et des anciens adeptes de ce groupe.

Le Bureau Politique du C. C. et le Presidium de la C. C. C. ont publié une résolution nette sur la réalisation de la démocratie à l'intérieur du Parti. Sans le dire ouvertement, l'opposition voit dans cette résolution uniquement une question d'appareil.

Le fait que l'opposition ne veut pas reconnaître sa parenté avec le groupe du « centralisme démocratique » s'explique très simplement : ce passé n'a rien de flatteur pour elle.

Néanmoins, c'est précisément dans le fait que la fraction du « centralisme démocratique » est le noyau de la nouvelle opposition que le caractère de cette dernière trouve son expression la plus exacte.

Staline a établi une ligne de démarcation parfaitement juste entre le démocratisme des bases prolétariennes aspirant à l'initiative et le « démocratisme » des hautes sphères qui s'occupe beaucoup plus des changements éventuels dans le C. C. Le démocratisme des hautes sphères — profondément imprégné de l'esprit fonctionnariste — est le trait distinctif de « l'ancienne et toujours nouvelle » fraction du « centralisme démocratique ». Il serait ridicule de croire que cette fraction, qui a toujours été très peu liée avec l'ossature prolétarienne de notre Parti, soit en état de trouver dans les profondeurs ouvrières de nouvelles forces vigoureuses capables de diriger le Parti, l'Etat et l'économie. Les camarades Préobrajensky, Smirnov et autres n'augmentent pas sous ce rapport les chances de Saprónov et de Raphaël.

La façon même de poser la question d'organisation, comme le fait l'opposition actuelle, ne saurait être considérée comme émanant des profondeurs prolétariennes.

« Au moment le plus difficile pour le Parti et le pouvoir soviétiste, le C. C. s'est divisé en groupes, est devenu l'arène des fractions, n'a pas su réaliser l'unité et fortifier la cohésion à l'intérieur du Parti », écrivaient Saprónov et ses adeptes sur le C. C. dirigé par Lénine. Ne répètent-ils pas aujourd'hui la même chose, et leur assertion n'est-elle pas moins en contradiction avec l'état de choses véritable ?

Alors, comme maintenant, ces paroles et ces gestes menaçants ne servaient à leurs auteurs qu'à dissimuler leur propre esprit de fraction.

On crie le plus fort possible, pour cacher l'inconsistance politique et principale de l'opposition à la ligne directrice du Parti ; c'est un moyen très commode, mais pas d'une grande utilité au Parti.

Répondant aux représentants de l'opposition ouvrière au 10^e Congrès, Lénine disait : « Il n'est pas juste de dire que nous ne cherchons pas à attirer la masse ; au contraire, tout talent tant soit peu visible, toute capacité si petite soit-elle qui apparaît dans la masse ouvrière, obtient notre appui le plus sincère. Il faut seulement que la situation devienne un peu plus facile. Il nous faut un an ou deux pour nous reposer de la famine, pas moins. Du point de vue de l'histoire, c'est un délai infime ; mais dans notre situation, c'est un long délai. Un an ou deux pour nous reposer de la famine, un an ou deux pour organiser le ravitaillement régulier en combustible, afin que les usines puissent travailler, et nous serons infiniment plus soutenus par la classe ouvrière, des rangs de laquelle surgiront bien plus de talents ».

Il est absolument indispensable de rappeler cette déclaration de Lénine aux gens qui vont criant sur les toits que la ligne du Parti depuis le 10^e Congrès est fautive. Il y a maintenant une amélioration, il y a une cimentation des cadres véritablement prolétariens dans nos fabriques et nos usines. Maintenant, la tâche pratique et la plus importante est de vivifier les cellules dans les usines, de les rapprocher le plus possible de la masse sans-parti et de la production, de faire en sorte qu'il soit méthodiquement tenu compte de l'initiative pratique de la masse. Cela se trouve-t-il dans les propositions des camarades Saprónov, Préobrajensky et Raphaël ? Non, car ils n'ont pas l'intelligence véritable de cette démocratie ouvrière de la base prolétarienne. Ils ne comprennent pas les besoins politiques du moment. En tant qu'hommes de fraction, ils ne veulent pas se désavantager en substituant la lutte autour des questions pratiques à la bataille générale autour des plates-formes.

Au 11^e Congrès, dans le rapport du C. C., Lénine déclarait : « Où est le point essentiel ? Il n'est pas dans la politique, dans le changement de direction, ce dont on parle sans fin à l'occasion de la Nep. Ce sont là des phrases vaines, des bavardages nuisibles au plus haut point. Maintenant que la Nep est instaurée, on met tout en branle, on veut refondre les institutions, en créer de nouvelles... Nous sommes arrivés à la conviction que le point essentiel réside dans le choix des hommes. C'est là chose difficile à assimiler pour un révolutionnaire habitué à lutter contre les petites choses et contre cette propension à mettre en avant le rôle de la personnalité au lieu de la refonte d'une institution. »

Assurer l'afflux de nouveaux hommes recrutés dans les profondeurs de la masse prolétarienne, les entraîner dans le Parti, les attirer au travail syndical et à l'organisation économique — telles sont les tâches à l'ordre du jour.

Fidèle à son ancienne habitude, la fraction du « centralisme démocratique » sous sa nouvelle forme, fait des confusions précisément dans cette question.

En vérité, Saprónov a raison : il est difficile de ne pas sentir le vertige, de ne pas être étourdi par le grand air quand on sort de l'atmosphère irrespirable des fractions.

G. SAFAROV.

(1). N. Lénine, *La crise du Parti* (Pravda, 21 janvier 1921).

Du troisième participant à la discussion

Dans cet article, Kopylov rappelle à l'ordre brutalement — et avec raison — ceux qui oublient, en discutant, que notre parti russe est le parti gouvernant, et que les bêtises dites dans le jeu de la discussion sont exploitées par le petit-bourgeois contre-révolutionnaire. Sa conclusion est celle de Steklov, exposée par nous dans le dernier Bulletin.

La discussion a pris véritablement une extension considérable, plus considérable même qu'il ne le faudrait...

Les adversaires qui ébranlent l'air de leurs cris et déversent des flots d'encre dans la presse ont, semble-t-il, dans l'ardeur du tournoi, oublié le troisième participant à la discussion, le petit bourgeois russe qui, avec une joie méchante, se plonge dans les colonnes consacrées à la vie du Parti dans la *Pravda* (1), savoure les discours de l'opposition et ricane : « Enfin ! le Parti s'effondre. »

Nos ennemis sont remplis d'espoir. Le patron n'est plus là ; si Lénine était là, il m'en serait pas ainsi. Et notre petit bourgeois est au septième ciel.

Qu'est-ce-à-dire ? Le petit bourgeois se trompe-t-il ou bien le Parti commet-il une grande faute ?

Certes, je ne suis pas partisan du « tout va bien » officiel. Quand officiellement tout va bien, cela veut dire qu'il est déjà trop tard pour engager la discussion et parler du rétablissement du malade. Mais si chacun de nous ne perdait jamais de vue l'influence dissolvante qu'a notre discussion sur l'esprit des petits bourgeois et, par leur intermédiaire, sur les masses de travailleurs sans-parti en contact journalier avec eux, cette discussion pourrait se dérouler sous des formes différentes. Evidemment, il n'est pas question de tout cacher et le bruit de nos divergences atteindra toujours le public. Mais pourtant, ce ne serait pas tout à fait la même chose. Par exemple, je ne comprends pas du tout pourquoi on a eu besoin d'exposer dans la *Pravda* tous les détails de notre interminable discussion au lieu d'en donner un résumé.

Nos ennemis, il ne faut pas l'oublier, sauront lire et interpréter chaque ligne à leur façon. Chaque phrase leur donne de la matière pour leur agitation contre-révolutionnaire. Parmi les personnes avec lesquelles les circonstances m'obligent à être en contact, il est une famille animée d'une haine petite-bourgeoise acharnée contre le Parti et le pouvoir soviétiste. Ces gens croient fermement que, dans le Parti, il y a 99 % de youpins et 100 0/0 de canailles et de fripouilles. « Vous avez lu la *Pravda* aujourd'hui ? me demande l'un d'eux. Hein,

(1) Le petit bourgeois occidental aussi se plonge dans les dépêches d'agences, n'y comprend rien (et pour cause), mais se réjouit. Souhaitons que sa joie soit de courte durée ! — N. d. I. R.

c'est tapé. Je me suis littéralement délecté en lisant ce que disent Sapronov et les autres (1). Ce n'est pas toujours qu'on trouve un tel matériel, même dans le *Courrier Socialiste*. »

Puis, exultant de joie, mon interlocuteur continue : « Alors, vous ne pouvez même pas établir l'ordre chez vous, et dans le Parti, il n'y a qu'oligarchie et despotisme. »

Je ne crois pas que ces réflexions soient rares. Le Moscou petit-bourgeois — je ne parle pas des milieux de « nepmans », dont l'opinion nous est indifférente — exploitera incontestablement la discussion pour désagréger le Parti et les ouvriers sans-parti qui le soutiennent.

Quoi qu'il en soit, la discussion est commencée et doit être terminée. Il faut maintenant songer à autre chose. Il faut maintenant enlever au troisième participant à la discussion, au petit-bourgeois qui nous hait organiquement, la possibilité de se réjouir des malaises du Parti, d'exploiter nos différends dans ses buts contre-révolutionnaires.

Comment y arriver ?

A mon avis, le meilleur moyen consiste à organiser une série de rapports dans les clubs ouvriers et les assemblées d'usines, à entreprendre une large campagne pour l'enrôlement de nouveaux cadres d'ouvriers dans les rangs du Parti. Nous nous assignons pour tâche de tirer tel ou tel quotidien à des millions d'exemplaires. Pourquoi ne pas nous assigner la tâche d'attirer un million de nouveaux ouvriers dans le P. C. ? Que les masses ouvrières sachent quelle était la maladie du Parti, mais qu'elles aient la ferme conviction que nous nous corrigeons effectivement, que nous nous améliorons, que contrairement aux partis bourgeois, avec un courage héroïque, nous découvrons impitoyablement tous les abcès qu'il faut brûler au fer rouge.

Il faut former de nouveaux ouvriers membres du Parti, tout comme nous formons de nouveaux intellectuels aux facultés ouvrières et aux établissements d'enseignement prolétariens. Certes, cela n'est pas facile à faire. Nous n'avons pas encore réussi à donner une culture marxiste tant soit peu sérieuse à beaucoup de nos membres qui sont déjà depuis plusieurs années dans nos rangs.

Mais il n'y a pas d'autre issue. En dépit de toutes les discussions, le Parti, sans un afflux continu de nouveaux membres, se transformerait en un appareil administratif rigide, figé. Or, un tel Parti ne serait pas éternel.

N. KOPYLOV.

19 décembre.

(1) Ici, le camarade Kopylov, exagère en rapportant le propos que lui tient un interlocuteur inepte. « Sapronov et les autres », avec qui on peut être d'accord ou non, ne se sont nullement départis d'un ton digne et correct. — N. d. I. R.

Sur une ancienne " habitude "

Cet article de Vardine est intéressant, moins par les idées qu'il exprime que par l'état d'esprit qu'il révèle : il montre que la majorité voit dans les critiques actuelles de l'opposition une résurrection des anciennes déviations du parti et les combat comme telle. C'est ce qui explique la violence inattendue de la polémique. Mais il faudrait prouver que « l'économisme » et la « liquidation » renaissent sous la forme actuelle de l'opposition. Disons-le tout net : Vardine ne le fait pas. Il affirme, sans rien démontrer. Peut-être parce que le parti, vaut mieux que ce qu'on en dit dans la chaleur des controverses ?

Existe-t-il une fraction dans le Parti ? Existe-t-il un courant spécial qui s'oppose à la ligne dominante du Parti ?

Il n'y a pas de fraction, il n'y a pas d'opposition principale, ce ne sont là que des épouvantails ; c'est

ce que déclare l'opposition ; c'est ce que pense une partie des camarades qui se font loyalement illusion sur le sens de la discussion actuelle dans le Parti.

Ce n'est pas la première fois que le bolchevisme, le marxisme révolutionnaire doit lutter pour dévoiler une déviation déterminée.

« L'économisme » a-t-il existé dans le Parti ? Les groupes de la *Rabotchaia Myst* et du *Rabotchéïe Dielo* ont-ils représenté un courant opportuniste déterminé dans le Parti ? Les marxistes rangés autour de l'*Iskra*, et en premier lieu Lénine et Plékhanov, ont dû dépenser des efforts considérables pour prouver, montrer à tous ceux qui faisaient fausse voie sans s'en douter, qu'il existait un penchant « économiste » dans le Parti, que le sens de ce penchant consistait dans la subordination de la classe ouvrière à l'hégémonie de la bourgeoisie.

Les « économistes » eux-mêmes n'avaient obstinément l'existence de leur propre courant. Ils ne faisaient, disaient-ils, que réaliser la « liberté de critique », qu'expo-

ser leurs opinions devant le Parti. Dans la social-démocratie, il ne manquait pas alors de gens qui marchaient aux côtés des « économistes » et assureraient avec eux le monde entier qu'il n'y avait aucun « économisme » dans le Parti...

Puis, c'est l'époque de la réaction. Le méqchévisme prend la forme de la « liquidation ». Le courant dirigé vers la « liquidation » de l'ancien Parti révolutionnaire clandestin et la création d'un nouveau parti ouvrier libéral prend corps, se constitue définitivement dans la social-démocratie. Le bolchevisme mène une lutte acharnée pour le Parti. Il se rue sur les « liquidateurs ». Mais de toutes parts, des cris s'élèvent : Il n'y a pas de « liquidation », ce sont là des inventions de Lénine, c'est un épouvantail, une étiquette, une atteinte à la « liberté de critique ». Le bolchevisme dut commencer par établir le fait de l'existence du courant « liquidateur ».

L'opportunisme a toujours préféré intervenir sous le couvert de phrases, de mots, de demi-mots. Il a toujours nié formellement sa propre existence. C'est là un procédé commode sous beaucoup de rapports. La clarté, la netteté, la précision sont les ennemis les plus dangereux de l'opportunisme...

L'histoire se répète. Il existe dans notre Parti une fraction opportuniste. Sur une série de questions essentielles, cette fraction a déjà donné en fait sa réponse.

Elle est, il est vrai, hétérogène, elle se compose de groupes et de sous-groupes divers. Néanmoins, il est, dans le Parti, un courant qui s'oppose effectivement au bolchevisme historique. Les opportunistes ont avantage à masquer, à estomper ce fait. Il semble aux bonnes âmes, qui sont en politique des naïfs, que du moment que des gens affirment qu'ils ne constituent pas une fraction, il n'existe pas en réalité de fraction.

Or, dans les rangs de notre Parti, il se trouve par malheur des camarades qui sont aux côtés des opportunistes actuels, collaborent avec eux et déclarent en même temps qu'il n'y a pas dans le Parti de courant spécial, qu'il n'y a que des gens qui veulent réaliser la « liberté de critique », profiter de la « liberté d'opinion ».

Le bolchevisme doit à tout prix surmonter les déviations existant dans le Parti. Or, à cet effet, il est nécessaire de rendre évident pour tous les membres du Parti qui s'égarent loyalement qu'il ne s'agit pas au fond de la « liberté de critique », mais bien d'une révision opportuniste du bolchevisme historique. Nous ne nous laisserons pas troubler par ceux qui nous reprochent de vouloir « coller des étiquettes » aux gens et dévoilerons impitoyablement toutes les déviations principales de l'opposition. A cette condition seulement, le Parti sortira plus fort, plus uni de la crise actuelle.

I. VARDINE.

20 Décembre.

Quelques objections à Préobrajensky

Encore un article qui traite des difficultés pratiques rencontrées par les militants communistes russes dans leur travail quotidien, politique et économique. L'auteur, étudiant de l'Université Sverdlov, est comme ses condisciples un ouvrier, et connaît en praticien les questions dont il parle.

Je voudrais dans cet article, autant que possible, prouver par des faits concrets l'inconsistance des raisons apportées par Préobrajensky et Sapronov dans leur critique de la ligne politique et de la ligne d'organisation du C.C., et leur aveuglement (conscient ou inconscient).

Je dirai, tout d'abord, qu'ils n'ont pas suffisamment de données concrètes sur la situation de nos groupes de base pour la période 1922-1923. J'ai entendu Préobrajensky, aux premiers jours de la discussion; j'ai entendu son discours à l'assemblée générale de la cellule de l'Université Sverdlov, le 17 décembre. Les hommes de l'opposition ont quelque peu diminué le nombre de leurs grandes phrases sur la « démocratie pure », mais ils ont conservé la tendance à introduire dans leurs résolutions des petits points sur les « groupements idéologiques » et la ligne erronée du C.C. depuis le X^e Congrès.

Voyez plutôt comment ils formulent le deuxième point : « La résolution du C.C., en date du 7 décembre, sur la démocratie à l'intérieur du Parti est la reconnaissance par le C.C. de son erreur depuis le X^e Congrès ». Que veut dire par là l'opposition ? A mon avis, cette formule a un sens politique profond. Ce sens, le voici : « Notre point de vue, à nous, groupement idéologique, au X^e et au XI^e Congrès, était juste », faux était le point de vue du C.C. qui, comme on le sait, était sous la direction immédiate de Lénine. Cela sent fort la révision du dévisme.

Préobrajensky déclare qu'à partir de 1922, c'est-à-dire depuis la deuxième année de la *nep*, nous pouvions sans crainte entreprendre la réalisation de la résolution du X^e Congrès sur la démocratie à l'intérieur du Parti. Il s'efforce d'étayer cette affirmation sur des chiffres concernant l'état de notre industrie dans cette période. L'auteur de ces lignes travaillait récemment encore dans la production. Si l'on prend l'état véritable de la grande industrie à Kharkov et même dans toute l'Ukraine pendant le second semestre de 1922, on voit que cette industrie était loin d'être dans une situation aussi brillante que le pense Préobrajensky. La majorité des usines ne

fonctionnait pas par suite du manque des matières premières et de combustible. L'usine de construction de locomotives de Kharkov a été remise en marche, le 15 septembre 1922, après trois ou quatre mois d'inaction. Cette usine, qui comptait jusqu'à 4.000 ouvriers, avait une cellule communiste très arriérée au point de vue politique, et d'un effectif très peu nombreux. Il en était de même des autres cellules du Parti dans les usines. Y avait-il là le terrain favorable pour la réalisation de la résolution du X^e Congrès sur la démocratie à l'intérieur du Parti ? Non, répondrai-je.

Le Comité du Parti devait élever le niveau de la cellule de l'usine. Il lui fallut : a) renforcer la préparation intellectuelle des membres du Parti, ce qui est une condition nécessaire du succès du travail des communistes à l'usine ; b) affecter régulièrement à tour de rôle les ouvriers communistes au travail manuel dans l'usine ; c) établir le contact de la cellule avec la masse sans-parti, au moyen d'une propagande individuelle dans les métiers et de l'organisation d'assemblées ouvertes dans la cellule. Pour mener à bien cette tâche, il fallut donner à la cellule un secrétaire actif et exécuter le travail suivant un plan déterminé par l'institution d'un corps d'organiseurs corporatifs, etc. Ce fut là un travail minutieux, qui donna des résultats entièrement favorables. Alors qu'en 1922, les ouvriers sans-parti n'allaient presque jamais aux réunions de la cellule, pendant le deuxième semestre de 1923 nous avions à ces réunions plus de mille sans-parti. L'effectif de la cellule monta à 150 membres, et le nombre des ouvriers affiliés au Parti s'accrut considérablement.

Membres du Bureau élargi de la cellule, les organisateurs corporatifs commencèrent à prendre une part active à la solution des questions concernant le Parti et des questions économiques. Le Bureau élargi de la cellule de l'usine de locomotives de Kharkov se composait de 18 à 20 membres. Ce n'était pas un club de discussions, mais une organisation où l'on examinait pratiquement les questions concernant la vie du Parti et la vie économique. Si le camarade Préobrajensky désire des preuves, il n'a qu'à s'informer sur ce que je viens d'exposer auprès du camarade Rahaël, qui est maintenant dans l'opposition et qui, en 1923, était membre de la cellule de l'usine de locomotives.

M. DOUKELSKY,

(Etudiant de l'Université Sverdlov.)

20 décembre.

Lettre à la "Pravda"

Rien n'est plus insupportable que la manie de certains de classer à tout prix un contradicteur dans telle ou telle fraction, même quand le camarade en question ne veut pas s'y ranger. Nous constatons qu'on dit des choses raisonnables dans l'un et l'autre des « courants » actuels du Parti et déclarons qu'un militant a le droit, et le devoir, de faire siennes ces idées justes sans pour cela être catalogué malgré lui. La lettre de Bogouslavsky, à ce titre, nous paraît la sagesse même.

Chers Camarades,

Plusieurs camarades m'ont, à maintes reprises, demandé pourquoi je n'intervenais pas dans la discussion sur l'organisation du Parti et quel était mon point de vue sur cette question.

Peut-être n'aurais-je pas répondu à ces questions par la voie de la presse, car, en somme, le point de vue d'un simple membre du Parti comme moi ne présente pas grand intérêt. Mais la lettre que j'ai reçue et dans laquelle on me demande pourquoi, moi, « membre de la fraction du centralisme démocratique, je n'interviens pas aux côtés de Sapronov, Raphaël, Drobniss, etc... », et où l'on me déclare que j'ai « trahi les intérêts de la fraction », ou que je considère que la fraction fait fausse route dans ses interventions, cette lettre, dis-je, m'oblige à répondre quelques mots.

1^o Il n'existe pas de fraction ou de groupe du « centralisme démocratique », car l'existence d'une fraction quelconque a été interdite par le 10^e Congrès. Le fait que la défense de la démocratie à l'intérieur du Parti est prise actuellement par quelques camarades qui, jadis, ont signé un document en faveur de cette démocratie adoptée par le 10^e Congrès, ne saurait en aucun cas être interprété comme l'existence d'une fraction, car il est tout naturel que les camarades qui ont soutenu durant quelques années une position confirmée en ce moment par la résolution du C. C., fassent des propositions susceptibles à leur avis de garantir l'application de cette résolution ;

2^o Les attaques violentes contre ces camarades, que l'on traite de « désorganisateur », « d'ennemi du Parti », « d'homme de fraction », etc. (éditoriaux de la Pravda, lettre de l'organisation de Pétrograd, articles de Safarov, et enfin articles de Staline apostrophant Patakov et Rosenthal parce qu'ils ont jadis préconisé la ligne du Parti), sont à mon avis injustifiées, et causent au Parti un tort incontestable ;

3^o Mon point de vue dans cette discussion est exprimé dans la résolution proposée par moi et adoptée à l'assemblée générale de quatre cellules ouvrières. Il se ramène à la constatation du fait que les rapports à l'intérieur du Parti sont anormaux, que la pensée du Parti est dans une stagnation fâcheuse, que les hommes du rang se sentent privés de leurs droits, qu'ils restent passifs dans la solution des questions qui se posent devant le Parti, que, par suite de sa bureaucratisation, l'appareil du Parti se détache de la masse, ce qui contribue à éloigner de nous les ouvriers sans-parti.

Je considère comme absolument nécessaire l'application des mesures suivantes : a) renoncer effectivement au système de nomination, laisser la liberté d'opinion et d'initiative aux membres du Parti lors de l'élection des dirigeants et des cadres ; b) purifier l'appareil en en écartant les camarades qui se sont détachés de la masse et qui n'ont pas la confiance des électeurs en ce qui concerne leur capacité d'assurer l'application des principes de la démocratie à l'intérieur du Parti ;

4^o Je considère comme absolument inadmissible l'existence non seulement de fractions, mais de groupements ayant une discipline intérieure distincte de celle de l'ensemble du Parti. Néanmoins, l'intervention de deux ou trois camarades, ou même d'un plus grand nombre, sur une seule et même question, sur laquelle ils ont une opinion commune, ne doit pas et ne peut pas être considérée comme un indice de l'existence de fractions ou de groupements ;

5^o Le début de la discussion a coïncidé avec la campagne pour la réélection du soviét de Moscou et des soviets de quartiers, campagne qui m'a entièrement absorbé. De là vient que je ne suis intervenu nulle part, sauf dans la cellule à laquelle je suis affecté et dans laquelle je travaille depuis trois ans ;

6^o A l'assemblée plénière du Comité Moscovite du Parti, j'ai demandé catégoriquement : a) d'expliquer à toute l'organisation moscovite que la question de la démocratie à l'intérieur du Parti est une question vitale, liée au sort du Parti, et non « une concession à des éléments séditieux », comme s'efforcent de la représenter quelques-uns des adversaires de l'opposition ; b) de prendre des mesures pour que les discussions cessent de revêtir un caractère d'animosité et d'attaques personnelles.

Voilà tout ce que j'avais à dire en réponse aux demandes de mes camarades.

M. BOGOU SLAVSKY.

20 décembre.

Un quatrième à la discussion

Kopylov avait opportunément rappelé à ceux qui l'oubliaient l'existence d'un « troisième participant » à la discussion. L'étudiant Ivanov rappelle la présence d'un quatrième : le moujik. Son article est utile, surtout parce qu'il évoque les difficultés énormes du problème de la paysannerie russe et du rôle du parti prolétarien dans un pays essentiellement agricole.

Ce quatrième est, en réalité, le premier dans notre discussion. Pour l'oublier, il faudrait être séparé de la vie, enfoui dans un établissement d'enseignement. Il faudrait monter sur une tour pour y sonner la cloche de la polémique de fractions sans voir les chaumières vétustes qui l'entourent et sans entendre la voix du paysan.

Sous ce rapport, l'article du camarade Skvortzov (Pravda du 20 décembre) apparaîtra comme un soufle vivifiant aux camarades qui ne « tonnent pas contre l'appareil », mais « se contentent » de proposer de le réédifier de haut en bas. C'est à ces camarades qu'il faut montrer qu'ils se trouvent sur un clocher, et encore sur un clocher moscovite.

Les cellules des établissements d'enseignement moscovites ne constituent pas tout le Parti et un Comité de quartier ne fait pas tout l'appareil du Parti. C'est notre

appareil soviétique tout entier qui souffre dans les campagnes, dans les Comités cantonaux éloignés, du mal commun aux appareils étatistes, c'est-à-dire du bureaucratisme, du détachement des masses ouvrières et paysannes, du système du commandement impérial, etc., et qui assume en même temps une responsabilité écrasante (responsabilité déclinée par bon nombre d'étudiants acharnés à la discussion actuelle. (Voir l'article du camarade Skvortzov sur les 80 % de jeunes gens du Parti qui ont quitté leur province pour aller faire leurs études ailleurs.)

Cette responsabilité de toute notre politique rurale, il l'assume devant la campagne avec sa conscience de parti, sa vie même, son habileté à percevoir l'impôt en nature, cet appareil qui supporte les attaques de la masse rurale en même temps que la pression des circulaires, des ordres urgents du Parti.

Il faut porter ses regards dans les Comités de districts, dans les Comités cantonaux, où tous les membres remplissent en même temps les fonctions de chefs de département agricole, de juges populaires, de chefs de milice, etc., où une organisation cantonale se compose de 20 à 25 membres, tous occupés à des postes responsables. Par qui les remplacera-t-on ? Dans la plupart des cas, il n'y a pas de candidats. Il est nécessaire de bien méditer sur ce fait pour arriver à comprendre que

l'appareil du Parti doit être soigné organiquement (voir la discussion et la résolution sur l'Inspection Ouvrière et Paysanne), étant donné qu'il a été formé, dans les 90 %, non pas par un « système du C. C. » ni par « la vieille garde désuète », mais par les conditions de la lutte acharnée en pleine *Nep*, dont il gagnait parfois le mal en voulant le localiser. Notre appareil ne peut arriver à guérir que par une activité systématique et renforcée des bases, exercée jour par jour, sans trêve.

Tout le mal de notre discussion provient de ce que les partisans les plus acharnés de l'opposition ne comprennent pas la « démocratie ouvrière » et se passionnent pour les réélections en enlevant de l'ordre du jour les questions les plus urgentes de la construction pratique du Parti. En ce moment, un grand nombre de ces « démocrates » enflammés vont au village passer les vacances de Noël et se préparent à ratiociner sur la question de la démocratie ouvrière. Cela est extrêmement grave. Ratiocinez chez vous, dans votre institution, cela prouvera seulement votre manque de maturité bolchéviste ; mais n'allez pas le faire dans une organisation communiste rurale, cela aboutirait à « agiter » notre province campagnarde, et à l'« agiter tant et si bien que les « ciseaux » se disjoindraient et se transformeraient en fourches transperçant notre appareil rural. La campagne bouillonne, écume sous l'influence des radotages colportés par les « fonctionnaires » et prête facilement l'oreille aux paroles de chaque « camarade du centre ».

Elle croit au « centre », au « petit père Kalinine », à « Hlitch », au Conseil des Commissaires du Peuple. « Parlez pour nous là-bas... « on nous oublie », « on nous écorche », « le centre nous oublie », — voilà ce qu'on entend au village.

Crier, discuter, tonner contre l'appareil du Parti dans son district ou dans son village, cela équivaut à donner libre cours à l'écume débordante de la campagne et à la contre-révolution s-r., à présenter sous un jour tendancieux les divergences de vues du centre, cela tend à faire perdre la « foi au centre ». Tandis qu'en épurant, en appuyant le travail sur les couches inférieures du Parti, en incitant ces couches non pas à des querelles de fractions, mais à une sérieuse discussion sur les mesures pratiques du « cours nouveau », on arrive à se lier organiquement à la masse rurale, à ses besoins urgents, à la terre. Souvenez-vous que pas une des « questions intérieures du Parti » ne peut actuellement demeurer « intérieure », car, d'une côté, elle se reflète dans les milliers de facettes de tout l'appareil étatique, et, de l'autre, elle reflète et absorbe en elle-même tous les traits distinctifs de ce dernier. Souvenez-vous-en bien, dirigeants et subalternes qui vous rendez au village.

Y. IVANOV,
Etudiant.

21 Décembre.

De l'enseignement communiste

Zinoviev, dans son article du 7 novembre, avait signalé l'insuffisance du niveau culturel moyen des ouvriers du parti, surtout dans le domaine de l'économie. Plusieurs camarades, à sa suite, parlèrent de la nécessité d'intensifier l'éducation marxiste de la masse du parti. Sapronov a critiqué, à ce propos, les méthodes d'enseignement communiste trop « universitaires » ou « académiques », tenant trop peu compte des conditions de la vie (Voir le dernier Bulletin). Trotsky, dans sa lettre parue ici-même (Voir le dernier Bulletin), a traité, en termes saisissants, la même question. Voici maintenant les vues pratiques d'un étudiant ouvrier.

Dans son article de la *Pravda* du 18 décembre, le camarade Liadov soulève la question brûlante de la réforme de la méthode abstraite d'enseignement des sciences sociales, en honneur dans nos établissements d'enseignement communistes.

La tâche de l'établissement d'enseignement communiste, et en particulier de l'Université Sverdlov (c'est d'elle surtout que je veux parler), est de préparer des marxistes praticiens, de les munir d'abondantes connaissances théoriques afin de les faire entrer dans l'appareil communiste et soviétiste en qualité de spécialistes praticiens.

Cette tâche primordiale est-elle remplie ? Non, et on n'y parviendra pas si l'on s'en tient à la méthode actuelle d'enseignement.

Au bout de trois années de « sverdlovie », notre étudiant « saura » beaucoup de choses et aura surtout conscience d'être supérieur à ses camarades de la vieille garde qui ont passé directement de l'établi à la construction révolutionnaire et ont acquis de la sorte une grande expérience. C'est évidemment ce qui fait la valeur de ceux-ci, valeur à laquelle tout « sverdlovien » ne saurait prétendre. Par contre, ce dernier est un bon théoricien. Trois années d'Université ont fait de lui un excellent casuiste. C'est précisément cette qualité qui, dès qu'il faudra la mettre en pratique à sa sortie de l'Université, se heurtera à la résistance des vieux communistes praticiens. Il en résultera un conflit, une opposition.

A mon avis, le conflit soulevé actuellement au cours des discussions entre les deux catégories de travailleurs dont je viens de parler, n'a pas d'autre cause.

Mais il n'y aurait encore là que demi-mal. Un tel conflit ne saurait s'engager avec tous les étudiants, qui sont loin d'atteindre tous à une si haute perfection. Mais lorsque, munis de leurs connaissances théoriques, ils en viendront au travail pratique et quand, croyant « tout savoir », il arrivera qu'ils ne savent pas appliquer leur science, c'est alors que le conflit se produira avec chacun d'eux.

La méthode actuelle d'enseignement des sciences sociales dans nos établissements communistes donne encore d'autres résultats indésirables dont je n'ai pas l'intention de parler en ce moment. Il importe davantage d'indiquer les mesures qui aideraient à résoudre cette question. A mon avis, elles doivent être les suivantes :

1° La première année d'enseignement, consistant à donner les notions essentielles, doit se passer dans l'établissement même. Il est nécessaire de suspendre pendant ce temps tout travail pratique sur les lieux de production ; 2° l'année suivante, les étudiants travaillent directement sur place dans les organisations communistes, soviétistes ou syndicales. Ils reviennent prendre contact avec l'établissement d'enseignement à des époques déterminées (3 ou 4 fois par an) pour la mise au point théorique de leurs résultats pratiques, la vérification de l'expérience acquise et la réception de nouvelles tâches.

Ces mesures sont tracées dans les grandes lignes. Elles demandent évidemment à être étudiées en détail, mais elles me semblent seules propres à résoudre les tâches primordiales des établissements d'enseignement communistes.

Grâce à cette organisation, on arriverait :

1° A établir un contact immédiat entre la théorie et la pratique ;

2° A éviter le danger de la séparation de notre jeunesse intellectuelle d'avec les masses ;

3° A diminuer les frais d'entretien des étudiants supportés par l'Etat, les étudiants touchant des salaires pendant leur travail pratique.

Ces avantages primordiaux de la nouvelle méthode préconisée doivent stimuler l'effort nécessaire pour vaincre les difficultés qu'elle fera surgir.

Il en résultera que l'étudiant connaîtra la théorie et saura l'appliquer dans la pratique. Il sera un excellent aide et non plus un adversaire pour le vieux communiste praticien.

V. SERGUEIEV,
Etudiant de l'Université Sverdlov.

21 Décembre.

Sur le Gouvernement ouvrier et paysan en France

Dans le dernier numéro du *Bulletin* nous avons brièvement caractérisé la politique agraire de la bourgeoisie comme une politique de protectionnisme.

Qu'est-ce que le Parti communiste peut opposer à cette politique néfaste de la bourgeoisie ? Quelles sont les revendications concrètes que formule le programme agraire du Parti communiste ?

Par revendications concrètes, nous entendons celles qui intéressent seulement la paysannerie. Nous ne pouvons pas, dans le cadre de cet article, traiter tous les problèmes complexes de la politique financière générale, des impôts, des réparations, de la politique extérieure et de toutes ses ramifications, des assurances sociales, etc., qui pourtant sont de la plus haute importance pour toute la population paysanne.

Ce sont les points essentiels de notre programme général du bloc ouvrier et paysan. Mais dans cet article nous nous bornons à l'exposé des points essentiels du programme agraire du Parti. Pour l'instant il s'agit seulement de savoir quelles mesures nous devons défendre en faveur de la population paysanne.

A ce sujet le 4^e Congrès mondial s'est exprimé comme il suit :

« 1^o Combattre le capital commercial par la formation de coopératives de petits paysans et leur liaison immédiate avec les coopératives de consommation du prolétariat industriel ;

« 2^o L'amélioration des conditions d'existence des métayers par la réduction de la part qui revient aux propriétaires ;

« 3^o La réduction des fermages pour les petits fermiers, la remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations apportées à la terre par le fermier au cours du contrat de fermage (1) ;

« 4^o Lutte contre l'exploitation de l'Etat capitaliste, dont le système fiscal surcharge les petits paysans en faveur des grands propriétaires fonciers : le Parti réclame l'exonération d'impôts pour les petits paysans ».

Le tableau des revendications réalisables dans le cadre de la société capitaliste est assez restreint, comme on le voit.

Ce n'est pas notre faute, c'est celle du régime capitaliste et de la propriété privée qui enlèvent au petit paysan à peu près toute possibilité de se défendre efficacement contre le grand capital.

Le tapage que font les partis bourgeois et socialistes autour du petit paysan en période électorale, ne prouve en rien leur supériorité en matière agricole, mais uniquement leur démagogie sans scrupule.

Mais on ne pipe pas l'évolution historique. Sous la pression des événements, les petits paysans finiront par se rendre compte de la fatalité économique que le programme agraire du 4^e Congrès mondial exprime ainsi : « Sous le régime capi-

taliste, une amélioration véritable de la situation des ouvriers et des paysans pauvres est impossible ».

C'est notre but final qui doit former le point essentiel de notre propagande parmi les paysans.

Certains camarades estimeront peut-être que la propagande de notre but final sera bien insuffisante pour attirer à notre Parti le paysan pauvre, de nature plutôt pratique, qui ne se préoccupe guère de perspectives d'avenir et demande, au contraire, ce que nous pouvons lui apporter immédiatement.

A ce raisonnement, on peut objecter que les événements de l'heure actuelle peuvent vite, très vite, nous amener dans une situation internationale et nationale telle, que notre but final revêtira pour les masses populaires la plus haute actualité.

Et même si la situation actuelle traîne en longueur, elle favorise hautement la propagande communiste ; elle est tellement surchauffée que le but final du socialisme ne reste plus perdu dans les lointains comme c'était le cas dans la période d'avant-guerre. Le paysan est déjà touché par l'effervescence politique générale.

Regardons un peu quels sont les changements essentiels qu'apportera la révolution en faveur des paysans pauvres.

Un des premiers problèmes que le paysan pauvre posera au gouvernement ouvrier et paysan sera celui de la répartition des terres à ceux des paysans qui n'en ont pas suffisamment pour occuper et nourrir toute leur famille.

C'est une question qui, pour la France, n'a évidemment pas la même importance que pour les pays de l'Europe orientale (Finlande, Esthonie, Tchéco-Slovaquie, Pologne, Roumanie), mais il y a quand même chez nous des couches assez importantes de paysans qui exigeront la répartition de certaines terres.

Est-ce que cette répartition de terres qui jusqu'ici formaient des grandes cultures ne constitue pas un pas en arrière dans la technique agricole du pays, n'est-ce pas une mesure réactionnaire que de remplacer les grandes fermes (employant des machines modernes ou tout au moins disposées à en employer) par les petites fermes, où le paysan ne peut profiter de l'emploi de la machine ?

Evidemment, ce sera, économiquement parlant, un pas en arrière.

Ceci ne veut pourtant pas dire que nous aurions tort d'approuver la répartition de certaines terres, cela prouve simplement que l'histoire se plait quelquefois à prendre des détours au lieu de marcher droit.

En effet. Les nécessités de la lutte politique obligent le prolétariat révolutionnaire des villes à faire des concessions aux paysans pauvres. L'issue victorieuse de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie dépend dans une très large mesure de l'attitude des 7 millions 1/2 de paysans pauvres.

Nous rendrions à la cause révolutionnaire un fort mauvais service, si nous voulions — par obstination théorique et sous prétexte de maintenir la bonne marche de la production — nous

(1) Notons en passant que cette revendication se trouve déjà dans le programme agraire du Parti Ouvrier français, où il est fait allusion aux commissions d'arbitrage existant en Irlande. C'est un des rares points qu'approuve Engels dans sa critique.

opposer aux paysans pauvres, en train de se partager les terres des grands propriétaires fonciers.

C'est une idée tout à fait digne de la 2^e Internationale, de croire que la révolution pourra s'accomplir sans perturbation dans la production. Là, où les paysans pauvres demandent des terres supplémentaires, il serait criminel de s'y opposer. Et ce serait, par-dessus le marché, une politique de suicide. Tant pis pour la perturbation dans la production. Elle ne sera d'ailleurs que passagère et tournera — la révolution une fois victorieuse — en avantages mille fois plus importants pour l'ensemble de la production.

Nous pouvons donc, sans hésiter, revendiquer la répartition des terres aux paysans pauvres. Le programme du 4^e Congrès mondial dit à ce sujet : « Cession de terres, de bétail et de machines à tous les paysans pauvres à des conditions permettant d'assurer leur gagne-pain ».

Cette politique de concessions vis-à-vis des paysans pauvres n'empêche pas que nous propagions le maintien de la grande culture agricole partout où la population a compris l'infériorité de la petite culture et ne tient plus à l'idéal du petit paysan, désireux de posséder sa ferme à lui. Sur cette question, le 4^e Congrès mondial s'est également prononcé : « Pour les pays capitalistes les plus développés, l'Internationale Communiste croit qu'il est bon de maintenir le plus possible les grandes exploitations agraires et de les former sur le modèle des domaines soviétistes en Russie ».

Une revendication communiste à laquelle les paysans pauvres sont tout particulièrement accessibles, c'est l'antimilitarisme. Il faut que nous le mettions en avant, comme le fait notre camarade Renaud Jean, le propagandiste le plus expérimenté de la campagne. Renaud Jean affirme que « les populations rurales qui, par endroits, se tournent vers le Parti communiste, cherchent avant tout dans la Révolution un asile contre la guerre. »

Si nous disons antimilitarisme, ce n'est pas celui des pacifistes bourgeois et quand on nous crie : « Et l'armée rouge ? » nous répondons : « Vive l'armée rouge ! », et nous ferons comprendre aux pauvres de la campagne qu'il serait criminel de désarmer les Etats prolétariens, les seuls défenseurs des masses pauvres. Mais nous ajouterons qu'au moment où le prolétariat vainqueur n'aura plus à craindre les attaques de la bourgeoisie ennemie, il pourra pour toujours se défaire de tout appareil de guerre.

Un énorme progrès que le régime prolétarien apportera aux paysans, consiste dans le développement jusqu'ici inconnu de la technique agricole, qu'il rendra réalisable.

Ce qu'il faut avant tout au paysan, c'est l'amélioration de son mode de production. Si l'ouvrier de la ville souffre parce qu'il est honteusement exploité par le propriétaire des grands moyens de production, le paysan, de son côté, souffre parce qu'il lui manque complètement ces moyens-là et qu'il est la victime de l'état technique arriéré de sa petite ferme. Quoiqu'il travaille toute la journée avec acharnement, il n'arrive pas à se sauver de la misère, ses moyens de production étant trop rudimentaires. La ferme du paysan pauvre est beaucoup trop petite pour lui permettre l'emploi de machines, et par surcroît il manque de capital, de bonne instruction professionnelle, il manque de tout.

Si l'on compare le rendement effectif du

travail actuel dans l'agriculture avec le rendement possible par l'emploi des dernières inventions techniques et des nouvelles connaissances agronomiques, on aperçoit un abîme profond.

La différence entre le rendement effectif et le rendement possible du travail social productif est d'ailleurs un point des caractères de tout le régime capitaliste et de la propriété privée. Dans l'industrie nous constatons également que d'innombrables petites entreprises ne sont pas du tout à la hauteur de la technique moderne.

Mais dans l'agriculture la différence entre la réalité et le possible est infiniment plus grande ; elle ne connaît pas, comme l'industrie, la disparition de quantité de petites entreprises ruinées par la concurrence des entreprises mieux outillées.

Ce fait s'explique par le caractère particulier de la propriété privée quand elle s'applique au sol, c'est-à-dire au moyen de production le plus important de l'agriculture. D'abord la quantité de sol ne peut être augmentée librement, et ensuite il ne peut être déplacé. Ainsi chaque cultivateur désireux d'augmenter l'étendue de ses terres se heurte à son voisin dont l'expropriation est la condition préalable de l'agrandissement de sa ferme et de l'application de certaines machines et du développement technique de l'exploitation agricole.

Dans l'industrie, dans le commerce, partout, à la seule exception de l'agriculture, quiconque dispose d'un capital suffisant peut fonder ou agrandir une entreprise.

Ce caractère particulier du moyen de production essentiel pour l'agriculture qu'est le sol, a, sur la base de la propriété privée, empêché le développement de la grande culture agricole.

Pour cette raison la différence entre le rendement effectif et le rendement possible du travail agricole est énorme, et seul un régime prolétarien en abolissant la propriété privée et en créant de grandes coopératives agricoles de production, pourra donner l'essor nécessaire à toutes les forces de la campagne, à l'utilisation de toutes les inventions techniques, de toutes les connaissances agronomiques modernes.

Le régime prolétarien changera la misère de la campagne en prospérité florissante et tous les paysans pauvres comme les salariés en jouiront.

Il se peut que ces perspectives d'avenir ne soient pas de nature à faire grande impression sur le paysan qui se tient surtout aux choses tangibles. Les propagandistes de la campagne sont là-dessus mieux renseignés que nous et ils pourront nous dire ce qu'il en est.

Mais, même au cas où notre programme de revendications immédiates et celui du but final n'intéresseraient pas beaucoup les 2 millions 1/2 de petits paysans, il y a à côté d'eux 5 millions 1/2 de prolétaires et semi-prolétaires de l'agriculture qui sont à peu près aussi accessibles à la compréhension du communisme que les prolétaires industriels.

Dans notre propagande pour le mot d'ordre du bloc ouvrier et paysan nous devons surtout nous adresser à ces 5 millions 1/2 de prolétaires et semi-prolétaires de la campagne. Il faut aider les uns dans leur action syndicale et détacher les autres de l'influence de la bourgeoisie.

Si nous réussissons à ébranler sérieusement le bloc formidable de la population paysanne, nous portons un coup mortel au régime du capital.

H. BOREL.

A la veille de la Révolution (*)

La guerre

Alors que les maquignons de la bourgeoisie impérialiste préparaient leurs dernières notes et que la Triple Alliance montrait le poing à la Triple Entente, le prolétariat pétersbourgeois ainsi que de plusieurs autres centres industriels de Russie était entièrement absorbé par la lutte intérieure.

Les événements de juillet avaient fait sortir la province de sa torpeur, et la vague de grèves déferlait littéralement « des rocs de la Finlande glacée à la brûlante Colchide... »

Les manifestations et les combats de rue des ouvriers pétersbourgeois se terminèrent le 12 juillet, mais une partie considérable des 300.000 grévistes ne reprit pas immédiatement le travail. La société des fabricants et des usiniers résolut de punir par un léger lock-out « l'indiscipline des ouvriers ».

Plusieurs fabriques et presque toutes les usines métallurgiques privées congédièrent leurs ouvriers.

Néanmoins, l'approche du « dénouement fatal », c'est-à-dire de la guerre, obligea le gouvernement à rétablir la « paix » dans la capitale. Les affiches annonçant le lock-out furent inopinément transformées en affiches annonçant l'ouverture des usines ; au lieu de menacer les ouvriers, on les invitait poliment à réintégrer leurs postes. Prévoyant un conflit de longue durée, beaucoup d'ouvriers étaient partis pour le village et n'apprirent que beaucoup plus tard la réouverture des entreprises. Deux jours avant la mobilisation, la vie ouvrière de Pétersbourg était redevenue normale.

Malgré les répressions forcenées, le manque de journaux et un chômage de deux semaines, l'état d'esprit des ouvriers était excellent. Tous étaient heureux de la dernière grève qui les avait reconfortés, avait groupé l'immense armée du travail dans un puissant mouvement d'indignation. La solidarité ouvrière n'avait pu être brisée ni par la police, ni par les « glorieuses » troupes cosaques, ni par les menaces de la coalition des entrepreneurs de réduire les ouvriers à la famine.

Le premier jour de la reprise du travail fut employé uniquement à un échange d'impressions entre les ouvriers sur ce qui venait de se passer dans la capitale. Tous sentaient que le jour n'était pas loin où le prolétariat livrerait au capital sa bataille décisive dans toute la Russie.

Les hostilités sur le front austro-serbe passaient à l'arrière-plan. Mais les ouvriers suivaient attentivement la marche des pourparlers entre les différents pays.

Cependant les milieux panslavistes s'étaient mis à l'œuvre. La presse stipendiée et semi-libérale préparait le terrain pour des manifestations patriotiques. Ces dernières ne se firent pas attendre; elles surgirent « spontanément » dans les parties centrales de la ville et se terminèrent, les premiers jours, devant l'ambassade serbe.

L'élément principal de ces manifestations était représenté par des *dvorniks* (1), des commis, des intellectuels, des dames de la « société » et des collégiens. Des drapeaux, des pancartes, des portraits de tsar préparés d'avance étaient arborés « spontanément » et, sous la protection d'un fort détachement

de police à cheval, on allait acclamer les ambassades alliées. Tout le monde était obligé de se découvrir devant ces patriotes, véritables apaches qui, durant les premiers jours, exercèrent dans le centre de la ville une véritable terreur sur toute la population. Usant logiquement et jusqu'au bout de la « liberté » qui leur avait été accordée, ils saccagèrent à l'instigation du *Vietcherniéé Vrémia* (1) l'ambassade allemande et différentes entreprises privées, mais, pour ces hauts faits, se virent privés « du droit de manifestation ».

Le Comité pétersbourgeois du Parti Social-Démocrate Ouvrier avait engagé les ouvriers à transformer ces manifestations patriotiques en manifestations révolutionnaires, et plusieurs tentatives de ce genre avaient déjà eu lieu et s'étaient terminées par des collisions. La « suppression » totale des manifestations, ordonnée par le gouverneur de la ville, empêcha le développement des contre-manifestations.

Avant leur interdiction, les manifestations avaient lieu à tout propos. Le plus léger succès sur le front donnait prétexte à une manifestation. Quand un nouveau pays entra en guerre, c'était encore une manifestation. Devant ce chauvinisme forcené l'ensemble de la population, les employés, les intellectuels pétersbourgeois faisaient preuve d'une platitude et d'une bassesse écœurantes.

Le prolétariat pétersbourgeois commença à manifester un intérêt particulier pour les événements à partir du moment de l'ultimatum allemand à la Russie. On s'arrachait les éditions spéciales des journaux et les télégrammes du soir. Toute la presse exploita cet ultimatum pour démontrer la nécessité de soutenir l'« honneur » et la « dignité » de la Russie comme « grande puissance ». Le lendemain, le mot d'ordre des droites comme des gauches était : « Nous avons été attaqués. »

Les journalistes étaient devenus des patriotes enragés et l'indignation furieuse contre la « perfide Allemagne » était la nourriture journalière de la démocratie pétersbourgeoise. La presse ouvrière était temporairement muselée, et parmi les énergumènes du chauvinisme, il n'y eut pas une voix pour rappler que l'Allemagne n'avait fait que devancer les patriotes russes, que deux semaines auparavant, lors de l'arrivée de Poincaré, les journaux réactionnaires menaçaient déjà la Prusse, déclarant que dans deux ans on serait prêt et qu'on lui ferait son affaire.

Pour de tels « services » rendus à la patrie, les journalistes recevaient des décorations de la république française.

Les événements se développèrent si rapidement qu'ils prirent les ouvriers organisés à l'improviste. Quoique ces derniers fussent tous en principe ennemis de la guerre, plusieurs ne parvenaient pas à s'orienter dans la complexité de la situation, sur laquelle les avis étaient partagés.

La mobilisation générale de la circonscription militaire de Saint-Pétersbourg (comme de toute la Russie d'Europe) fut déclarée le 19 juillet (*ancien style*) à 6 heures du matin. Les commissariats de police travaillèrent toute la nuit, les agents allèrent porter à domicile les feuilles d'appel aux mobilisés.

Le matin, dans toute la ville, les murs étaient couverts d'affiches rouge sombre décrétant la mobi-

(*) Voir le n° 52 (année 1923) du *Bulletin*.

(1) Nous avons déjà noté que les *dvorniks* (portiers) étaient tous des policiers. — N. d. l. R.

(1) Journal antisémite du soir. — N. d. l. R.

lisation et d'affiches blanches indiquant les prix payés par l'intendance pour les effets fournis par les mobilisés. Autour de ces affiches se formaient des groupes où l'on causait des événements ; l'angoisse et l'abattement se lisaient sur tous les visages. Près des postes de police, transformés pour la circonstance en lieux de recrutement, se pressaient des centaines de familles ouvrières. Les femmes pleuraient, protestaient et maudissaient la guerre.

Dans les ateliers, les fabriques et les usines, la mobilisation fit de grands vides. 40 % environ des ouvriers furent arrachés à leur métier. Partout, on sentait le vide et l'abattement. Les usiniers exigèrent des autorités qu'on leur rendit leurs ouvriers qualifiés, sinon ils ne pourraient exécuter les commandes de l'Etat. On fit droit à leur demande : quelques jours après, tous les ouvriers métallurgistes travaillant aux usines ayant des commandes de l'Etat furent rendus à leurs patrons, mais considérés comme mobilisés par les autorités militaires.

Dans les usines, le matin de la mobilisation, personne ne songeait au travail. On se rassembla dans les ateliers, on conversa et on sortit dans les rues en chantant des chants révolutionnaires. Dans quelques usines, il y eut des assemblées générales où assistèrent les mobilisés, auxquels les ouvriers firent jurer de ne pas oublier la lutte du prolétariat et d'exiger, l'arme à la main, à la première occasion favorable, « l'émancipation des Slaves à l'intérieur de la Russie même ».

Et de nouveau, comme aux jours des grandes grèves politiques, les rues des faubourgs de la capitale se remplirent de monde. Des foules de plusieurs milliers de manifestants défilèrent en chantant des chants révolutionnaires et en criant : « A bas la guerre ! » Fréquemment des femmes en larmes, folles de douleur s'attroupaient autour d'un commissariat de police, criant : « A bas la guerre ! » et exhortaient les passants à se joindre à elles.

La police n'était plus si nombreuse ni si brutale que pendant les journées de juillet ; elle essayait de disperser les manifestants, mais devant la protestation énergique des mobilisés, elle jugea bon de disparaître.

Vers midi, les premiers détachements des mobilisés, entourés d'une faible escorte d'agents de police, se dirigèrent vers les points centraux de rassemblement de la ville. Bientôt leurs rangs furent grossis par la foule, et il se forma une manifestation qui défila avec des rubans et des pancartes rouges au bout des cannes.

Le départ des mobilisés donna lieu à quelques collisions avec la police, mais, soutenus par les réservistes, les manifestants eurent partout le dessus. Des bagarres se produisirent dans différents quartiers excentriques de la ville et même au centre, dans le quartier de Kolomna. Dans les faubourgs, les manifestations revêtirent un caractère particulièrement grandiose à la *Nevskaïa Zastava* et à *Viborgskaïa Storona*. A la *Nevskaïa Zastava*, une foule de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, drapeau rouge en tête, accompagna en chantant des hymnes révolutionnaires les réservistes jusqu'à la place *Znamenskaïa*, où elle se heurta aux patriotes et fut dispersée par la police. Sur divers points de *Viborgskaïa Storona*, il y eut des manifestations durant presque tout le jour.

Dès le premier jour de la mobilisation, Pétersbourg avait été déclaré en état de siège. Les voies ferrées, les ponts, les entrepôts et les différentes administrations étaient gardés par des patrouilles.

La poste, le télégraphe et les voies stratégiques

étaient exclusivement au service de la guerre. Les premiers jours, Pétersbourg fut complètement coupé du reste du monde et encore plus de la province que de l'étranger.

Les bruits les plus alarmants circulaient dans la ville. De bouche en bouche on se transmettait des nouvelles sensationnelles : telle ou telle princesse était arrêtée pour trahison, l'ex-gouverneur de Pétersbourg, D..., était déjà soi-disant accusé et pendu pour avoir vendu des « documents importants » relatifs à la garde de la forteresse de Cronstadt. Les gens qui arrivaient de cette ville assuraient que parmi les barrages de mines on avait trouvé 300 mines chargées de sable. Les bruits de ce genre ébranlaient considérablement la confiance au pouvoir. Les petits bourgeois, les boutiquiers, les employés et les paysans patriotes imputaient tous les défauts d'organisation de la défense aux Allemands, qui, disaient-ils, avaient tous les hauts postes et menaient le pays. Aussi, du jour au lendemain, les *Rennenkampf* et autres devinrent-ils suspects à leurs collègues.

L'attitude envers la guerre

Pendant les quelques jours qui s'écoulèrent entre la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et l'intervention de l'Angleterre, la bourgeoisie de Pétersbourg fut dans les transes. Elle se disait que si l'Angleterre restait neutre, c'en était fait de la capitale. On commençait à évacuer les objets précieux ; dans les musées on emballait les tableaux, statues et autres œuvres d'art.

Aussi concevait-on sans peine la joie avec laquelle fut accueillie la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne. Dans les restaurants et les théâtres, ce furent des toasts, des ovations indescriptibles, et le soir on organisa une manifestation patriotique devant l'ambassade anglaise.

Les premiers jours de la guerre, les ouvriers conscients étaient convaincus que la démocratie d'Europe Occidentale, dirigée par le prolétariat organisé, ne laisserait pas s'accomplir le carnage des ouvriers et des paysans. Autant que la situation internationale nous permettait d'en juger, nous voyions bien que le gouvernement allemand était l'initiateur, que c'était lui qui avait le premier tiré d'épée. De là pour le prolétariat allemand le devoir de prendre l'initiative de la lutte contre les machinations sanglantes des impérialistes.

Ce que nous apprîmes nous stupéfia. Les télégrammes, les articles de la presse disaient que les chefs de la social-démocratie allemande justifiaient la guerre, votaient les crédits militaires. Notre première pensée fut que ces nouvelles étaient fausses, que l'on voulait travailler l'opinion social-démocrate russe... Mais nous eûmes bientôt un moyen de vérification : des centaines de personnes qui s'étaient enfuies d'Allemagne ou revenaient des autres pays confirmaient la véracité des déclarations des journaux russes.

Quelque monstrueux que fût le fait, il n'en existait pas moins et il fallait en tenir compte. Les ouvriers nous assaillaient de questions ; on nous demandait ce que signifiait la conduite de ces socialistes allemands que nous nous étions habitués à considérer comme des modèles. Où était donc la solidarité internationale ?

Particulièrement pénible fut pour nous la nouvelle que l'armée allemande, qui comptait tant d'ouvriers organisés, dévastait la Belgique et que les soldats belges défendaient leur pays au chant de *l'Internationale Ouvrière*.

Mais il nous fallait répondre aux questions et aux accusations, et nous étions obligés de dire que les

leaders de la social-démocratie allemande avaient trahi la cause ouvrière, avaient trahi le socialisme international. Pour expliquer la raison profonde de cette défection, nous indiquions que, les dernières années, le mouvement ouvrier allemand était tombé sous la coupe des réformistes, autrement dit des « liquidateurs » (1), comme nous les appelions en Russie.

Ce ne fut pas sans peine que nous parvînmes à faire comprendre le caractère véritable de l'action des chefs allemands, car la majorité des ouvriers russes qui suivaient les social-démocrates commençaient à se dire qu'ils ne devaient pas faire moins pour la Russie que leurs camarades allemands pour l'Allemagne. Les ouvriers conscients eurent beaucoup de peine à faire comprendre que la trahison des uns ne devait pas entraîner la trahison des autres, par le plus grand bien des seuls capitalistes, et qu'il était nécessaire de restaurer la liaison internationale des ouvriers par-dessus la tête de leurs chefs.

Mais, à mesure que se développait le conflit, le gouvernement russe lui-même ne contribuait pas peu par ses mesures à élucider la situation. A peine la mobilisation était-elle terminée à Pétersbourg que commençait une campagne furieuse contre « l'ennemi intérieur ». De nouvelles répressions s'abattirent sur la classe ouvrière ; on procéda à des arrestations, à des déportations, et, l'état de guerre étant déclaré, on ferma les syndicats, les clubs et les journaux professionnels qui existaient encore. C'est ainsi que le gouvernement résolvait la tâche de « l'Union de toutes les classes et de toutes les nationalités ».

Les ouvriers qui avaient été laissés dans les usines, mais qui étaient considérés comme mobilisés, furent assujettis à un régime de fer. Profitant de la situation, les entrepreneurs voulurent les transformer en véritables serfs. A l'usine Lessner, la réduction des salaires et l'imposition abusive d'heures supplémentaires provoquèrent, dès les premières semaines, des protestations. Il en fut de même chez Erickson, Vulcan et dans plusieurs autres usines métallurgiques.

Les petits patrons et les entrepreneurs profitèrent également de l'état de guerre pour se débarrasser des ouvriers turbulents ou pour se refuser au paiement des salaires. Aussi les avocats de Petrograd ne pouvaient-ils suffire à tous leurs clients.

La défaite de l'armée russe en Mazourie (Prusse orientale) fut un coup terrible pour tous ceux qui préconisaient la cessation de la lutte contre le gouvernement. Elle montra aux masses ouvrières que le gouvernement russe, incapable et pourri à fond, ne méritait que l'égoût. C'est à partir de ce moment que l'on commença à lancer des critiques contre l'organisation de la défense, critiques qui ressemblaient fort à celles que l'on formulait pendant la guerre russo-japonaise.

Les récits des soldats sur les vols de l'intendance, la mauvaise nourriture, la pagaie extraordinaire, confirmaient que l'armée russe n'avait pas appris grand'chose depuis la guerre japonaise, sinon peut-être à dissimuler un peu mieux les défauts de son organisation.

Les paysans eux-mêmes se rendaient compte de la situation et le bruit courait parmi eux que l'armée russe allait être commandée par des généraux japonais, car c'était là le seul moyen de vaincre les Allemands. On peut juger par là du degré de confiance qu'inspiraient les généraux russes.

Lorsque parurent dans la presse les lettres dans lesquelles Plékhanov, Bourtzev, Kropotkine et autres

(1) Economistes, liquidateurs, mencheviks furent différents qualificatifs d'un même courant opportuniste dans la social-démocratie russe. — N. d. I. R.

exhortaient à conclure une trêve avec le gouvernement et à l'aider dans sa « lutte contre le militarisme allemand », les démocrates-révolutionnaires russes, même ceux qui faisaient plus ou moins profession de patriotisme, furent légèrement désenchantés, car ils s'attendaient à ce qu'on les invitât à combattre tout d'abord pour la victoire de la démocratie et ensuite contre l'ennemi extérieur. Quant à la « trêve », sans parler du tort porté au mouvement démocratique par les Plékhanov et leurs confrères, chaleureusement soutenus par les pires réactionnaires, elle ne pouvait que renforcer la réaction sans augmenter aucunement les chances de succès de l'armée russe.

Dès le début de la guerre, des bruits persistants sur la réalisation prochaine de réformes, l'octroi d'une amnistie générale et la constitution d'un ministère cadet avaient couru par la ville et dans les milieux ouvriers. Les auteurs de ces bruits étaient les cercles libéraux qui, ayant renoncé et exhorté les autres à renoncer à la lutte contre le gouvernement, n'avaient rien reçu pour leur soumission et, fort chagrins, avaient tenté de rappeler le gouvernement à la gratitude. Mais le *Rietch* ayant été frappé d'une amende de 5.000 roubles se tint coi et se reposa sur les « forces extérieures » du soin d'obtenir la réalisation des réformes en Russie : le bruit fut lancé que l'Angleterre avait donné au gouvernement russe le « conseil » d'adoucir le régime politique. Mais le temps marchait et la pression de la démocratie d'Europe Occidentale ne se faisait sentir que par l'adoption de la *Marseillaise* au nombre des hymnes obligatoires.

La presse pétersbourgeoise faisait tout pour déchaîner les passions chauvines. Elle ne tarissait pas de détails sur la férocité des Allemands envers les vieillards et les femmes russes restés en Allemagne. Néanmoins, cette campagne ne réussit pas à pousser les ouvriers dans la voie du nationalisme.

Il était extrêmement rare que l'on exigeât le renvoi d'un Allemand dans une entreprise. Le fait pourtant eut lieu dans une usine de construction de locomotives. Mais il s'agissait d'un ingénieur qui excellait à exploiter son personnel et auquel l'administration avait obtenu l'autorisation de demeurer en Russie. Les ouvriers profitèrent de la guerre pour se débarrasser d'un de leurs ennemis et exigèrent le renvoi de l'ingénieur en question. Il y eut également quelques cas où les ouvriers réclamèrent le renvoi d'Allemands venus en Russie spécialement pour remplacer les grévistes. Mais de ces faits isolés on ne pouvait, comme le faisaient les journaux, conclure à la haine des ouvriers russes pour les Allemands. D'ailleurs le chauvinisme de la presse dépassait de beaucoup en général celui de la population, même des milieux petits-bourgeois.

A. CHLIAPNIKOV.

(A suivre.)

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

1848 = 1923

La *classe ouvrière* entra dans la Révolution de 1848 à la suite de la démocratie bourgeoise, dont elle fut la gauche résolue et nettement révolutionnaire. Ferme au poste, elle déploya dans les combats de rues un courage souvent héroïque.

Elle n'avait pas de programme propre au sens rigoureux du mot. Celui qui se dégagait de son attitude au cours des collisions politiques se ramenait à l'abolition des survivances de la féodalité et à l'instauration des conditions minima sans lesquelles il lui était impossible de déployer ses forces de classe.

Quelques modestes que fussent ses revendications, elles suffirent à alarmer la *bourgeoisie libérale*. Cette dernière, en dépit des légendes, ne participa jamais à la lutte révolutionnaire directe ; au moment décisif, elle resta chez elle, attendant la tournure des événements, ne sortant que pour aller au Palais savoir si la Cour consentait à des concessions.

L'énergie des champions révolutionnaires ne faisait qu'accroître son anxiété. Aussi, dès qu'elle eut obtenu des promesses de la noblesse, elle fit volte-face contre la « rue », et, affirmant que le but était atteint, exhorta les ouvriers à reprendre le travail.

L'organisation de la garde nationale était beaucoup moins dirigée contre la noblesse que contre les ouvriers, qu'il fallait désarmer et ramener à l'obéissance.

La bourgeoisie libérale ne laissa agir le prolétariat que tant qu'il se soumit sans réserve à sa direction.

Dès le premier jour de la Révolution, au fort même de la lutte, elle chercha à passer avec la noblesse une transaction pour unir ses forces à celles de l'Etat et écraser dans l'œuf la Révolution.

La *démocratie petite-bourgeoise* arbora un programme se ramenant à l'instauration des conditions juridiques et politiques élémentaires du développement capitaliste. Hésitante par le fait même de la dualité de sa nature sociale, fascinée par les fétiches du « devoir national » et de la « volonté populaire », elle se mit à la remorque de la bourgeoisie chaque fois qu'elle vit dans les événements un danger pour le caractère « national » du mouvement. La bourgeoisie, à Berlin et surtout à Paris, l'exploita habilement contre les ouvriers et leurs revendications de classe.

Ennemie de tout ce qui pouvait déranger le cours de sa vie normale, la petite-bourgeoisie s'éleva immédiatement contre les méthodes extra-parlementaires de lutte, s'allia aux fanatiques de « l'ordre » et mit toutes ses espérances dans le Parlement, porte-parole de la « volonté nationale », c'est-à-dire des groupes bourgeois économiquement les plus forts.

Son seul but était le rétablissement rapide de « l'ordre » qui permettrait le libre jeu du parlementarisme. En réclamant l'abolition des privilèges féodaux les plus exorbitants, les plus impopulaires, elle cherchait uniquement à « calmer » la paysannerie, c'est-à-dire à la détacher de la Révolution et à arrêter la jacquerie.

La réaction exploita à merveille la restauration de

l'ordre dans les campagnes, où elle fit une propagande qui lui permit de rétablir son pouvoir sur l'armée, composée en majorité de paysans. En 1848, comme en 1871, ce fut en somme *le village* qui *écrasa la révolution de la ville*.

En 1848, la Révolution fut trahie successivement par la bourgeoisie impérialiste et la démocratie petite-bourgeoise. Dès le premier jour, elle suivit une marche descendante. La victoire revint en définitive à la noblesse qui échappa, par des concessions insignifiantes, au danger mortel dont elle était menacée.

Marx et Engels ont dégagé les leçons de 1848. « Les révolutions de 1848 — écrit Marx — n'étaient que des incidents, des craquements sans importance dans la dure écorce de la société bourgeoise. Mais les fissures dévoilèrent un océan mugissant capable d'emporter des continents entiers. Bruyamment et confusément, c'était *l'émancipation du prolétariat* qui s'annonçait, c'est-à-dire le mystère du XIX^e siècle et de ses révolutions. »

Dans *La lutte des classes en France* (1848-1850), Marx a exprimé la même idée. « La Révolution contemporaine, dit-il, ne « se trouve » (c'est-à-dire ne se transforme en révolution véritable) que lorsqu'elle acquiert son nom original (c'est-à-dire lorsqu'elle sort du cadre de la révolution bourgeoise). Or, cela n'est possible qu'à partir du moment où la seule classe révolutionnaire actuelle, le prolétariat industriel, réalise sa domination et vient au premier plan. »

Le progrès théorique réalisé, on le voit, est immense : le prolétariat n'est plus l'extrême-gauche de la démocratie petite-bourgeoise ; il doit entrer désormais dans la Révolution comme classe distincte, comme parti indépendant, dirigeant la lutte prolétarienne *pour le pouvoir*.

Dans le même livre, caractérisant le « *socialisme révolutionnaire* » ou « *communisme* », qui, lui semble-t-il, rallie de plus en plus à lui le prolétariat français, Marx écrit : « Ce socialisme est la proclamation de la Révolution en permanence, la *dictature de classe de la Révolution, la dictature de classe du prolétariat*, stade transitoire nécessaire menant à l'abolition de toutes les différences de classes, de tous les rapports de production sur lesquels se fondent ces différences, de tous les liens sociaux correspondant à ces rapports de production, à la transformation dans le monde entier des idées nées de ces rapports sociaux. »

Marx s'est trompé dans son appréciation de la vitesse des événements et du niveau politique du prolétariat français. Mais il a marqué avec netteté et justesse le mode de cette fusion du communisme scientifique et de la lutte de classe prolétarienne qui donne le *Parti révolutionnaire de la classe ouvrière*, le *Parti Communiste*.

En mars 1850, dans l'Adresse du Comité Central de la *Ligue des Communistes*, Marx et Engels décrivaient avec une précision frappante la tactique de la *Ligue* et du prolétariat dans la Révolution prochaine. Prévoyant que cette Révolution amènerait au

pouvoir la démocratie petite-bourgeoise, l'Adresse recommandait aux ouvriers de ne pas se laisser griser par la victoire et de « garder le sang-froid devant les événements et une méfiance ouverte envers le nouveau gouvernement. Parallèlement aux nouveaux gouvernements officiels, ils doivent instituer leurs propres gouvernements ouvriers soit sous forme d'administrations communales (c'est-à-dire de sections de la *Ligue Communiste*), de conseils municipaux, soit sous forme de clubs et de comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques-bourgeois perdent immédiatement tout appui parmi les ouvriers et se voient dès le début *sous la surveillance et la menace* des autorités soutenues par la masse ouvrière. En un mot, dès la première heure de la victoire, le prolétariat doit diriger la méfiance non pas contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses propres alliés, contre le parti qui veut exploiter pour lui seul la victoire commune ».

C'est là, on le voit, le prototype de nos *Soviets de députés ouvriers*, tout d'abord organes de la lutte pour le pouvoir, puis *organes de la dictature du prolétariat*.

« Mais — continue l'Adresse — pour pouvoir agir plus énergiquement contre ce parti (démocratie petite-bourgeoise), *qui commencera à les trahir dès la première heure de la victoire*, il faut que les ouvriers soient armés et organisés. Ils devront s'armer immédiatement, s'approvisionner de fusils, de canons et de munitions, empêcher la reconstitution de l'ancienne garde nationale dirigée contre eux. Là où ils ne pourront le faire, ils devront tenter de s'organiser en *garde prolétarienne indépendante*, avec un chef et un état-major élus par eux, et se mettre à la disposition non pas du pouvoir de l'Etat, mais des conseils municipaux révolutionnaires qu'ils auront créés. Les ouvriers au service de l'Etat doivent obtenir l'autorisation de s'armer et de s'organiser en un corps spécial qui sera une unité de la garde prolétarienne. Sous aucun prétexte, ils ne devront rendre leurs armes et leurs munitions. *Toute tentative de désarmement doit être en cas de nécessité empêchée par la force*. Anéantir l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, former dès le début une organisation armée indépendante d'ouvriers, créer les conditions les plus pénibles et les plus défavorables possibles pour la domination provisoire et inévitable de la démocratie bourgeoise : tels sont les principaux points que le prolétariat et la *Ligue des Communistes* doivent avoir en vue pendant et après la prochaine insurrection. »

On ne saurait nier que cette Adresse ait servi de programme au Parti Communiste russe de 1905 à 1917, alors que mûrissaient les prémisses de la nouvelle Révolution. Elle prévoit la formation de notre « garde rouge » et même de nos « détachements de combat » de 1905, notre attitude envers le gouvernement provisoire, les trahisons de la démocratie petite-bourgeoise représentée par les mencheviks et les s.-r.

Faute de place, nous ne pouvons énumérer ici que les principaux points de nos disputes avec la démocratie petite-bourgeoise russe après 1905 : Allons-nous au devant d'une révolution « bourgeoise » ou de quelque chose de plus ? Cette Révolution amènera-t-elle la bourgeoisie au pouvoir, ou bien le prolétariat

doit-il, allié à la paysannerie, *engager la lutte pour le pouvoir* ? Le prolétariat doit-il simplement « soutenir » la bourgeoisie et la « pousser vers la gauche », ou bien *assumer la direction de la Révolution* ? Autant de questions qui en suscitaient d'autres, secondaires à première vue, mais dont l'importance, on le vit ensuite, fut décisive pour le sort de notre Révolution : Expropriation de la grande propriété foncière avec ou sans rachat ? Municipalisation ou nationalisation ?

Parfois, le P. C. R. tâtonnait, mais généralement il trouvait la réponse juste aux questions du moment et suivait l'unique voie menant à la dictature du prolétariat et assurant la progression et le parachèvement de la seule Révolution possible au xx^e siècle.

A la naissance du P. C. R. le terrain avait déjà été préparé par trois quarts de siècle de développement capitaliste. L'ébranlement de la petite industrie avait porté un coup mortel aux illusions petites-bourgeoises. La grande industrie moderne, facteur puissant de concentration de la classe ouvrière, avait fait du prolétariat une force sociale prépondérante.

L'avantage du P. C. R. fut d'apparaître à un stade de développement capitaliste incomparablement plus développé que celui dans lequel se déroulèrent les Révolutions de 1848 et la lutte de 1871 du prolétariat parisien.

La Révolution russe a vaincu parce que le prolétariat s'est guidé dans sa lutte de classe sur la théorie révolutionnaire de Marx et que, dès sa formation, le P. C. R. a réalisé la fusion de la théorie et de la pratique révolutionnaires.

Elle a vaincu parce que, dès le début, le P. C. R. a vu que l'alliance avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie ne pouvait qu'engendrer des trahisons et amener l'effondrement de la Révolution.

Elle a vaincu parce que le P. C. R. s'est rapidement débarrassé de tous ses satellites petits-bourgeois, y compris les mencheviks et les s.-r., et est devenu le parti unique de la classe ouvrière. Elle a vaincu, parce que la classe ouvrière a rejeté loin d'elle tous les conciliateurs qui répètent maintenant en Occident et voulaient répéter chez nous en 1917 l'action des conciliateurs libéraux et démocrates de 1848.

Elle a vaincu parce que le P. C. R. a trouvé dès le début la plate-forme de l'alliance durable de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La révolution contemporaine vaincra dans le monde parce que la réaction ne trouvera plus dans les pays économiquement avancés des masses rurales faciles à bernier, à apaiser par des concessions insignifiantes et prêtes, sur son ordre, à se lancer contre la Révolution.

La paysannerie arriérée, représentée actuellement par les pays coloniaux, et en premier lieu par le Proche et l'Extrême-Orient, suit l'Internationale Communiste et se rapproche de plus en plus du prolétariat avec lequel elle conclura bientôt l'alliance qui a assuré la victoire de la Révolution russe.

Dans la lutte de classe du prolétariat, rien n'est perdu : les défaites mêmes deviennent le gage de la victoire prochaine.

C'est dans les leçons des révolutions avortées, incomplètes de 1848, que notre stratégie révolutionnaire a puisé ses éléments les plus précieux.

M. STEPANOV.

POUR LE CONGRÈS DE LYON

Rapport politique d'un Secrétaire

La France capitaliste dans le monde

La France capitaliste est sortie victorieuse de la guerre mondiale. Par l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, par l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie, elle est en train de devenir l'une des plus grandes nations industrielles du monde. La France s'appuie sur une économie agricole qui, malgré la prédominance de la petite culture arriérée, est presque suffisante pour assurer l'alimentation du pays. Grâce à cet équilibre économique entre l'industrie et l'agriculture, la France a été l'un des pays les moins atteints et les plus tardivement atteints par la gigantesque crise économique de 1920-1921 qui a secoué le capitalisme d'un bout à l'autre du monde. Aujourd'hui la France jouit parmi les autres nations d'une situation véritablement privilégiée marquée par un équilibre et une prospérité économiques relatives ainsi que par une relative stabilisation de son change. Sans doute, tout cela est bien factice et ne saurait être que bien provisoire dans l'état de déséquilibre croissant de l'ensemble du monde. Mais pour le moment cela est, cela dure encore et cela permet à la France bourgeoise d'entretenir l'armée la plus formidable du monde. Cette armée de plus de 700.000 hommes est un instrument redoutable aux mains de l'impérialisme français. Cette armée appuie à la fois un expansionnisme colonial accru par la paix de Versailles, un annexionnisme territorial européen sans cesse plus avide et une volonté d'hégémonie industrielle sans cesse plus résolue. Cette armée constitue aussi, surtout par ses cadres de métier, un instrument contre-révolutionnaire particulièrement efficace. En Europe centrale et en Europe orientale, les missions militaires françaises constituent une solide armature à la fois impérialiste et contre-révolutionnaire.

Impérialisme français et contre-révolution mondiale ont trouvé leur homme en Poincaré. Habile à jouer la partie du capitalisme français sur l'échiquier mondial, habile à entraîner les classes moyennes dans le sillage de la grande industrie, capable d'intervenir avec vigueur contre toute nouvelle révolution prolétarienne, Poincaré représente, non telle ou telle fraction du capitalisme français, mais la synthèse des intérêts de classe de ce grand capitalisme, non telle ou telle fraction nationale de la contre-révolution, mais la force directrice possible de la contre-révolution mondiale aux heures décisives. C'est par un instinct très sûr que le prolétariat mondial exprime sa haine du capitalisme, de l'impérialisme et de la contre-révolution par sa colère contre Poincaré considéré comme le meilleur instrument des forces ennemies de la classe ouvrière.

Néanmoins, le problème des réparations demeure et les provinces dévastées ne se relèvent que péniblement et incomplètement de leurs ruines ; le déficit budgétaire non seulement persiste, mais se creuse tous les jours davantage ; le franc tend à baisser et le coût de la vie augmente ; les antagonismes sociaux entre la grande bourgeoisie

et le prolétariat, lentement se tendent de plus en plus.

Et la France capitaliste ne peut qu'être entraînée par la dislocation du système capitaliste dans le monde.

Au fur et à mesure que tous ces phénomènes iront s'accroissant, au fur et à mesure que se développeront les complications extérieures et que de nouvelles révolutions élargiront et approfondiront la révolution mondiale commencée en Russie, le Parti communiste français trouvera des conditions de plus en plus favorables à son développement et à l'extension de son influence sur les masses prolétariennes et sur les travailleurs toujours plus opprimés et toujours plus exploités.

Dans la France impérialiste et contre-révolutionnaire, avide d'expansion coloniale, d'annexions européennes, d'hégémonie économique et politique, dans cette France capitaliste formidablement armée et prête à étrangler toute tentative révolutionnaire à l'extérieur comme à l'intérieur, notre Parti communiste se trouve placé dans le secteur le plus difficile de la lutte mondiale des classes.

Pour bien apprécier, à la fois, l'œuvre qui a été accomplie depuis un an et les tâches immenses qui nous attendent, il était bon de marquer fortement quelle force impérialiste et contre-révolutionnaire représente la France capitaliste dans l'ensemble du monde.

L'œuvre du Parti au cours de l'année écoulée

Le parti peut être fier de l'œuvre, quelque imparfaite qu'elle soit, qu'il a accomplie au cours de l'année qui vient de s'écouler.

En pleine crise, au début de janvier, il doit aller à la bataille. Poincaré envahit la Ruhr. Et notre Parti, depuis, n'a cessé de lutter énergiquement contre la politique du 11 janvier. L'action en faveur de l'amnistie s'est poursuivie et a été particulièrement couronnée de succès. La lutte contre les premières tentatives de fascisme et contre les menaces royalistes d'Action Française a été vigoureusement menée. Les efforts pour arracher les ouvriers à l'influence des chefs socialistes, des chefs résistants et des chefs syndicaux réformistes, ont été multipliés et dans l'ensemble ont produit de bons résultats. La bataille engagée contre le Bloc national, contre le Bloc des gauches et pour la formation du Bloc ouvrier et paysan se poursuit. Le Parti a soutenu par tous les moyens dont il disposait les grèves et il a fait cela en se mêlant aux mouvements grévistes comme jamais il ne l'avait fait dans le passé. Il a continué à soutenir la Révolution russe, d'autant mieux qu'il avait chassé de ses rangs les ennemis de l'Internationale Communiste. Aux approches de la Révolution allemande, il a tendu toutes ses forces pour apporter un appui efficace au mouvement libérateur de la classe ouvrière d'outre-Rhin et son effort continue persévérant car, vaincue momentanément et sans avoir livré les combats décisifs grâce à la trahison des social-démocrates, la Révolution allemande

de finira bien un jour par s'installer victorieuse à nos frontières.

Pour servir le prolétariat français et le prolétariat international, pour mener à bien les luttes quotidiennes et les batailles révolutionnaires du prolétariat, notre parti n'a cessé d'appeler les travailleurs à réaliser, contre l'ennemi capitaliste, le front prolétarien unique, aussi bien que l'unité organique du mouvement syndical. Il a participé à tous les comités d'action qui se sont constitués pour tel ou tel objet déterminé : qu'il s'agisse de lutter contre l'impérialisme et la guerre, pour la défense de la République des Soviets, contre le fascisme ou pour la Révolution allemande. Il a maintenu par de nombreuses délégations le contact avec les prolétariats et les partis frères, ainsi qu'avec l'Internationale Communiste. Il a travaillé dans toutes les organisations où sont groupés des ouvriers : syndicats, A.R.A.C., coopératives, locataires, Fédération Sportive du Travail, etc., afin d'y faire pénétrer l'influence et l'esprit communistes et de nombreux et éclatants succès sont venus récompenser ses efforts.

Pour accomplir son travail, notre parti a dû profondément modifier sa structure. Communiste par sa volonté de l'être, notre Parti, malgré bien des erreurs et des fautes de détail, a su devenir communiste par sa politique et par son organisation.

Il a créé les organes de son travail : réseau bien coordonné de commissions syndicales, participation active au Comité de redressement de l'A.R.A.C., commission coopérative, commission des locataires, groupe de travail parmi les femmes et groupe de travail parmi les ouvriers étrangers. Il s'est donné une organisation régionale qui, sans être encore tout à fait au point, réalise par les délégués régionaux une liaison vivante et plus intime que par le passé entre la direction du Parti et les fédérations. La structure de nos fédérations commence elle-même à se modifier et nos organisations départementales les plus importantes commencent à avoir des liens solides avec les syndicats, les usines et les petits paysans. Dans la Seine et dans le Nord, notamment notre Parti commence à s'organiser sur la base des cellules d'usine. C'est un travail qu'il faudra mener à fond là où il est déjà commencé et qu'il faudra étendre à tout le Parti.

Avant d'examiner plus en détail les différentes branches de l'activité déployée par notre Parti, il est nécessaire de marquer fortement l'immensité de la tâche accomplie en moins d'une année. Jamais, en France, aucune organisation ouvrière n'avait travaillé autant que notre Parti l'a fait en moins d'une année. Quelles que soient les critiques et il y en a de nombreuses à faire du haut en bas de l'échelle, cela reste acquis.

Un parti qui a fait ce qu'a fait le Parti communiste français cette année, est malgré ses erreurs, ses fautes et ses imperfections, un parti digne du prolétariat et digne de l'Internationale.

Contre l'occupation de la Ruhr

Le 3 janvier se réunissait à Paris une conférence interalliée sur laquelle planait la discorde. Et dans le meeting de la rue de la Grange-aux-Belles, tenu le même soir, les militants de l'A.R.A.C., de la C.G.T.U. et du Parti dénonçaient déjà le péril de la politique séparée de Poincaré et les possibilités d'une invasion française de la Ruhr.

Le 9 janvier avait lieu la Conférence Internationale d'Essen. Le soir même, dans toute la Ruhr, se tenaient de grands meetings internationaux. Et le manifeste d'Essen traçait leur devoir à tous les prolétaires.

Le 11 janvier, les troupes françaises entraient dans la Ruhr. En même temps, les militants communistes et syndicalistes étaient perquisitionnés et Monmousseau, Treint, Maranne, Gourdeaux, Lartigue, Piétri, Cazals, Massot, etc., étaient arrêtés sous l'inculpation de complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

On peut dire qu'à ce moment une vague de nationalisme passa sur toute la France et qu'il y eut jusque dans la masse ouvrière comme un renouveau de l'ivresse mauvaise de la victoire.

Parti communiste, C.G.T.U., A.R.A.C. firent face au nationalisme déchaîné. Appels et manifestes organisèrent la résistance. A la Chambre, Vaillant-Couturier déchaîna le tumulte en jetant à la tête d'Erlich les 30 deniers de Judas. *L'Humanité* montait à 200.000.

Le 13 janvier, Sellier et Ker étaient perquisitionnés.

Le 14, le prolétariat parisien, appelé par le Comité d'action, tenait un meeting important à Saint-Ouen. Le même jour, Ker et Hueber étaient arrêtés et l'on perquisitionnait chez Lepez.

Le 19, la Chambre, par 371 voix contre 143, autorisait les poursuites contre Cachin qui fut arrêté le lendemain.

Devant l'attitude résolue du Parti communiste et des organisations révolutionnaires, le prolétariat français se ressaisit. A Paris comme en province, la protestation se fit véhémement. De nombreux meetings et de nombreuses manifestations eurent lieu partout.

L'agitation révolutionnaire eut son écho jusque dans les rangs des soldats et des fonctionnaires français des régions occupées. Le 2 mars, l'autorité militaire emprisonnait 23 cheminots mobilisés à Mayence et perquisitionnait dans six régiments.

Le 7 mars, le gouvernement décidait le maintien sous les drapeaux de la classe 21.

Le 18 mars, perquisition chez Sellier, Laporte et Péri.

Le 19 mars, au moment même où se réunissait, malgré le gouvernement français, la Conférence Internationale de Francfort, un grand meeting se tenait à Paris à l'issue duquel fut arrêté notre camarade Hoellein, député communiste allemand, qui y avait pris la parole.

Peu après, Laporte et Péri venaient rejoindre à la Santé les autres emprisonnés du complot, tandis que Fégy était arrêté à Besançon.

Le 24 mars, dans une séance agitée de la Chambre, Berthon attaque Poincaré, et Vaillant-Couturier défend la classe 21.

Le même jour, les Jeunesses Communistes sont poursuivies.

Au début d'avril, à Essen, plusieurs ouvriers allemands furent tués par les troupes françaises et le 6 un grand meeting de protestation eut lieu rue de la Grange-aux-Belles.

Vint le 1^{er} mai où fut tué l'ouvrier Béradia auquel le prolétariat parisien fit de grandioses obsèques le 15 mai.

Sur ces entrefaites, le 5 mai, le député bourgeois Taittinger, rapporteur de la Commission des poursuites, réclame la libération de Cachin et des emprisonnés du Complot.

La libération eut lieu le 8 mai.

Seuls Hoellein et Péri restèrent à la Santé. Ils

y firent la grève de la faim et finalement le gouvernement fut obligé de les libérer.

Avec le concours des inculpés rendus à la liberté, le Comité d'Action organisa l'agitation par une série de meetings à Paris et en province pour protester contre la traduction en Haute-Cour des militants du Complot.

Le 25 mai, la Haute-Cour se déclara incompétente et plusieurs milliers d'ouvriers répondant à l'appel de la Fédération de la Seine manifestèrent dans le jardin du Luxembourg, devant le Sénat en train de délibérer.

Le soir même, Poincaré offrait sa démission, mais ne tardait pas à la reprendre sur les instances de Millerand, président de la République.

L'opération de la Ruhr a passé par bien des péripéties diverses. Après le 11 janvier, toutes les fractions de la bourgeoisie se rallièrent à la nouvelle politique inaugurée par Poincaré.

Le prolétariat un moment réveillé par la menace de la guerre, retomba ensuite dans un demi-sommeil lorsque le danger d'une nouvelle tuerie sembla s'éloigner.

L'opinion publique s'installa dans la politique de la Ruhr, comme elle s'était installée jadis dans la guerre.

Mais, au fur et à mesure que se prolongeait la paralysie économique de la Ruhr, l'industrie française était inégalement touchée par les effets de la crise économique qui en résultait.

Il y eut un commencement de dislocation du bloc des dirigeants de la grande industrie. Cela se traduisit par la disparition des comptoirs de vente métallurgiques, organismes chargés d'unifier les prix de vente, et par la démission de Schneider de la direction du Comité des Forges.

Autour du Comité des Forges se groupa la fraction la plus résistante de la grande industrie en vue de la continuation de la politique du 11 janvier.

Autour de Loucheur, se groupa l'industrie des demi-produits et des produits finis. Cette fraction désirait une politique plus souple, moins intransigeante. Elle voulait un rapprochement avec l'Angleterre. Elle trouva des appuis jusqu'à l'Élysée. Et Loucheur partit pour Londres comme ambassadeur officieux de Millerand.

Autour de Tardieu, se groupait un capitalisme d'aventures désireux de brusquer les choses et rapprochant à Poincaré d'employer insuffisamment la manière forte vis-à-vis de l'Allemagne.

Une opposition bourgeoise s'organisait sourdement contre la politique du 11 janvier. Cette opposition ne pouvait pas encore s'attaquer au président du Conseil sur le terrain de la politique extérieure. Mais elle était prête à se servir de l'affaire du complot pour battre Poincaré sur le terrain de la politique intérieure. Le Bloc des Gauches naissant voyait l'occasion de s'affirmer et d'embarrasser les communistes en obtenant leur libération.

Poincaré dut jeter du lest et ouvrir les portes de la Santé.

Les fissures qui se produisirent alors dans le Bloc bourgeois, jointes à l'action énergique du Parti communiste et des organisations révolutionnaires firent céder Poincaré. Mais cela n'empêcha pas les communistes de dresser le Bloc ouvrier et paysan contre toutes les fractions de la bourgeoisie.

Depuis lors, Poincaré a poursuivi sa politique de la Ruhr ; il a obligé l'Allemagne à cesser la résistance passive. Les gouvernements de Cuno

et de Stresemann ont été renversés. La mission de contrôle interalliée des usines et des mines (MICUM) et les autorités d'occupation ont traité avec les magnats de la Ruhr ; le mouvement séparatiste rhénan, sous la protection des baïonnettes françaises, a progressé.

Les livraisons de charbon ont partiellement repris, l'industrie française ne manque plus de charbon, les hauts fourneaux, éteints plusieurs mois durant, se sont rallumés.

Autour de cette nouvelle victoire de l'impérialisme français, les diverses fractions de la bourgeoisie rallient de nouveau Poincaré.

Pour neutraliser l'opposition anglaise, celui-ci par son offre du 30 novembre propose à l'industrie britannique de participer à la formation d'un syndicat intercapitaliste franco-anglo-allemand pour l'exploitation de la Ruhr et manœuvre pour y assurer la prépondérance de la France.

Détachées de l'Allemagne, la Ruhr et la Rhénanie tendent à devenir un Etat industriel intercapitaliste qui, sous la direction de la France, constituera une base contre-révolutionnaire puissante.

Le péril de guerre est pour le moment écarté ; mais l'asservissement du prolétariat rhéno-westphalien par le capitalisme international, ayant à son service les baïonnettes françaises, constitue un péril pour les ouvriers du monde entier.

Le jeu du capitalisme, c'est de battre séparément, tour à tour, les différentes fractions nationales de la classe ouvrière, parquées dans leurs frontières.

Pour l'amnistie

L'action du Parti pour l'amnistie s'est poursuivie sans relâche et l'agitation électorale a été largement employée dans ce but. Après avoir été élu successivement à Givors, à Charonne, à la Santé, à Aubervilliers, à Solesmes, au Havre, dans la Vienne, dans le Tarn, dans 10 cantons de la banlieue parisienne ; après l'agitation faite sur le nom de Jean Marty, frère d'André Marty, lorsque la candidature de l'emprisonné fut rendue impossible par les mesures administratives arbitraires du gouvernement, Marty fut enfin libéré le 17 juillet et amnistié le 21. Le lendemain Badina sortit de prison. L'agitation continua ensuite sur le nom de Midol qui fut élu le 5 novembre à la Santé. Midol revint de la Suisse où il subissait l'exil, fut arrêté le 16 novembre pour être enfin libéré à son tour le 5 décembre.

Notre agitation en faveur de l'amnistie fut menée sur un terrain de classe. En même temps qu'ils revendiquaient pour l'amnistie, nos agitateurs dénonçaient partout l'illusion du Bloc des Gauches et développaient les revendications et les buts du Parti et de l'Internationale.

Marty fut défendu par le Parti, non seulement du double point de vue du respect de la Constitution et de l'illégalité de la guerre contre la Russie, mais surtout comme marin ayant refusé de tirer sur une révolution prolétarienne.

Midol fut défendu comme l'homme de la grève des cheminots de 1920 qui refusèrent de répondre à l'ordre de mobilisation.

L'action pour l'amnistie menée sur les noms de Marty et de Midol se prêtait à une déviation sentimentale que tenta d'exploiter le Bloc des Gauches. Le Parti sut se maintenir sur le terrain de la lutte des classes et c'est parce que la bourgeoisie a senti que le mouvement pour l'amnistie

grandissait comme mouvement de classe, qu'elle a dû libérer nos prisonniers.

Nul doute que le Parti, après le succès qu'il a ainsi remporté ne continue sa campagne jusqu'au bout.

Pour le bloc ouvrier et paysan

Dès l'année 1922, le Bloc des Gauches commençait à se dessiner et très habilement des chefs radicaux essayaient de se servir de certains aspects sentimentaux de la mentalité ouvrière pour amener dans les élections partielles, les manifestations et les fêtes, les radicaux, les socialistes et les communistes, à faire une union qui aurait été la préface de la future combinaison électorale de leurs rêves.

Au sein même du Parti, le groupe des résistants, qui, depuis, nous a quitté, agissait alors sourdement en véritable fourrier de la participation communiste au Bloc des Gauches.

Il y avait là, de sa part, une tentative intolérable de faire perdre au front unique son caractère de classe pour lui faire prendre le caractère d'une collaboration avec l'aile gauche de la bourgeoisie.

Le caractère de la campagne pour l'amnistie menée alors dans *l'Humanité*, avec la participation d'intellectuels plus ou moins rattachés au mouvement du radicalisme bourgeois, mit à nu le péril. Depuis, les résistants nous ont quittés et déjà ils participent effectivement au Bloc des Gauches dans les salles de rédaction de *Paris-Soir*.

Les chefs radicaux ont, au cours de cette année, continué leurs efforts en faveur de la formation de leur Bloc des Gauches.

Ils se sont servi de la candidature Marty pour leurs buts en limitant la défense de Marty à la défense de la Constitution de 75, au terme de laquelle la guerre dirigée par la France contre la Révolution russe est anticonstitutionnelle. Ils ont essayé d'entraîner dans cette voie nos camarades de la Gironde qui ont vu le piège à temps.

Les chefs radicaux ont ensuite fait une tentative analogue dans le Lot où ils ont essayé d'entraîner certains communistes à défendre la candidature de Malvy, de Malvy l'homme qui négocia en 1914 avec certains chefs ouvriers la non-application du carnet B, moyennant l'Union sacrée qui consacra la trahison socialiste et syndicaliste des intérêts prolétariens.

Le 4 juin, sous prétexte de rendre hommage à Jaurès, les chefs radicaux et les chefs socialistes tentèrent leur manœuvre habituelle. Cachin, au nom du parti, vint opposer l'union des forces ouvrières, sur tous les terrains, à la combinaison électorale du Bloc des Gauches.

Le 18 juin, Renaud Jean dénonça vigoureusement à la Chambre le Bloc National et le Bloc des Gauches. Il montra les dirigeants de ces deux fractions bourgeoises comme inféodés à l'Union des Intérêts Economiques. Il conclut en faveur du Bloc ouvrier et paysan.

Cette formule heureuse et susceptible d'entraîner les petits paysans à comprendre que leur véritable intérêt est de s'unir à la classe ouvrière, fut approuvée d'abord par la direction de notre Parti et ensuite par l'Exécutif de l'Internationale.

Le 25 juin, la bataille électorale de Seine-et-Oise, menée sur la double plate-forme de l'amnistie et du Bloc Ouvrier et Paysan, plaça au premier tour notre Parti sur un plan d'égalité numérique avec le Bloc national et le Bloc des

Gauches et nos candidats ne furent battus au deuxième tour que par l'union des deux fractions bourgeoises.

Cette élection a montré la puissance de rayonnement de notre Parti et a obligé le Bloc des Gauches à sortir de la confusion et à affirmer son caractère de classe, son caractère antiprolétarien.

A son dernier Conseil national, notre Parti a ratifié unanimement la motion proposée par Trotsky au Parti français et qui concluait à la réalisation du Bloc Ouvrier et Paysan.

Depuis ce temps, le Parti n'a cessé d'agir pour arracher les bons éléments ouvriers du parti socialiste et du parti socialiste-communiste au mirage du Bloc des Gauches.

Il vient de saisir ces deux partis et leurs organisations locales d'une proposition claire tendant à constituer le Bloc Ouvrier et Paysan sur la double base d'une pratique claire de la lutte des classes et d'une rupture radicale avec le Bloc des Gauches à opérer sur le plan national.

Ainsi les partis qui se réclament de la classe ouvrière sont placés devant le choix nécessaire : ou bien bloc de classe avec les ouvriers communistes, ou bien collaboration de classe avec les chefs radicaux.

Il est clair pour nous que les chefs socialistes qui ont déjà réalisé le Bloc des Gauches dans de nombreux départements et collaborent au *Quotidien* et à *l'Ére Nouvelle*, n'accepteront pas nos propositions. Nous serions bien étonnés s'il en était autrement. Mais il s'agit de rendre clair pour la masse ouvrière ce qui, pour le moment, n'est encore bien clair qu'aux yeux des communistes.

Le Bloc des Gauches est d'ailleurs une formation aux contours bien indécis. Il cherche ses frontières et celles-ci ne cessent de varier avec la situation politique intérieure et extérieure.

Lorsqu'après l'occupation de la Ruhr, vint l'heure des difficultés pour la bourgeoisie, le Bloc des Gauches, un instant endormi, se réveilla avec une vigueur nouvelle. Puis quand Poincaré obtint la cessation de la résistance passive et commença à négocier avec les industriels de la Ruhr et de la Rhénanie, le Bloc des Gauches commença à devenir plus indécis.

Il semble que devant la victoire économique et politique de Poincaré, le Bloc des Gauches évolue en certains endroits vers un Bloc des Centres groupés autour du président du Conseil, qui rompt, au moins en apparence, avec *l'Action Française* et les députés de droite sympathisants à *l'Action Française*.

Lors d'un vote récent, Poincaré a cependant réussi à grouper à la Chambre une majorité de 500 voix, à laquelle participaient les socialistes, qui furent, pour leur attitude, félicités par le *Temps*.

D'autre part, les récentes élections anglaises, en consacrant la défaite des conservateurs et en proclamant la victoire des libéraux et des socialistes, a déplacé à gauche, du point de vue bourgeois, l'axe de la politique britannique.

Les élections anglaises ont leur répercussion internationale dans le monde entier et, en particulier, en France. Le Bloc des Gauches y voit le présage de sa victoire en 1924.

Le Parti socialiste est bien désemparé. Il cherche à réaliser le Bloc ouvrier avec les communistes dans les régions fortement industrielles comme le Nord, mais voudrait réaliser le Bloc des Gauches dans les régions où dominent les classes moyennes. C'est évidemment la combinaison qui permet-

trait au Parti socialiste d'avoir le maximum de députés. Cela au prix de libertés intolérables qu'il prendrait dans un intérêt électoral vis-à-vis des principes de la lutte des classes.

Les formations électorales telles qu'elles commencent à se préciser seront variables selon les départements. Réaction avouée, Bloc des Centres, Bloc des Gauches selon la formule d'avant-guerre, s'affronteront dans les circonscriptions selon des modalités diverses.

La force du Parti, ce sera de se tenir sur le terrain du Bloc Ouvrier et Paysan avec tous ceux qui rompront avec la bourgeoisie sur le plan national.

Si, comme c'est probable, il ne se trouve aucun parti de la classe ouvrière en dehors de lui pour constituer le Bloc Ouvrier et Paysan, notre Parti communiste ira à la bataille avec des candidats communistes et sans-parti, qui, ouvriers et paysans, accepteront notre programme.

Ainsi le Parti apparaîtra aux yeux de tous les opprimés comme l'organisation cohérente capable de mener la bataille jusqu'au renversement du régime capitaliste.

Pour la Russie

Au cours de cette année, notre Parti n'a cessé de soutenir la Russie soviétiste, première forteresse conquise par la Révolution mondiale.

Il a milité pour la reprise des relations économiques et politiques entre la France et le gouvernement des Soviets. Une campagne de presse a soutenu vigoureusement la participation de la Russie à l'Exposition de Lyon au mois de mars et a mis en lumière le relèvement économique de notre République ouvrière et paysanne.

Le 29 juin, Berthon a posé à la Chambre la question de la reprise des relations avec la Russie.

La politique de la Russie à Lausanne a été fermement soutenue par le Parti.

Notre journal, *l'Humanité*, a tout de suite caractérisé l'assassinat de Vorovsky comme un crime de la réaction européenne favorisé par l'attitude équivoque des puissances capitalistes vis-à-vis de la délégation soviétique à la Conférence de Lausanne.

La première, notre Fédération de la Seine a marqué, lors d'un de ses Conseils fédéraux, le sens de cet assassinat préluant à une nouvelle tentative d'agression contre les Soviets.

Ces prévisions furent pleinement justifiées par la tension des rapports anglo-russes lorsque fut contesté à la République soviétique le droit de prendre les mesures nécessaires à la défense de ses eaux maritimes. Le Parti a souligné dans ces circonstances l'attitude du gouvernement soviétique, qui consentit de grands sacrifices afin d'assurer la conservation de la paix.

Le Parti, dans ses meetings, et *l'Humanité*, dans une bonne campagne de presse, montrèrent que la Russie est toujours menacée tant que durent autour d'elle le régime capitaliste et l'impérialisme. Elle est toujours menacée, parce qu'elle abrite l'Internationale Communiste, qui dresse et coordonne contre l'ensemble du monde capitaliste et impérialiste les forces nationales des peuples opprimés de l'Orient et des colonies et les forces de classe du prolétariat exploité d'Occident.

Le Parti et la Fédération de la Seine ont, le 25 octobre, appelé avec succès le prolétariat parisien à fêter l'anniversaire de la Révolution russe, qui est notre précurseur et notre guide.

Pour la révolution allemande

Le Parti n'a cessé de se tenir en liaison particulièrement étroite avec notre parti-frère d'Allemagne. C'est que, depuis longtemps, les conditions objectives de la Révolution sont réalisées en Allemagne et sans les trahisons répétées des social-démocrates, qui réussissent encore par leur politique d'hypocrisie raffinée à tromper une partie du prolétariat, il y a beau jour que la Révolution serait là-bas un fait accompli.

Grâce à cette étroite liaison, nous avons pu expliquer et faire comprendre aux ouvriers français la tactique souple, dangereuse et nécessaire employée par le Parti allemand pour combattre le fascisme. Le fascisme est un mouvement de masse des classes moyennes mécontentes de leur sort d'après-guerre et cherchant dans je ne sais quel idéal national une issue à leurs misères. La grande industrie et les grands propriétaires terriens cherchent à s'emparer de ce mouvement en le subventionnant pour en faire l'instrument de leur dictature sur le prolétariat. Les ouvriers français ont compris la nécessité pour la Révolution prolétarienne allemande d'entraîner les classes moyennes dans le sillage de la classe ouvrière et de les arracher au fascisme. La dure leçon de l'Italie a été pour toute l'Internationale un précieux enseignement. Contre le fascisme, la lutte à coups de fusils ne suffit pas ; il faut y joindre la lutte politique, afin de l'empêcher de s'emparer des classes moyennes. Contre la grande industrie en train de livrer l'Allemagne en préparant son association avec le capital étranger, le Parti communiste allemand a défendu l'idée de l'indépendance et de l'intégrité politique, économique et territoriale de la nation des travailleurs allemands. Il a montré que cette défense de la nation laborieuse n'est possible, dans la situation allemande d'aujourd'hui, que par l'union avec le prolétariat international, y compris la Russie des Soviets. Il a montré que ce front unique international des travailleurs pour la lutte efficace contre l'impérialisme français n'est pleinement possible que par le renversement préalable de la bourgeoisie allemande, celle-ci préférant, en fin de compte, s'allier au capitalisme étranger contre le prolétariat du Reich, plutôt que d'abandonner ses privilèges de classe afin de trouver les moyens matériels de défendre la nation travailleuse. Grâce à la tactique du Parti communiste allemand, le fascisme est apparu clairement comme l'agent du grand capitalisme, préférant ses intérêts de classe aux intérêts des travailleurs du Reich.

Et, aujourd'hui, on peut dire que le fascisme a échoué comme mouvement de masse des classes moyennes. Le fascisme en est réduit à la dictature militaire du général Von Seekt, agent de la grande industrie et ses grands agrariens.

Notre Parti a fait comprendre cela aux ouvriers français et il a dénoncé avec force les socialistes et les résistants, qui tentaient d'assimiler un épisode de la lutte internationale des classes sur le secteur allemand à un retour vers la défense nationale en régime capitaliste.

La publication par notre librairie du discours prononcé sur ce sujet par Clara Zetkin au Reichstag a été d'une très grande utilité et a permis à nos militants de présenter l'activité du Parti allemand sous son véritable jour.

Ainsi, notre Parti a maintenu l'esprit de solidarité entre le prolétariat français et le prolétariat allemand et il a pu, l'heure venue, développer sa

campagne en faveur de la Révolution allemande. Bientôt, de grandes grèves renversèrent le ministère Cuno et la Révolution ne fut évitée que par l'entrée des social-démocrates dans le ministère Stresemann.

A la fin du mois d'août, il apparut clairement que dans le Reich s'approchait l'heure des combats décisifs entre la bourgeoisie et le prolétariat.

L'Internationale convoqua, à Moscou, les partis les plus directement solidaires du Parti allemand, afin d'organiser l'aide efficace de tous les prolétariats voisins de l'Allemagne envers la nouvelle révolution, considérée comme la deuxième et décisive étape de la Révolution mondiale, déjà victorieuse en Russie.

Aussitôt rentrés de Moscou, les camarades Cachin, Sellier et Treint demandèrent aux organes réguliers du Parti de préparer la mobilisation des forces communistes en vue de travailler à la mobilisation de tout le prolétariat.

Le 12 octobre, un grand meeting, rue de la Grange-aux-Belles, alertait les ouvriers parisiens.

Déjà, pendant que se tenait la Conférence internationale de Moscou, la Fédération de la Seine avait réuni ses militants dans quatre réunions de secteurs pour préparer par leur intermédiaire l'agitation parmi les masses parisiennes en faveur de la Révolution allemande.

Peu après, le Conseil National du Parti était convoqué et mis au courant des tâches que les communistes allaient avoir à remplir. A l'issue du Conseil National, toutes les mesures politiques et techniques furent prises en vue de l'action à entreprendre.

Le 7 novembre, le journal *l'Internationale* paraissait à nouveau et se donnait comme tâche principale de soulever l'opinion de Paris ouvrier en faveur de la Révolution allemande.

Le 11 novembre, l'A. R. A. C., le Parti et la C. G. T. U. organisaient à Paris, à la piste municipale, un grand meeting international auquel assistèrent plus de dix mille ouvriers, et le soir il y eut une manifestation sur les grands Boulevards en faveur de la Révolution allemande.

Des gouvernements ouvriers s'étaient déjà constitués en Saxe et Thuringe. Il semblait que les luttes décisives approchaient rapidement.

La Bavière monarchiste et fasciste, sentant monter la vague révolutionnaire, s'armait et se militarisait avec la complicité de Poincaré.

Le gouvernement de coalition social-capitaliste de Berlin, sous prétexte de briser la réaction bavaroise, décida d'envoyer la Reichswehr en Saxe.

A ce moment se tenait à Chemnitz une conférence de toutes les organisations ouvrières. C'est là que se produisit la trahison inouïe des social-démocrates de gauche qui participaient au gouvernement ouvrier saxon.

Ceux-ci, trompant une notable partie des délégués, combattirent la proposition des communistes de s'opposer par la grève générale à l'entrée de la Reichswehr en Saxe. Les social-démocrates de gauche prétendaient que la Reichswehr venait défendre la Saxe contre le péril bavarois.

Ce que les communistes avaient prévu arriva. La Reichswehr chassa par la force les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe et se livra à une féroce répression anti-prolétarienne.

Ainsi s'accomplit la trahison suprême. Et l'on vit bien la complicité des chefs socialistes de droite et des chefs socialistes de gauche. Les premiers, qui siégeaient au gouvernement de Berlin, envoyaient la Reichswehr contre la Saxe, alors que

les seconds, qui siégeaient au gouvernement ouvrier de Dresde, empêchaient la Saxe prolétarienne de se défendre. Entre chefs social-démocrates de droite et de gauche, il y eut division du travail contre-révolutionnaire.

Le Parti communiste allemand eut raison de ne pas engager la bataille décisive avec un prolétariat divisé. Après Chemnitz, les yeux des ouvriers trompés commencent à s'ouvrir et à apercevoir la trahison des chefs social-démocrates de gauche, et ils se tournent de plus en plus vers le Parti communiste.

Le recul de Chemnitz détermina un trouble à la fois dans le Parti allemand et dans le Parti français. Nos jeunes Partis communistes n'ont pas encore complètement assimilé la rude expérience acquise en vingt années par le Parti bolchevik, et il est normal qu'une grande retraite stratégique comme celle de Chemnitz, si nécessaire qu'elle ait été, ait apporté un certain flottement dans les rangs des communistes et dans certaines couches du prolétariat. Il est certain, néanmoins, que si cette retraite s'était effectuée en combattant, elle eût été mieux comprise et eût causé moins de trouble.

En Allemagne, le Conseil National qui suivit Chemnitz commença à rétablir la cohésion du Parti allemand. La Centrale et l'organisation berlinoise se mirent d'accord et formulèrent le programme du Parti en vue de préparer la prochaine bataille.

En France, le recul de Chemnitz provoqua dans nos rangs un peu de flottement. Mais nous pouvons dire qu'à l'heure actuelle les communistes et les sympathisants au Parti ont compris les événements et la nécessité d'utiliser le temps qui nous reste pour mettre le Parti et le prolétariat français en état de soutenir la Révolution allemande, mieux encore qu'il n'eût été possible de le faire au moment de Chemnitz.

La trahison social-démocrate a porté ses fruits amers. Un gouvernement de bloc bourgeois s'est constitué sous le nom du chancelier Marx, tandis que se renforce la dictature militaire du général Von Seeckt.

Le Parti communiste allemand est mis hors la loi. Cela n'empêchera pas les communistes de mener le prolétariat d'outre-Rhin à la victoire. La misère augmente. La classe ouvrière, qui a reculé, mais n'a pas combattu ne se sent pas vaincue. Elle sait que, seuls, les communistes ne la trahiront pas.

Contre le Fascisme en germe

L'Action Française, organisation royaliste, soutient politiquement des opinions très proches du fascisme. Elle proclame que le salut est dans l'idéal national mis au-dessus de tout. Elle s'applique à pénétrer de son influence et à organiser les classes moyennes, continuant en cela la politique traditionnelle de l'ancienne monarchie. Elle proclame le droit des patriotes à se substituer à l'Etat défaillant pour l'œuvre de répression ouvrière. Elle dispose d'une organisation de combat : les Camelots du Roi.

D'autre part, les Ligues d'anciens combattants et les Unions civiques, subventionnées largement, organisent les anciens combattants de la grande bourgeoisie et des classes moyennes en vue de les dresser contre les grèves politiques du prolétariat, c'est-à-dire en vue des grèves qui mettent directement en danger le régime capitaliste. Ces Unions civiques ont déjà fonctionné lors des grèves de 1919 et de 1920.

L'Etat bourgeois non seulement favorise ces groupements, mais encore organise dans l'ombre la liaison de sa force militaire avec tous les groupements de défense capitaliste décidés à recourir à l'action directe contre le prolétariat.

Des plans de protection contre les grèves ont été établis par l'Etat-Major, plans selon lesquels l'armement et l'utilisation technique des Ligues d'anciens combattants sont prévus en liaison avec le plan de déploiement des forces militaires officielles (armée, gendarmerie, police).

Instruite par l'expérience internationale, notre bourgeoisie sait que l'armée du service universel formée en grand nombre d'ouvriers et de paysans n'est pas un instrument sûr entre ses mains au moment de la guerre civile. Aussi prépare-t-elle dès maintenant ses organismes propres de défense de classe. Non seulement elle les prépare, mais elle les place aux points décisifs probables de la lutte.

Il est possible maintenant de saisir quelques traces de ce travail qui s'accomplit dans l'ombre.

Des camelots du roi, des jeunes gens des Ligues civiques, des anciens soldats de Wrangel, sont répartis systématiquement dans les bureaux des grandes usines et des grandes mines et sur certains points déjà, sont organisés en groupes de combat.

Dans certaines villes de France, des dépôts d'armes ont été constitués par la bourgeoisie.

Les communistes doivent être attentifs à cette constitution des organisations de combat de la bourgeoisie.

Ajoutons que le fascisme italien tente d'opérer directement en France, comme nous l'avons vu à Nice et dans diverses localités de la Meurthe-et-Moselle.

C'est pourquoi le Parti a tenu tout particulièrement, au cours de l'année écoulée, à riposter immédiatement à toute tentative de la bourgeoisie ressemblant de près ou de loin à une action fasciste.

A la fin du mois de janvier, les Camelots du Roi, accourus de tous les points de France aux obsèques de leur chef Marius Plateau assassiné par un anarchiste, ayant laissé entendre qu'ils allaient se livrer à des représailles contre les organisations ouvrières, une mobilisation des militants du Parti, des syndicats et de l'A.R.A.C. eut lieu à Paris et la défense de nos locaux soigneusement assurée.

Au cours de l'année, les Camelots du Roi s'étant livrés à des voies de fait sur Marius Moutet et deux de ses amis bourgeois, nous avons compris que l'organisation de combat des royalistes se faisait la main et que si nous lui laissions développer ses méthodes d'intimidation, elle s'attaquerait aux organisations ouvrières, et cela avec une violence accrue du fait que la lutte prendrait alors un caractère de classe aigu.

Notre riposte ne tarda pas et le 23 juin une manifestation organisée par le Comité départemental d'action groupa à l'Opéra et sous les fenêtres de l'Action Française plus de 6.000 travailleurs parisiens.

Il importe de suivre de près le travail d'organisation du fascisme, qu'accomplit discrètement la bourgeoisie française. Il importe de riposter d'une manière décidée, immédiate et décisive à toute tentative d'agression des organisations de combat de la bourgeoisie. Mais nous ne devons pas oublier que ces organisations se recrutent parmi les classes moyennes et que le travail po-

litique par lequel nous saurons attirer celles-ci dans le sillage du prolétariat est la plus sûre garantie de la classe ouvrière contre le développement du fascisme en France.

Contre la vénalité de la presse bourgeoise

Dans les archives du tsar, se trouvait toute la correspondance de M. Arthur Raffalovitch avec son ministre. M. Raffalovitch, banquier bien connu, était, avant la guerre, chargé de distribuer des subventions aux journaux décidés à défendre la politique tsariste devant l'opinion française.

Les lettres de Raffalovitch témoignent de l'abominable vénalité de la presse bourgeoise et mettent à nu les procédés de corruption par lesquels se fabrique l'opinion publique. Les plus grands journaux de la bourgeoisie et nombre d'hommes politiques influents, y compris des parlementaires, sont convaincus d'avoir touché des sommes importantes pour soutenir la politique extérieure du tsarisme.

Si l'on se rend compte que la France fut entraînée dans la guerre mondiale à la remorque de la Russie tsariste on peut saisir sur le vif les moyens abominables par lesquels furent trompés les ouvriers et les paysans de ce pays entraînés dans une guerre qu'ils croyaient nécessaire et juste par de vastes campagnes de mensonges payées par le gouvernement le plus réactionnaire et le plus autocratique de l'Europe.

Comme si une guerre impérialiste pouvait être juste. Comme si les seules guerres admissibles pour le prolétariat n'étaient pas les guerres de défense révolutionnaire ou les guerres de libération des peuples coloniaux opprimés par les impérialismes d'Occident.

La campagne Raffalovitch menée par Souvarine au nom du Parti, a déchaîné la fureur des journaux et des hommes politiques de la bourgeoisie pris la main dans le sac. Cette campagne a éveillé un écho puissant dans le monde entier et parmi les travailleurs français. Elle servira puissamment la cause du Bloc Ouvrier et Paysan dans notre pays.

Malgré les poursuites et les tentatives d'intimidation dont il est l'objet, notre Parti continue résolument cette campagne.

Contre la vie chère

Le Parti fait en permanence l'agitation contre la vie chère. Il a souligné de quelle manière la paralysie économique de la Ruhr, conséquence de la politique du 11 janvier, avait été un facteur puissant de vie plus chère par suite de la rarefaction des matières premières, par suite des dépenses militaires venant grever supplémentairement le budget et, par suite, de la baisse du change (la livre anglaise passant de 52 francs à 80 francs, et le dollar de 12 francs à 18 francs).

Au mois d'août, les prix des produits allemands se sont élevés au-dessus des prix du marché mondial. Ceux-ci n'étant plus concurrencés par les bas prix allemands ont tendance à leur tour à s'élever et ainsi se trouve favorisée dans le monde entier l'aggravation de la cherté de la vie.

Enfin, une vaste crise mondiale de sous-production des matières textiles (laine et coton) commence à se développer. Elle sera aussi un facteur de vie plus chère.

Les conséquences de la politique du 11 janvier n'ont pas tardé à se développer. Nous sommes

en pleine augmentation des prix des denrées alimentaires. Les tarifs des transports parisiens vont être élevés. Une loi sur le point d'être votée va permettre aussi l'élévation de 75 % du prix des loyers.

Le Parti et l'*Humanité* ont sans relâche mené la campagne contre la vie chère avec le souci de lier fortement cette lutte dans l'esprit des travailleurs avec la lutte pour la journée de huit heures et avec la lutte contre les causes réelles de la cherté de la vie, qui sont la politique de la Ruhr et le développement de l'impérialisme.

Ainsi, selon les directives du Manifeste communiste de Marx, les communistes de la Troisième Internationale savent participer aux luttes quotidiennes de la classe ouvrière en mettant toujours en avant la solidarité internationale des prolétaires et la nécessité de renverser le régime capitaliste.

Pour les grèves

Le Parti n'a cessé d'apporter son appui le plus entier aux grèves par lesquelles les travailleurs luttent pour mettre leurs salaires au niveau de la vie chère. On peut dire que, dans ces grèves, les communistes ont rempli leur devoir de classe et ont conquis au cours de la lutte l'estime et la confiance de leurs compagnons de labeur et de combat.

Citons rapidement les principaux conflits ouvriers auxquels le Parti a, sans réserve, apporté le concours de ses agitateurs, de sa presse, de son groupe municipal et de son groupe parlementaire :

En février, c'était la grève générale des mineurs unitaires, trahie par les chefs réformistes occupés à négocier pendant la bataille avec les représentants du patronat. S'ils n'obtinrent pas complète satisfaction, les mineurs unitaires firent du moins par leur action aboutir pleinement les revendications des réformistes, qui, sans cela, auraient certainement composé avec le patronat.

Notons l'admirable mouvement qui mit debout les 100.000 mineurs de Sarre et Moselle. La grève se prolongea dans cette région et fut suivie d'une forte répression. Nombreux furent les ouvriers congédiés ou emprisonnés.

Le 2 avril, c'était la grève générale de l'habillement.

Le 1^{er} mai, qui par rapport à celui de l'an passé, marqua un réveil de la combativité ouvrière, fut taché de sang. L'ouvrier Bérédia fut assassiné par la police.

Le 9 mai, 11.000 grévistes se mettaient en grève à Elbeuf et Monmousseau, à peine sorti de la Santé, venait leur apporter le salut de la C.G.T.U.

Le 20 juillet, c'était la grève générale du Bâtiment, soutenue par les communistes dans un large esprit d'unité ouvrière dans l'action.

Le 24 août, c'était la grève générale du Gaz, appuyée par nos élus communistes à l'Hôtel de Ville.

Le 31 août, les communistes assistaient nombreux au grand meeting organisé par le Cartel des services publics et contribuaient à l'agitation entreprise pour l'élévation des salaires.

Le 25 septembre, c'était à Paris la grève des modistes soutenue par l'*Humanité* et par notre journal l'*Ouvrière*.

Le 16 novembre, nouvelle grève des mineurs unitaires et nouvelle trahison des chefs réformistes.

Le 9 décembre, les communistes assistèrent nombreux au meeting de la salle Japy où les travailleurs municipaux développèrent leurs revendications.

La campagne en faveur de l'indemnité de 1.800 francs à accorder immédiatement aux fonctionnaires, largement soutenue par le Parti et par sa presse, déterminait toute une série de manifestations. La première eut lieu sur les grands boulevards ; la seconde, place de l'Opéra.

Les agents de police eux-mêmes furent gagnés par l'esprit de lutte au point de manifester eux aussi sur la voie publique.

Nul doute que les démonstrations organisées préalablement par la Fédération de la Seine ou selon ses méthodes, n'aient puissamment contribué à redonner au prolétariat parisien confiance dans sa force et n'aient ainsi favorisé les manifestations des fonctionnaires.

Nous devons apprendre à mieux préparer politiquement et techniquement les démonstrations de rues de manière à y entraîner de larges masses.

Le Parti et le Comité d'Action ont lancé en faveur des grands mouvements grévistes des souscriptions qui ont permis de traduire en actes la solidarité prolétarienne.

C'est par une participation sans cesse plus intelligente et plus active aux luttes ouvrières que les communistes et leur Parti gagneront la confiance du prolétariat, et, en accord intime avec les syndicats dirigeront ses luttes quotidiennes et ses combats libérateurs.

Les commémorations

Engagé à fond dans les luttes présentes, tourné vers celles de l'avenir, notre Parti a su regarder vers le passé et rendre hommage à ceux qui furent jadis les pionniers du mouvement communiste ou les interprètes de génie de la pensée ouvrière.

Par notre adhésion à l'Internationale Communiste, notre Parti a rompu radicalement avec la tradition jaussiste. Mais nous savons quel fut le rayonnement de la pensée du grand tribun, nous savons combien il était profondément dévoué au prolétariat et à la paix entre les peuples. Nous savons que jusqu'au dernier moment il s'opposa à la guerre de toute son énergie.

Le 29 juillet, nous avons célébré Jaurès absolument comme en Russie les bolcheviks l'honorèrent et lui élevèrent des statues.

Le 3 janvier, notre Parti a célébré aussi l'anniversaire de Jules Guesde qui prêcha le marxisme en France pendant une longue période.

Au cours de cette année, nous avons perdu de bons camarades, parmi lesquels le modeste Georges Bruyères, fondateur de l'A.R.A.C., emporté par la maladie à la fleur de l'âge, alors qu'il aurait pu rendre tant de services à la cause prolétarienne.

Ker, qui s'était un instant trompé, mais qui avait donné un bel exemple de discipline en s'inclinant devant les décisions du 4^e Congrès, particulièrement rudes pour lui, était celui d'entre nous qui connaissait le mieux les questions économiques et la structure capitaliste de la France. Il apportait au Parti et à l'ensemble du mouvement ouvrier le fruit de son labeur silencieux.

Il fut emporté brusquement le 22 juillet. En le perdant, le prolétariat a perdu un de ses plus utiles et de ses meilleurs serviteurs.

A Georges Bruyère et à Ker, le Parti adresse

son douloureux regret de les voir arrachés si tôt à l'action prolétarienne.

Notre Parti a commémoré aussi les grands événements révolutionnaires du passé.

Le 13 avril, il célébra l'anniversaire de la Commune, qui fut le premier gouvernement ouvrier du monde et qui, par ses revers même, a enrichi l'expérience révolutionnaire. C'est parce que les bolcheviks ont étudié les erreurs et les fautes de la Commune qu'ils ont pu en éviter le retour, et ce fut l'une des raisons de la victoire de la Révolution russe.

Le 26 août, le Parti participa à la commémoration des quatre ouvriers, victimes de la bourgeoisie, qui tombèrent l'an dernier, au Havre, victimes de la répression capitaliste.

Enfin, la Révolution russe, notre bien, notre espoir et notre guide, fut célébrée au moment où nous espérons que la Révolution allemande allait vaincre à son tour.

Ainsi, le Parti doit se tourner vers le passé, non pour s'y enfermer dans une tradition rigide, mais pour y puiser l'expérience nécessaire au succès des luttes prolétariennes futures.

La répression

Après avoir dessiné à grands traits ce que fut l'action publique du Parti au sein des larges masses ouvrières et paysannes, nous pouvons mesurer, à la vigueur de la répression bourgeoise, la portée et l'efficacité de l'effort communiste en France au cours de l'année 1923.

Passons sur l'emprisonnement des militants du Parti et de la C. G. T. U., lors de l'invasion de la Ruhr et marquons seulement que le gouvernement de Poincaré visait à paralyser les organisations révolutionnaires susceptibles de s'opposer à sa politique.

Depuis, la répression a continué. Répression dirigée à la fois contre nos militants, notre presse et nos organisations.

Le 7 juin, c'étaient les poursuites engagées contre notre journal le *Travailleur de la Savoie et de l'Isère*.

Le 27 juin, notre quotidien de province, la *Dépêche de l'Aube*, passait en correctionnelle.

Le 20 septembre, l'*Humanité* de Strasbourg était perquisitionnée.

Le 23 octobre, Henri Barbusse, secrétaire général de l'A. R. A. C., était à son tour poursuivi pour avoir porté aux anciens combattants allemands le mot d'ordre de la fraternisation entre les peuples et de la résistance par tous les moyens au militarisme et à la guerre. L'*Humanité*, qui avait reproduit les paroles de Barbusse, fut englobée dans la poursuite.

Le 25 octobre, l'A. R. A. C., dirigée par un Comité central formé de communistes, était traduite devant la justice aux fins de dissolution.

Le 25 novembre, Porreye, membre du Parti et secrétaire de l'Union départementale du Nord, était arrêté pour agitation antimilitariste.

Le 9 décembre, Poincaré frappait à la tête notre Fédération des Jeunesses en jetant à la Santé notre camarade Doriot.

Et nous en profitons pour rendre hommage à la Fédération des Jeunesses pour l'activité antimilitariste qu'elle a déployée et qu'elle continue à déployer en dépit des coups du pouvoir bourgeois.

Au cours de l'année écoulée, un attentat contre-révolutionnaire aboutissait à blesser la fille de notre camarade Rappoport.

Le *Prolétaire du Nord* fut interdit pour avoir publié des articles s'adressant aux travailleurs polonais et rédigés dans leur langue maternelle. Il en fut de même pour l'*Araldo*, notre journal de langue italienne.

Je n'ai pas l'intention de dresser une liste complète de tous les camarades qui furent poursuivis et emprisonnés. L'énumération en serait trop longue.

Disons seulement que les communistes frappés n'ont pas fléchi. Dans la répression, le Parti s'aguerrit et gagne la confiance de tous les ouvriers.

A l'heure de la guerre civile, la répression bourgeoise aura puissamment contribué à forger des cadres résolus et capables de mener victorieusement le prolétariat aux grands combats libérateurs.

L'unité du front prolétarien

La tactique du front unique préconisée par l'Internationale Communiste dès 1921, adoptée ensuite par le Parti français, exerce une influence de plus en plus profonde sur notre mouvement ouvrier.

Le 31 janvier, la C. G. T. U. proposa au Congrès de la C. G. T. l'action unie contre l'occupation de la Ruhr et contre les dangers de guerre. Elle proposa aussi la reconstitution de l'unité syndicale par la convocation d'un Congrès de tous les syndicats appartenant aux deux organisations confédérales. La C. G. T. refusa, de même que l'Internationale Syndicale d'Amsterdam avait refusé l'action commune avec l'I. S. R. en vue d'une grève générale européenne de protestation contre l'envahissement de la Ruhr.

Le 4 février, notre Parti offre à son tour au Congrès socialiste de Lille d'organiser le front unique pour lutter contre la politique de Poincaré. Le Parti socialiste refuse l'action en commun avec les communistes sous de futiles prétextes.

Le 15 juin, notre Parti adresse à nouveau aux socialistes une offre de front unique pour manifester contre l'attentat royaliste dont venait d'être victime le député S. F. I. O. Marius Moutet. Nouveau refus sous forme de pourparlers traînés en longueur. C'est à la suite de ce refus que notre Parti avec les autres organisations révolutionnaires organisa la manifestation à l'Opéra et devant l'*Action Française*.

Il y eut bien d'autres tentatives de front unique, soit sur le plan national, soit sur le plan local. Dans divers départements et dans diverses corporations, l'unité d'action du prolétariat fut réalisée en plusieurs circonstances, notamment dans la Loire-Inférieure, dans le Cartel des services publics et dans le Cartel des fonctionnaires.

Malgré les inexpériences et les erreurs commises, on peut dire que le Parti et la C. G. T. U. ont réussi à maintenir le caractère prolétarien du front unique en dépit des efforts faits par les réformistes pour y faire admettre des organisations bourgeoises comme la Ligue des Droits de l'Homme.

Le fait que communistes et syndicalistes-communistes sont apparus au sein du mouvement ouvrier comme les agents de l'unité d'action du prolétariat, a renforcé l'influence du Parti et de la C. G. T. U. et a amené de nombreux ouvriers à se dégager de l'influence des chefs réformistes. Les effectifs ouvriers du Parti socialiste ont diminué, tandis que ceux du Parti communiste ont augmenté. La C.G.T. compte environ 250.000 adhé-

rents, tandis que la C.G.T.U. a atteint le chiffre de 450.000.

Une fois de plus, la pratique du front unique a démontré la justesse des points de vue de l'Internationale et son aptitude à diriger le mouvement ouvrier mondial vers la Révolution.

Les comités d'action

Un Comité d'action fut constitué à la fin de décembre 1922 contre l'occupation de la Ruhr, contre l'impérialisme et la guerre, entre le Parti communiste et la C. G. T. U. Les représentants de ce Comité assistèrent à la Conférence Internationale d'Essen et furent poursuivis dans l'affaire du Complot.

Ce Comité d'action dura jusqu'à la libération des emprisonnés et affirma la solidarité qui liait les organisations et les militants qui avaient été à Essen.

Mais un Comité national confédérat de la C. G. T. U., sous la pression des éléments anarchistes et anarcho-syndicalistes et sous la pression de ceux qui devaient plus tard rallier les G. S. R. (groupes syndicalistes-révolutionnaires), décida que les Comités d'action devraient accueillir toutes les organisations soi-disant révolutionnaires organisées nationalement et qui manœuvraient le désir de concourir aux actions proposées par la C.G.T.U.

Le premier Comité d'action fut donc dissous et la C. G. T. U. décida de constituer pour chaque but particulier des Comités d'actions spéciaux.

C'est ainsi que fonctionnèrent successivement le Comité d'action pour la défense de l'Internationale, traîné en Haute-Cour, le Comité d'action contre le fascisme, le Comité d'action pour la défense de la Révolution russe au moment de la tension des rapports anglo-soviétiques, et le Comité d'action pour la défense de la Révolution allemande.

Tout d'abord, les anarchistes, les résistants et l'A. R. A. C. participèrent à ces Comités d'action. Mais bientôt il devint clair que anarchistes et résistants participaient à contre-cœur à ces Comités et seulement dans le but d'accroître leur influence sur la classe ouvrière.

Au fur et à mesure que l'heure de l'action périlleuse semblait approcher, les résistants disparaurent.

Quant aux anarchistes, ils déclarèrent qu'ils se joindraient aux actions décidées par le Comité d'action quand ils le jugeraient utile, mais que leurs principes leur interdisaient de participer à la défense du gouvernement des Soviétiques et qu'ils ne pourraient pas défendre une Révolution allemande qui prendrait une forme étatique.

En fin de compte, les Comités d'action ne furent plus composés que par le Parti, la C. G. T. U. et l'A. R. A. C.

Ces Comités d'action organisèrent plusieurs manifestations comme celle de l'Action Française et celle des grands Boulevards le 11 novembre, ainsi que plusieurs campagnes d'agitation par la presse, tract et le meeting.

Dans le récit des grandes campagnes et des actions auxquelles le Parti a pris part, il est aisé de retrouver la trace de l'activité des Comités d'action qui se succédèrent durant l'année 1923.

Le Parti alla aussi au Comité Matteu et Nicolau, ainsi qu'au Comité pour l'Amnistie. Mais certains éléments participant à ces Comités s'étant révélés comme plus soucieux de travailler au développe-

ment de leur influence que de servir l'amnistie et la cause de Matteu et Nicolau, considérés comme victimes de la contre-révolution européenne, le Parti dut cesser sa collaboration.

Les Comités d'action sont quelque chose de différent du front unique. Ils doivent faire une œuvre pratique et tout à fait immédiate. L'expérience a montré qu'ils ne peuvent travailler utilement que s'ils groupent des éléments et des organisations décidés à agir selon des méthodes communes.

Si actuellement les Comités d'action groupent le Parti, la C. G. T. U. et l'A. R. A. C., ce n'est pas là le résultat d'une combinaison artificielle, mais bien le résultat des divers essais de collaboration qui, sur le plan précis de l'action immédiate, ont été tentés avec toutes les organisations.

Le travail dans les autres organisations

SYNDICATS :

Au début de l'année, notre commission syndicale centrale se heurta à de grandes difficultés lorsqu'elle voulut créer son réseau de commissions fédérales et locales.

Beaucoup de fédérations qui avaient accepté les décisions du Congrès de Paris et du 4^e Congrès mondial, par esprit de discipline et par attachement à l'Internationale Communiste, étaient hostiles ou indifférentes à la création des Commissions syndicales.

Pendant plusieurs mois, un cinquième seulement de nos fédérations entra en relations avec la Commission centrale.

La Seine, montrant la voie au Parti, pénétra les syndicats de son influence par le bon fonctionnement de sa Commission syndicale fédérale.

Aussi, sauf dans le Bâtiment, les communistes de la Seine ne connurent que des succès.

Lors du dernier Comité national confédérat de la C. G. T. U., il y eut cependant en faveur de la motion Sémart une grosse majorité. La motion Sémart définissait un syndicalisme unitaire de masses ouvert à tous les ouvriers et permettant à toutes les tendances de s'organiser au grand jour.

L'attitude des anarchistes et des anarcho-syndicalistes qui recoururent à la dictature odieuse de la trique pour faire valoir leurs conceptions, galvanisa les communistes du Parti et le groupe de la Vie Ouvrière.

Parce qu'en province beaucoup de commissions syndicales n'avaient pas suffisamment travaillé, la motion Sémart fut battue dans plusieurs Conseils nationaux de Fédérations d'industrie.

Alors, partout, les communistes comprirent la nécessité du travail des Commissions syndicales en vue de la préparation du Congrès de Bourges, où les tendances allaient s'affronter dans une bataille décisive.

Partout elles déployèrent une intense activité. Les camarades de la V. O. poursuivirent un travail parallèle.

C'est ainsi que la motion Sémart triompha en novembre au Congrès de Bourges par la constitution d'une majorité d'esprit communiste solide, cohérente, disciplinée, en face d'une minorité incohérente et divisée.

La majorité de Bourges a groupé 1.000 syndicats, plus des deux tiers de la C. G. T. U., autour de l'adhésion, sans réserves mêmes mentales, à l'I. S. R. et autour de la conception du syndicalisme unitaire de masses.

Les Commissions syndicales, pour avoir contribué à la formation de la majorité de Bourges, ont grandi le Parti aux yeux de tous les syndiqués.

Il leur reste, maintenant que la bataille de tendance est gagnée, à travailler en communion d'esprit avec les camarades de la V. O., en vue d'une action positive en faveur des revendications immédiates des travailleurs ainsi qu'en vue des batailles contre l'impérialisme, contre la guerre et pour le soutien de la Révolution allemande qui n'est pas vaincue mais seulement retardée.

Notre dernier Conseil National en adoptant la motion Treint à l'unanimité moins quelques voix a montré que le Parti ne saurait être accusé de fonctionner comme une machine électorale au profit de ses dirigeants.

Il n'y a pas là une question de principe, mais il s'agit de vaincre les préventions des meilleurs éléments syndicalistes et de la masse ouvrière que nous voulons entraîner à la bataille.

Le vote de cette motion a favorisé la constitution de la majorité de Bourges en montrant que le Parti se débarrasse de plus en plus de l'esprit bassement électoraliste qui fut pour nous le lourd héritage de la Deuxième Internationale.

Quand le Parti aura gagné la confiance des masses, quand il aura participé à de grandes batailles ouvrières, quand la grande majorité des syndiqués et des ouvriers verront clairement que pour le Parti les élections et l'action parlementaire sont seulement un des moyens de l'action révolutionnaire et non un but en soi, alors, mais alors seulement, la motion Treint n'aura plus de raison d'être.

Doublons d'abord le cap des élections. Beaucoup de syndicalistes-communistes sympathisants au Parti, nous attendent à ce tournant. Sachons leur inspirer confiance et beaucoup viendront à nous.

Nos Commissions syndicales ont aussi fourni un travail au sein des syndicats de la C.G.T. et au sein des diverses organisations syndicales demeurées dans l'autonomie. Notamment, avant Bourges, communistes et sympathisants ont amené à la C.G.T.U. le syndicat parisien des cochers chauffeurs.

Dans la C.G.T. comme dans la C.G.T.U. les communistes sont apparus comme les agents de la reconstitution de l'unité syndicale organique, non pas d'un semblant d'unité qui maintenant en réalité la division des forces désorganiserait la C.G.T.U., mais d'une large unité où les tendances auront le droit de jouer librement, au grand jour, pour le plus grand bien de la classe ouvrière.

Dans l'unité syndicale reconstituée, c'est la tendance qui exprimera le mieux les nécessités de la lutte prolétarienne et les conditions du succès révolutionnaire qui finira par gagner la confiance de l'immense majorité des syndiqués. Nous n'avons pas peur de l'unité, nous la désirons de toutes nos forces, car nous avons confiance dans le communisme.

CONGRES D'USINES :

Au début de l'année, les communistes participèrent dans la Seine à l'organisation du Congrès des usines de la métallurgie parisienne. Ce Congrès contribua à réveiller la masse ouvrière et à développer sa conscience de classe. C'est une première tentative qui montre le chemin pour l'avenir.

Le 23 décembre aura lieu dans le Nord un Congrès des usines textiles de la région lilloise.

Le Parti a puissamment contribué là-bas au succès de ce Congrès par l'organisation des cellules communistes d'usines.

En s'organisant sur la double base de la section locale et de l'usine, les communistes pourront développer à la première occasion favorable, un large mouvement de Conseils d'usines et grouper ainsi sur le lieu même du travail, les ouvriers sans distinction d'opinion, en vue des combats futurs contre le patronat.

A. R. A. C. :

En février, la coalition des dissidents, des résistants et des anarchisants renversa par surprise, au cours d'un Conseil national de l'A.R.A.C., le Comité central d'alors, animé de l'esprit communiste.

Aux mains des résistants et des dissidents, l'A.R.A.C. (30.000 membres) aurait constitué un formidable instrument de la lutte contre le communisme. Il y aurait eu déviation du mouvement révolutionnaire des anciens combattants vers un pacifisme qui eût fait le jeu de la bourgeoisie et qui eût désarmé moralement les anciens soldats en face d'un nouveau péril de guerre.

L'A.R.A.C., qui s'appuie sur des noyaux importants de paysans aurait arraché ceux-ci à l'antimilitarisme pratiquement révolutionnaire se dressant contre la bourgeoisie, en toute solidarité avec le prolétariat révolutionnaire et la Russie des Soviets.

Un Comité de redressement fut constitué qui, grâce aux communistes et aux sympathisants développa une activité considérable.

Le 16 juillet, les communistes obtinrent au Congrès de Clermont-Ferrand la majorité des deux tiers. La scission fut évitée et le Comité central fut composé presque uniquement de communistes.

L'A.R.A.C. était sauvée.

COOPERATIVES :

Le travail dans les coopératives est particulièrement difficile en raison de l'esprit petit bourgeois qui y a longtemps régné en maître et aussi en raison de la forte discipline des cercles qui constituent un véritable parti coopératiste au lieu de réformistes.

Notre commission coopérative centrale a organisé un réseau de commissions fédérales et déjà l'action engagée a produit de bons résultats.

Les communistes travaillent à faire des coopératives un puissant instrument prolétarien de lutte de classes.

Au Congrès national de Bordeaux, les révolutionnaires ont pu doubler le nombre de leurs mandats par rapport au Congrès précédent et cela en dépit des manœuvres de toutes sortes des dirigeants réformistes.

A Paris, des succès importants ont été enregistrés, notamment à *La Bellevilloise* et à *L'Egalitaire*.

Il s'agit, dans la coopération, d'une œuvre patiente de redressement qui exige de ceux qui l'entreprennent non seulement l'esprit combatif de lutte de classe, mais aussi des qualités techniques sans lesquelles notre action serait vouée à l'échec.

Les premiers succès remportés nous permettent de bien augurer de l'avenir.

LES LOCATAIRES :

Notre commission centrale des locataires est en relation avec les commissions locales correspon-

dantes des grandes villes qui développent une bonne activité.

Le 28 octobre, les locataires ont à Paris manifesté sur les grands boulevards et les communistes ont, en grand nombre, participé à cette manifestation.

Récemment, nous avons conquis dans la Seine une légère majorité dans l'organisation départementale des locataires.

L'action des communistes parmi les locataires soutient les revendications les plus pressantes, tout en les orientant vers la revendication révolutionnaire de classe de l'organisation d'ensemble du droit au logement pour les travailleurs aux dépens des parasites.

FEDERATION SPORTIVE DU TRAVAIL :

Les communistes ont aussi travaillé dans la F.S.T.; ils l'ont amenée à adhérer à l'Internationale Sportive Rouge. Les réformistes ont alors fait une scission misérable. Aux mains de nos camarades, la F.S.T. est plus vivante que jamais et a réussi à lancer son journal, le *Sport Ouvrier*.

Comme on le voit par les résultats obtenus, plus éloquents que les paroles, les communistes, par leur travail et leur agitation, ont développé leur influence dans toutes les organisations où se rassemblent des prolétaires et, peu à peu, ils les imprègnent de l'esprit communiste de la Troisième Internationale.

Le Parti

Il nous a fallu forger l'outil capable de mener les grandes batailles politico-économiques du prolétariat et capable d'animer de l'esprit communiste les grandes organisations ouvrières.

Ce fut un travail intérieur dans lequel il a fallu dépenser une énorme énergie. Il a fallu souvent travailler seize, dix-huit et vingt heures par jour. Et cet effort-là, beaucoup de camarades l'ont fourni. Mais nous avons, du moins, la satisfaction de dire que nous avons bâti un parti, qui, quels que soient ses défauts, commence à être à la hauteur de sa tâche.

Lorsqu'en janvier, le Conseil National de Boulogne donna la direction du Parti à un groupe de camarades entièrement dévoués au communisme et à la Troisième Internationale, le Parti était dans un état alarmant d'inorganisation et d'incertitude dû à la fois à la crise terrible qu'il venait de traverser et au laisser-aller des chefs résistants qui venaient de nous quitter.

Néanmoins, à des signes certains on pouvait voir que le Parti gardait sa vitalité et que, par conséquent, il pouvait guérir d'abord, et s'organiser fortement ensuite.

Le 4 janvier, c'était la démission de Frossard. Mais, par contre, le 1^{er} janvier, Camélinat, le vieux et vénéré militant de la Commune, avait déclaré publiquement se conformer aux décisions du 4^e Congrès, et, le 7 janvier, sous l'impulsion de notre camarade Rieu, les résistants Ferdinand Faure et Lafont étaient battus dans l'organisation communiste de la Loire où ils avaient eu jusqu'alors une influence prépondérante.

Le Conseil National de Boulogne fut le couronnement des efforts faits par la gauche depuis des mois et par le camarade Cachin dès son retour du 4^e Congrès pour amener le Parti dans la voie tracée par l'Internationale Communiste.

Le Conseil National de Boulogne, dans l'ensemble, mit fin à la crise qui avait failli être mortelle pour le Parti. Les fractions cessèrent d'exister et

les camarades restés fidèles à l'Internationale se mirent résolument au travail.

Le coup de force de Poincaré dans l'affaire du complot contribua puissamment à renforcer la cohésion du Parti.

Néanmoins, ce serait une erreur de croire que partout la crise avait cessé. Elle avait cessé dans l'ensemble, mais elle subsistait dans plusieurs fédérations. La nouvelle direction du Parti dut dépenser beaucoup d'énergie pour apporter une heureuse solution à ces crises départementales. Elle réussit, par une politique intelligente, à séparer la masse des adhérents de ses mauvais chefs qui avaient réussi pendant trop longtemps à la tromper.

C'est ainsi que Veyren dans les Bouches-du-Rhône, le député Baron, dans les Basses-Alpes, Fabre, dans le Gard, furent successivement éliminés.

La dernière trahison des résistants détermina dans certaines organisations du Parti une réaction exagérée marquée par une tendance à être trop rigoureux pour l'admission de nouveaux membres, par une défiance envers les dirigeants quels qu'ils soient, et par une espèce de déconsidération systématiquement attachée aux fonctions rétribuées. Il est naturel que la réaction contre le centrisme et l'opportunisme amène des déviations sectaristes et anarchisantes. Certains symptômes de ce mal ont été constatés dans diverses fédérations, notamment dans la Moselle et dans le Gard; mais, dans l'ensemble, le péril n'est pas grand et il sera conjuré d'autant plus facilement que le Parti, dans son ensemble, se montrera capable de lutter contre les derniers vestiges de l'esprit réformiste et de l'esprit bassement électoraliste qui caractérisèrent la Deuxième Internationale.

Malgré les difficultés intérieures que le Parti a eu à résoudre, dans certaines de ses fédérations, la bonne santé générale et la vigueur du Parti sont marqués par le fait que, dès le 30 janvier, il fut possible de lancer un emprunt de 600.000 francs en deux tranches, emprunt qui fut couvert en quelques mois.

Le 15 avril, commença une quinzaine de propagande en faveur de la diffusion de l'*Humanité*. Cette quinzaine ne donna pas tous les résultats escomptés, parce qu'il ne fut pas suffisamment tenu compte de certains problèmes techniques dans l'orientation donnée à cette campagne.

Néanmoins, le nombre des abonnés augmenta de plus d'un millier, principalement dans les cercles intellectuels sympathisants au Parti.

Le 27 septembre, Marty, après sa libération, adhère de son propre mouvement au Parti et son adhésion compense largement le geste de Badina qui se compromet regrettablement avec les résistants. Le 30 novembre, Alquier, marin de la mer Noire, adhère à son tour.

Le 15 octobre, le Conseil National du Parti, à la veille des événements révolutionnaires décisifs qui faillirent se dérouler en Allemagne, donna une impression extraordinaire de cohésion et de force disciplinée.

Le 7 novembre, l'*Internationale* paraît à nouveau. Il était nécessaire, en prévision des événements d'Allemagne d'avoir un journal du soir dans la région parisienne. Les événements d'Allemagne se trouvant retardés, il y a lieu de savoir si l'*Internationale* doit être maintenue ou suspendue. Avant de suspendre la parution de notre journal parisien du soir, la direction du Parti a décidé de tenter, d'accord avec la Fédération de la Seine.

un vaste effort en vue de diffuser largement l'*Internationale* au delà du cercle des lecteurs de l'*Humanité*.

Le 20 novembre, le Parti a lancé des cartes de sympathisants qui, combinés avec un système de remise de 20 % en librairie, ont déjà obtenu un assez grand succès et contribueront en même temps qu'à donner des ressources nouvelles au Parti et à développer notre librairie, à nous attacher par un premier lien les sympathisants au communisme. Ce sera notre tâche d'amener ces sympathisants dans nos rangs.

Au cours de toute cette année, le Parti a créé et développé, sous l'impulsion de sa direction, les organes de son travail dans toutes les branches de l'activité communiste.

Le réseau de nos Commissions syndicales, coopératives et locatives, se complète et se resserre de jour en jour. Le Comité de redressement de l'A. R. A. C. a fait, plusieurs mois durant, un travail qui a porté ses fruits au Congrès de Clermont-Ferrand.

Le travail parmi les ouvriers étrangers : italiens et polonais, s'est organisé, et le travail parmi les ouvriers espagnols est en bonne voie. Il y a un million d'ouvriers italiens en France, et notre journal de langue italienne tire environ à 13.000. Le *Travailleur polonais en France*, fondé depuis quelques mois, tire à plus de 3.000 et a déjà plus de 300 abonnés. Si l'on tient compte du fait que souvent les ouvriers étrangers vivent par trente ou quarante dans les baraquements et qu'un seul journal vendu et lu collectivement touche tout un groupe d'ouvriers, on voit aisément que l'influence communiste commence à pénétrer d'une manière importante les ouvriers étrangers travaillant en France.

L'organisation régionale a été fortement établie, puis renforcée. Nous avons formé 15 régions avec, comme centres : Paris, Lille, Rouen, Nancy, Strasbourg, Rennes, Tours, Bourges, Dijon, Limoges-Périgueux, Lyon-Saint-Etienne, Grenoble, Bordeaux, Toulouse et Marseille. Ces interfédérations ont été délimitées en tenant compte des grandes régions économiques, des affinités entre les départements, des journaux inter-départementaux existant déjà et de la facilité des communications ferroviaires.

Chaque région est placée sous la responsabilité d'un délégué régional, qui, pourvu, quand c'est possible, d'un appareil technique suffisant, doit être le lien vivant entre le centre directeur du Parti et les fédérations.

Dans plusieurs régions, des équipes volantes de propagandistes ont été constituées et fonctionnent le samedi et le dimanche. Ainsi, le rayonnement du Parti sur la masse ouvrière et paysanne se trouve accru.

Sous l'impulsion des délégués régionaux, les fédérations les plus industrielles ont été organisées de manière à assurer la liaison intime de la direction fédérale avec les sections, avec les usines, avec les syndicats et avec toutes les organisations ouvrières. Ce travail sera ensuite poursuivi partout.

La presse provinciale du Parti, qui s'était développée anarchiquement depuis Tours, fut peu à peu réorganisée. En Alsace et en Lorraine subsistent, tirant à plusieurs milliers d'exemplaires, nos deux quotidiens de langue allemande : l'*Humanité* de Strasbourg et la *Volkstribune* de Metz.

A Troyes, la *Dépêche de l'Aube*, quotidienne, tire elle aussi à plusieurs milliers.

L'*Humanité* du Midi a été fondée dans le but d'assurer des nouvelles plus fraîches à nos départements du Midi qui reçoivent l'*Humanité* de Paris avec un jour de retard. Imprimée à Nîmes, centre ferroviaire, elle rayonne, par ses éditions régionales, sur Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse et Saint-Etienne. L'*Humanité* du Midi s'est heurtée à des difficultés de toutes sortes, mais nous pensons qu'elle se perfectionnera peu à peu et qu'elle répondra aux espoirs que nous avons mis en elle.

La direction du Parti a sans cesse cherché à orienter la presse provinciale vers la formule de grands hebdomadaires régionaux qui pourraient ultérieurement servir de base à des quotidiens ou à des éditions régionales de l'*Humanité*.

Nos principaux journaux de province sont : l'*Enchaîné du Nord*, qui actuellement tire à 30.000, le *Travailleur du Nord-Est* et l'*Étincelle des Vosges*, la *Bretagne Communiste* (bi-mensuelle), l'*Avant-Garde de Tours*, l'*Emancipateur de Bourges* et le *Travailleur de l'Yonne*, le *Travailleur de la Savoie et de l'Isère*, le *Semeur de Belfort* et le *Prolétaire du Centre*. Par-ci, par-là, subsistent de petits journaux locaux ou départementaux, qui devront, quand les camarades en auront compris la nécessité, fusionner avec les régionaux existants. Ainsi, peu à peu, disparaîtra l'esprit localiste et fédéraliste.

Le Parti a éliminé la conception qui consistait à faire des éditions spéciales de la *Voix Paysanne* la base de journaux régionaux ou départementaux. De telles éditions, par la prédominance des questions paysannes, ne pouvaient pas aisément pénétrer dans les milieux ouvriers des villes qui constituent la base principale de travail de tout Parti communiste.

Mais la *Voix Paysanne* doit, en revanche, être diffusée avec un effort accru au sein des masses rurales dont le concours est absolument indispensable au succès révolutionnaire.

Notre journal l'*Ouvrière* continue à conquérir les femmes travailleuses au communisme. Le travail féminin est particulièrement difficile dans notre pays où l'influence du droit romain est demeurée si forte.

Nous sommes encore en France sous l'emprise de ce vieux droit romain qui fait de la femme la servante domestique de l'homme.

Il faudra bien des efforts combinés avec l'évolution capitaliste qui pousse la femme au travail de l'atelier, de l'usine ou du bureau, pour obtenir de bons résultats dans le travail communiste parmi les femmes.

Enfin, le travail des Jeunesses Communistes a été poursuivi parallèlement à celui du Parti, et nous devons rendre un hommage tout particulier à l'admirable effort antimilitariste des Jeunesses Communistes qui, en soutenant aussi les revendications immédiates des jeunes ouvriers, ont en quelques mois doublé leurs effectifs.

Dans la première quinzaine de décembre, le Parti a organisé une campagne de recrutement sur les mots d'ordre de la lutte contre la vie chère, de la lutte pour les huit heures et de la solidarité envers le prolétariat allemand. Nous attendons les résultats de cette quinzaine et nous pensons qu'en dehors de cet effort particulier, la besogne de recrutement doit être inlassablement

poursuivie, en même temps que l'agitation et l'action générale du Parti.

Dans plusieurs fédérations, la création de cellules communistes d'usines a commencé. Dès le mois d'avril, la Fédération de la Seine, montrant le chemin, a entrepris l'organisation de ces cellules et elle en compte maintenant 32. La Fédération du Nord vient de poursuivre le même travail dans les usines du textile de la région de Lille et avec un grand succès. Nous devons généraliser ce travail dans tout le Parti et nous organiser sur la double base de la section locale et de la cellule d'usine.

Le Parti a eu aussi le souci de l'éducation communiste de ses membres. Les délégués régionaux ont été invités par la direction à organiser des conférences départementales ou régionales susceptibles de faire pénétrer la doctrine et la tactique communistes dans la masse du Parti.

La Fédération de la Seine et la Fédération du Nord ont créé des écoles marxistes qui seront des pépinières de militants animés de l'esprit communiste et qui feront sortir du rang les éléments nouveaux dont le Parti a si grand besoin.

La direction du Parti a commencé à rassembler les matériaux pour l'édification de notre programme. Le Congrès de Lyon pourra faire un utile travail à ce sujet, et il ne restera plus qu'à retoucher ce programme pour le mettre ensuite en harmonie avec celui de l'Internationale.

La direction du Parti, prise par des tâches urgentes et parfois débordée, a aussi perfectionné son organisation intérieure. Elle a créé ses grandes commissions, son bureau d'organisation dirigé par Sellier, et son bureau politique dirigé par Treint. Entre ses membres, elle a réparti les tâches dans les différentes branches du travail.

Peu à peu, tous les organes du Parti s'ajustent les uns aux autres pour former un puissant réseau d'institutions entraînant l'ensemble du Parti d'une manière cohérente vers les luttes quotidiennes et vers des luttes révolutionnaires du prolétariat.

L'influence du Parti

Au fur et à mesure que notre Parti prenait une structure communiste et organisait sa liaison avec la masse ouvrière, son influence grandissait, et cependant, à de certains indices (notamment quelques consultations électorales récentes), il semble que l'influence du Parti ait diminué.

La vérité, c'est que l'influence de notre Parti a énormément augmenté sur les masses ouvrières organisées, alors qu'elle a diminué sur les masses ouvrières inorganisées et sur les travailleurs des classes moyennes.

Cela s'explique aisément par le fait que jadis le Parti communiste, face au Bloc National, groupait sur le nom de ses candidats le mécontentement d'un très grand nombre de travailleurs : prolétaires, employés, fonctionnaires, petits paysans, petits artisans, petits boutiquiers.

La formation du Bloc des Gauches, surtout là où il prend ou semble prendre une attitude nette contre le Bloc National et contre la politique de Poincaré, engendre, pour quelque temps, de nouvelles illusions au sein du prolétariat inorganisé et parmi les travailleurs des classes moyennes.

D'où, sur ces couches laborieuses, une diminution temporaire de l'influence du Parti. Il y a là

un phénomène provisoire qui ne peut être complètement éliminé. C'est par l'appel à la formation du Bloc Ouvrier et Paysan et par un bon programme de revendications immédiates intéressant tous les travailleurs que le Parti maintiendra le mieux son influence sur les masses travailleuses inorganisées, en attendant que se dissipe complètement l'illusion du Bloc des Gauches.

Auto-critique

Certes, malgré l'effort qu'il a fourni et les résultats qu'il a obtenus, notre Parti est loin d'être parfait. Et il commettrait la plus grande des erreurs s'il ne faisait pas lui-même, du haut en bas, la critique de sa propre activité, afin d'en tirer profit pour l'avenir.

Il ne s'agit pas de faire des critiques dirigées contre des personnes et qui aboutiraient à une renaissance artificielle des luttes de tendances. Il ne s'agit pas non plus de rechercher l'écart entre ce qui a été fait et ce qui, théoriquement, aurait dû être fait.

Il s'agit seulement de rechercher si les forces du Parti ont été employées dans une bonne direction et avec le maximum de rendement.

C'est la critique saine, celle qui permettra d'améliorer le travail du Parti dans l'année qui vient.

Naturellement, le Congrès National aura toute liberté pour faire, avec la rudesse nécessaire, ses observations. Entre véritables communistes, la franchise, même brutale, ne saurait diminuer l'estime et l'amitié réciproques nées du travail accompli en commun avec le souci de la révolution, du communisme, du prolétariat et de la 3^e Internationale.

Je veux seulement marquer ici brièvement l'essentiel des grandes critiques à apporter au sujet de notre activité durant l'année 1923.

Tout d'abord, le manque de cadres s'est fait cruellement sentir en présence de l'immensité des tâches à accomplir. Chacun de ceux qui avaient une responsabilité de direction, au centre comme dans les fédérations, a dû se jeter tout entier dans telle ou telle branche de l'activité sans pouvoir se relier suffisamment au travail accompli par le voisin dans une autre branche. Il en est résulté une tendance à la constitution de cloisons étanches et un manque de liaison à tous les degrés de l'organisation du Parti.

Les organismes réguliers, surchargés et pourvus d'un appareil technique souvent insuffisant, n'ont pas pu examiner et résoudre toutes les questions qui relevaient d'eux. Et, quand il y avait urgence, un ou deux camarades ont dû, de leur propre initiative, prendre les décisions nécessaires. Si nous ne trouvions pas les remèdes à une telle situation, il y aurait danger de voir se développer dans le Parti, en dépit de la volonté des hommes, le régime de la politique personnelle ou, ce qui serait pire encore, le régime de plusieurs politiques personnelles qui, s'ajustant mal les unes aux autres, détraqueraient le fonctionnement et la direction de notre Parti.

Du haut en bas, la liaison des efforts a été souvent insuffisante. Notamment, notre Bureau politique a presque absorbé tout le travail de la direction et n'a pas suffisamment rendu compte de son activité devant le Comité directeur qui, ainsi, n'a pas eu suffisamment de vie.

Les sections et les fédérations manquant trop souvent d'éléments animateurs, ont eu une tendance à attendre avec trop de passivité les directives du centre.

Il en est résulté un centralisme exagéré et qui, en dehors de notre volonté, tend à prendre le caractère d'un centralisme militaire où chacun ne ferait plus qu'obéir passivement aux ordres d'en haut.

Sans doute, le rôle de la direction est de donner l'impulsion à toute l'activité du Parti ; mais il est aussi de coordonner les efforts et les initiatives des sections et des fédérations.

Nos délégués régionaux se sont trouvés en face d'une tâche formidable et n'ont pas toujours pu réaliser assez complètement cette liaison vivante si nécessaire entre le centre directeur et les fédérations.

Les décisions prises n'ont pas suffisamment été expliquées au préalable dans notre presse.

De tout cela, il est résulté une insuffisance de liaison entre la direction du Parti et la masse des adhérents.

En dehors des tâches décidées par le centre, les sections se sont trop renfermées en elles-mêmes, ne se sont pas suffisamment extériorisées, et il y a là pour le Parti l'indication d'un péril de sectarisme, péril qui n'est pas encore très grave, mais que nous devons combattre avant qu'il ne prenne un grand développement.

Il faut assurer une liaison intime entre les communistes, d'une part, et, d'autre part, les ouvriers et les paysans organisés et non organisés.

La direction du Parti n'a pas non plus toujours su évoquer devant les communistes et devant la masse des travailleurs les grandes perspectives historiques.

Dans l'affaire de la Ruhr notamment, il y a eu bien des hésitations et bien des faux pas. A quelques jours d'intervalle, notre journal, *l'Humanité*, annonçait successivement la rupture franco-anglaise comme un fait accompli, puis le danger de rupture, puis enfin la possibilité d'un accord inter-capitaliste franco-anglo-allemand.

Enfin, notre Parti ne s'est guère occupé de la question coloniale, faute d'avoir su ou pu trouver le moyen de développer une activité suffisante dans ce domaine. C'est là un grave danger pour le mouvement communiste international et pour la préparation de la révolution mondiale.

La France est, en effet, un grand pays colonial et l'essence même de notre conception du mouvement révolutionnaire mondial, c'est que son succès dépend de l'union du mouvement ouvrier d'Occident et du mouvement national de libération des colonies en vue de renverser les impérialismes capitalistes.

Telles sont, en regard du travail énorme accompli par le Parti et des grands succès qu'il a remportés sur tous les terrains, les critiques principales à formuler. Il reste à trouver les remèdes.

Vers l'avenir

Il nous faut donc perfectionner notre Parti en vue de le rendre plus apte à remplir sa mission d'organisme, dirigeant, grâce à la confiance des ouvriers, les luttes quotidiennes et les luttes libératrices du prolétariat.

D'abord forger de nouveaux cadres, en développant l'éducation communiste des membres de nos sections, en diffusant parmi eux la littérature

communiste, et en créant, à l'exemple de la Seine et du Nord, des cours et des écoles marxistes.

Organiser aussi une liaison plus étroite à tous les degrés entre les camarades responsables dans chaque branche du travail.

Renforcer et assouplir notre organisation régionale, de manière à ce qu'elle fasse circuler la vie communiste du centre aux fédérations et inversement.

Former un comité directeur où soient représentées les diverses nuances de la pensée communiste et les diverses régions de la France, mais en y assurant une majorité stable à un bureau politique aussi homogène que possible.

Etablir une liaison intime entre le Bureau politique et le Comité directeur, ainsi que la responsabilité du Bureau politique vis-à-vis de la direction du Parti.

Animer la vie des sections et des fédérations, créer partout nos cellules d'usines et développer largement dans ces organismes l'esprit d'initiative des communistes.

C'est par l'ensemble de ces mesures que nous obtiendrons un mouvement ouvrier cohérent, réalisant l'union de la direction avec la masse du Parti et avec la masse ouvrière et paysanne.

N'oublions pas non plus que notre Parti est formé de courants divers, issus de sources différentes : il y a les groupes de camarades qui se sont trempés fortement pendant la crise de l'an dernier ; il y a aussi le groupe Monatte qui, entré courageusement dans nos rangs, prend confiance au fur et à mesure que le Parti français se met à la hauteur de sa tâche.

Diverses personnalités, sans appartenir à tel ou tel courant, exercent par leurs qualités certaines une grande influence sur la politique du Parti.

Jusqu'ici tous ces éléments ne se sont pas encore complètement fondus dans le travail commun. Ils ont, au sein du Parti communiste, poursuivi une marche convergente, puis parallèle.

Notre effort à tous doit être de mêler intimement les uns aux autres ces courants et ces personnalités de façon à réaliser un Parti bien homogène.

Nous ne devons pas oublier non plus qu'en marge de notre organisation un grand nombre de syndicalistes communistes attendent le Parti à l'œuvre et, notamment, veulent voir comment celui-ci doublera le cap des élections.

Nous devons agir de telle sorte que, le plus tôt possible, tous les communistes puissent se rassembler dans une seule et même section française de l'Internationale Communiste.

Enfin, nous devons bien mettre en lumière les larges perspectives historiques qui s'ouvrent devant le prolétariat.

Les mouvements d'indépendance qui agitent les indigènes de nos colonies doivent être par nous reliés au mouvement ouvrier français et concourir à la chute de notre bourgeoisie impérialiste. Nous devons utiliser les changements politiques que détermineront les prochaines élections pour le renforcement du mouvement prolétarien et de l'influence communiste. Sans doute, le Bloc des Gauches ne peut avoir une politique essentiellement différente de celle de Poincaré ; mais pour créer les illusions qui le porteront au pouvoir, il est obligé de lancer des formules dont il sera pendant quelques semaines ou quelques mois l'esclave, avant de pouvoir s'en dégager et les renier. Il y aura là une période dans laquelle les organisations révolutionnaires et le Parti communiste pour-

ront de haute lutte se consolider et s'agrandir. Il faudra savoir profiter du moment.

Nous assisterons vraisemblablement alors à un développement du fascisme qui tentera de se substituer au nouveau pouvoir hésitant pour tenter d'abattre le mouvement ouvrier. Il faudra être prêt à soutenir la lutte.

La politique de la Ruhr se poursuivra probablement, semblable dans ses grandes lignes à ce qu'elle a toujours été, et en dépit des changements politiques superficiels qu'ont apportées les élections anglaises et qu'apporteront vraisemblablement les élections françaises.

Le conflit franco-anglais s'aggrave du fait que partout dans le monde les intérêts des deux capitalismes s'opposent sans cesse davantage.

Est-ce la rupture ? Non !

En face de la menace prolétarienne allemande, quelles que soient leurs divergences, les capitalistes français et anglais ne peuvent pas rompre.

Et puis, rompre ouvertement, étant donné l'importance de l'enjeu de la Ruhr, ce serait entrer dans la période de préparation ouverte et active à la guerre franco-anglaise.

Il faut tenir compte de la psychologie des masses mobilisables hostiles au recommencement d'une guerre semblable à celle de 1914.

Actuellement, il ne peut pas y avoir rupture.

D'autre part, l'hégémonie d'un seul des deux pays, France ou Angleterre, sur la Ruhr est inacceptable pour chacun des deux capitalismes rivaux. Celui qui dominera la Ruhr sera le maître dans la paix et le vainqueur dans la guerre. Aucun des deux impérialismes ne peut renoncer à la domination de la Ruhr.

Actuellement, il ne peut pas y avoir accord.

Une seule solution demeure possible.

Après des pressions et des tentatives de chantages réciproques et poussées jusqu'aux limites de la rupture, étant donnée l'importance de l'enjeu de la Ruhr, un compromis intercapitaliste franco-

anglo-allemand finira par s'établir tel que l'hégémonie industrielle ne puisse appartenir ni à la France ni à l'Angleterre.

Il y aura, dans la limite des prévisions politiques, compromis, et, sur la base de ce compromis, développement de la rivalité capitaliste franco-anglaise.

Nous assistons en ce moment à une série de manœuvres diplomatiques entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, par lesquelles chaque capitalisme essaie d'obtenir le compromis le plus favorable au développement ultérieur de ses ambitions.

Le capitalisme allemand joue entre l'anglais et le français pour obtenir le meilleur arrangement possible.

Les capitalismes anglais et français cherchent à mettre chacun dans son jeu le capitalisme allemand tout en lui cédant le moins possible.

Suivons attentivement cette manœuvre à trois, mais sans oublier que chacun des deux rivaux, la France et l'Angleterre, s'arme pour le conflit futur.

Malgré la Conférence de Washington, les armements navals s'accroissent, et c'est en ce moment la course pour la plus grande flotte aérienne.

C'est maintenant, dès maintenant que les travailleurs de France et d'Angleterre doivent constituer un front unique en vue de combattre les préparatifs d'une future guerre franco-anglaise.

Enfin, il est probable que l'année qui vient ne s'écoulera pas sans que l'Allemagne soit secouée par de grands mouvements révolutionnaires et nous devons être prêts à soutenir la Révolution mondiale sur le secteur allemand.

C'est vers cet avenir de luttes et de victoire que va le Parti communiste français, section active et combattante de l'Internationale Communiste.

Le secrétaire politique :
Albert TREINT.

Projet de motion sur la tactique électorale

Cette motion est soumise au Parti par les camarades Rieu, Bussières, Soudeille, Billoux, et par les organes exécutifs des fédérations de la Loire, du Cantal, du Rhône, de la Haute-Garonne.

Elle nous paraît absolument inutile. En effet, sur la proportion de candidatures ouvrières aux élections et sur le choix des candidats, il existe déjà des résolutions du 4^e Congrès mondial et des deux derniers Conseils nationaux. Il est vain de répéter ce qui est d'ores et déjà décidé.

Au cas où il se trouverait des propositions d'abroger ces décisions — et pour l'heure, il ne s'en trouve pas — le Congrès de Lyon n'aurait qu'à passer purement et simplement à l'ordre du jour pour les écarter.

Quant aux autres idées esquissées dans la motion, elles concernent la tactique générale du Parti, non spécialement la tactique électorale. — B. S.

Le Congrès National de Lyon, considérant :

Que si les différentes écoles socialistes et le Parti S.F.I.O. ont perdu tout crédit auprès des masses laborieuses, c'est parce que ces groupements se sont compromis dans des combinaisons électorales

et ont oublié au Parlement la tactique de lutte incessante contre les différentes formations politiques de la bourgeoisie ;

Que la constitution de groupements ou sectes, ainsi que la naissance des idéologies apolitiques qui ont animé le mouvement syndical, n'ont souvent été que le reflet de l'écoeurement des minorités conscientes du prolétariat organisé ;

Qu'aucune organisation politique n'ayant fait ses preuves en France sur le terrain révolutionnaire, la méfiance des travailleurs n'est pas encore complètement dissipée ;

Décide de faire des concessions, non aux préjugés anarchistes, mais à la méfiance souvent justifiée des ouvriers et des paysans en prenant toutes les mesures pouvant garantir le Parti contre les déviations électoralistes.

Arrête les modalités suivantes :

Bloc des partis prolétariens

Autant pour répondre au besoin d'unité qui se dégage des masses, que pour empêcher le triomphe d'un des différents blocs de la bourgeoisie, ou que pour faire constater aux travailleurs le

degré de sincérité des chefs réformistes, le Congrès approuve la proposition faite au Parti socialiste S.F.I.O. de réaliser avec lui le Bloc Ouvrier et Paysan, sous la forme de listes communes au premier tour de scrutin.

En cas d'acceptation par ce Parti, des listes communes seraient présentées dans toutes les Fédérations. Chacune des organisations composerait, selon son gré, la moitié de la liste.

Par contre, le Congrès ne saurait poursuivre les pourparlers engagés avec l'Union Socialiste Communiste pour les raisons suivantes :

1° Ce groupement, à de rares exceptions près, n'est composé que d'individus se souciant davantage de se servir du prolétariat que de le servir ;

2° Il n'a aucune influence sur les masses et aucun lien international ;

3° Son adhésion au parti S.F.I.O. n'est plus qu'une question de jours.

Toute proposition de bloc n'aurait d'autre résultat que de lui donner une influence et d'entretenir une confusion dangereuse dans l'esprit des travailleurs.

Appel aux forces non organisées

Au cas de refus par le P.S., refus qui devra être mis en évidence aux yeux de la classe ouvrière et paysanne, le Parti communiste recherchera parmi les éléments sains de celle-ci, des camarades ayant donné des preuves de leur attachement au prolétariat, et après des engagements signés, leur donnera une place sur ses listes.

La constitution des listes

Quelle que soit la quantité de candidats présentés par elles, les Fédérations devront appliquer pour leur désignation les décisions prises par le 4^e Congrès Mondial : neuf dixièmes d'éléments salariés de la ville ou des champs et un dixième d'éléments non salariés.

Sont considérés comme éléments non-salariés :

- a) Les élus, députés, maires, adjoints tirant leurs moyens d'existence de leur mandat électif ;
- b) Les intellectuels et tous ceux appartenant à une profession libérale ;
- c) Les patrons exploitant ou non ;
- d) Les propriétaires ruraux exploitant ou non,

à l'exception de ceux possédant insuffisamment et obligés de subir la domination patronale ;

e) Les directeurs, ingénieurs, contremaîtres, tacheurs, non acceptés par les syndicats de leur profession ;

f) Les fonctionnaires du Parti, secrétaires généraux, secrétaires fédéraux appointés, délégués régionaux, rédacteurs appointés aux journaux du Parti quels qu'ils soient et en général tous les camarades tirant leurs principaux moyens d'existence du poste rétribué qu'ils occupent dans le Parti ne seront pas candidats.

Afin d'éviter toute erreur, seront constituées une Commission Centrale et des Commissions fédérales de Contrôle.

Ces commissions seront composées de militants ouvriers et paysans irréprochables sous le couvert de la morale communiste, partout où cela sera possible, par des militants occupant un poste de confiance dans le mouvement syndical, dans les autres cas par des militants condamnés pour action révolutionnaire ou révoqués et boycottés pour action prolétarienne.

Pendant la bataille

Autant que cela sera possible, les manifestes (affiches ou tracts) seront rédigés par le Comité Directeur du Parti. Dans les cas urgents nécessités par des contingences locales, c'est le délégué régional qui assumera devant le Parti la responsabilité de la rédaction des textes.

A cet effet, le Comité directeur procédera sans retard au remaniement de son appareil de permanents centraux et régionaux en tenant compte non du « bon garçonisme » ou du talent oratoire de tel ou tel, mais uniquement de son désintéressement, de son dévouement à l'Internationale Communiste, de sa parfaite compréhension de ses thèses doctrinales et tactiques.

Sanctions

Toute infraction aux présentes décisions entraînera l'exclusion immédiate du ou des coupables.

Toute section ou fédération qui n'appliquerait pas à la lettre les dites décisions sera immédiatement dissoute et la reconstitution n'en sera faite qu'avec les éléments sains qui auront défendu l'application des décisions.

Pour le Congrès de la Seine :

Projet de motion

Lors du dernier Conseil fédéral, nous avions formulé, sur le rapport du Comité fédéral, des réserves ; toutefois, ne doutant pas de la bonne volonté de ses dirigeants, nous leur avions accordé notre confiance et n'avions pas pris position contre le renouvellement de leur mandat.

A l'heure actuelle, les fautes commises par le C. F. nous font un devoir d'attirer sur elles l'attention du Congrès. Il faudrait tout un rapport pour énumérer et commenter ces fautes. Nous nous contenterons, dans cette déclaration, de citer les plus importantes :

1° *Questions syndicales.* — On peut affirmer sans exagération que l'éducation syndicale des membres de la Fédération a été négligée. On réunit les syndiqués communistes, mais on oublie ou

à peu près de leur faire connaître les thèses de l'I. C. concernant la question syndicale, l'action et le programme de l'I. S. R. : transformation des syndicats et fédérations de métiers en syndicats et fédérations d'industries, front unique et unité syndicale, Conseils d'usines.

D'autre part, les noyaux communistes d'usines que le C. F. devait organiser n'ont été créés que sur le papier. Il ne s'agit pas de borner à une besogne administrative, utile certes, mais insuffisante. Les camarades qui ont été déjà groupés doivent, sans attendre la fin de ce travail, entreprendre sur les directives du C. F. un travail positif dans les entreprises où ils travaillent.

2° *Dispersion des forces communistes.* — Le Parti doit avoir une politique antimilitariste et

une politique du logement. Nous devons toucher les ouvriers directement sur ces questions ; laisser à l'A. R. A. C. et à l'Union des Locataires le soin de mener à bien ce travail, c'est négliger des moyens excellents d'attirer à nous les masses.

3° *Recrutement.* — La conception du C. F. sur le recrutement est erronée comme le prouvent les médiocres résultats de la dernière campagne. L'effort de recrutement doit être constant, il faut l'intensifier, lors d'événements favorables (en janvier, au moment de l'occupation de la Ruhr ; en août, lors de la chute de Cuno ; aujourd'hui, à l'instant où les loyers vont être augmentés). Mais on ne peut déclencher artificiellement une campagne de recrutement.

4° *Propagande.* — Sur le mot d'ordre « Front unique », une vigoureuse propagande aurait dû être menée ; on s'est borné à la lettre ouverte. On a multiplié les réunions publiques, alors qu'il aurait fallu les faire surtout dans les quartiers ouvriers avec toutes nos forces centralisées : affiches, tracts, orateurs, etc. D'autre part la propagande dans les usines n'a pas été organisée.

5° *Education politique de nos adhérents.* — Le C. F. n'a pas fait discuter et commenter dans les sections les thèses et résolutions du dernier Exécutif Elargi. Il n'a pas su tirer des différentes luttes des partis frères (bulgare, allemand) toutes les leçons qu'elles comportaient.

Manifestations. — Les manifestations organisées par la Fédération n'ont aucune portée poli-

tique du fait qu'elles ne groupent que les membres de la Fédération, et à force d'être répétées, elles lassent les militants du Parti.

Ce ne sont pas de telles manifestations que doit organiser le Parti. Il faut choisir un mot d'ordre qui soit susceptible d'intéresser les ouvriers et préparer à l'avance les manifestations par la propagande de notre presse et de nos noyaux d'usines ;

7° Au dernier Conseil fédéral, le C. F. avait obtenu la création de trois postes de délégués de secteur en arguant qu'il leur serait assigné les tâches suivantes : a) liaison des sections entre elles et avec la Fédération ; b) réunions intersectorielles, éducation syndicale ; c) formation des noyaux communistes et direction de leur activité.

Or, quoique le personnel administratif de la Fédération ait été doublé, alors que la Fédération n'était plus la première du Parti par les effectifs, les résultats obtenus aujourd'hui ne sont pas proportionnés aux gros efforts financiers que la création de ces postes a entraînés.

Nous demandons que la Fédération réduise son personnel administratif et organise son travail de façon à réaliser les tâches qui lui sont dévolues, sans qu'il soit nécessaire d'avoir tant de permanents.

Nous présentons amicalement ces critiques tout en demandant au Congrès de les discuter et de prendre position.

Le Comité de la 4^e Section.

Ce que disent les militants

A la suite de notre invitation aux camarades du Parti de donner leur avis sur les principales questions actuellement à notre ordre du jour, nous avons reçu déjà une quinzaine de lettres méritant d'être connues comme exprimant l'opinion de nombreux militants qui réfléchissent et étudient dans leur coin.

Nous reproduisons ici les passages essentiels de ces lettres et en donnerons plus tard un commentaire plus approfondi.

La camarade Sarah Menant (de la Seine), répond ainsi aux principales questions posées dans le Bulletin.

Paris, 26 décembre 1923.

Camarade Souvarine,

Je voudrais répondre aux questions que vous posez dans notre article du n° 51. Voici les idées que j'ai sur ces questions :

1° Il y a encore bien trop dans le Parti cet état d'esprit pacifiste et démocrate, qui consiste à trouver admirable tout ce qui se fait, à applaudir les agissements de tous les membres influents du Parti, à être fier d'un Parti qui n'est pas encore un véritable Parti communiste ;

2° Nous avons certainement gagné en épurant le Parti des éléments contre-révolutionnaires : syndicalistes purs, antimilitaristes évangéliques, et éléments démocrates (francs-maçons et Ligue

des Droits de l'Homme). Mais on n'a pas assez souligné l'importance que cela avait eu, ne serait-ce qu'au point de vue des discussions qui ont surgi à la suite des exclusions prononcées et du mouvement d'idées qui en est résulté. Il s'en est suivi également un contre-coup de passivité, parce qu'on s'est reposé sur ce fait que maintenant on était tous d'accord et qu'il n'y avait plus d'éléments dangereux dans le Parti.

3° Si les décisions prises au Congrès de Bourges sont bien l'expression de la masse des ouvriers syndiqués, le Parti communiste a certainement conquis une partie importante de la classe ouvrière. Il est probable que toute une autre partie de la classe ouvrière — plus importante même et non syndiquée — suit avec sympathie l'action du Parti. Et, en général, il est certain que le Parti est une chose qui intéresse *tout le monde*, qui fait impression sur tous et avec lequel on compte.

4° L'idée du Bloc Ouvrier et Paysan n'a pas été suffisamment développée et surtout elle n'a pas été présentée d'une manière assez retentissante à la masse des travailleurs. Tous les ouvriers ne lisent pas l'*Humanité* ; là seulement on en a causé. La propagande pour le Bloc Ouvrier et Paysan doit toucher tous les travailleurs ; l'apposition d'affiches aurait été nécessaire surtout en ce qui concerne l'invitation faite au P. C. U. et au Parti socialiste S. F. I. O. et le refus de ces deux organisations.

5° Les événements d'Allemagne ont frappé tout le monde, et c'est avec anxiété qu'on attend l'is-

sue du mouvement entrepris. La façon dont le mouvement a échoué n'est comprise de personne, et cela donne à penser aux ouvriers sans parti qu'il y a eu un bluff considérable de la part du Parti à ce sujet. C'est une chose qui nous a fait un tort énorme au point de vue crédit dans les masses.

6° L'action du Parti au moment de l'occupation de la Ruhr est certainement celle qui a le plus frappé les ouvriers. On a attendu avec impatience ce qui en résulterait, et l'issue du « complot » a été une grande joie pour la plus grande masse du prolétariat. C'est là l'action la plus retentissante du Parti dans l'année. Cependant, au moment des événements d'Allemagne, il n'y a pas eu de véritable manifestation en faveur de la Révolution allemande. Quant aux manifestations organisées par le Parti et plus spécialement par la Fédération de la Seine, elles n'ont touché qu'une partie minime de la population.

7° Les élections sont à l'heure actuelle le point qui intéresse le plus activement la classe ouvrière, la population entière. Mais on pourrait ajouter qu'il y a une passivité manifeste dans l'ensemble de cette population qui fut plus passionnée par la mort de Philippe Daudet et par le procès Germaine Berton qu'elle ne le fut par les événements d'Allemagne.

Bien que militant activement dans le Parti, je ne suis pas mêlée assez au mouvement syndical et ouvrier pour vous dire ce que je pense de l'unité syndicale et du front unique et l'impression produite sur les ouvriers qui sont autour de moi. J'espère du reste que nombreuses auront été les réponses, cette fois, et que parmi elles il y en aura beaucoup de militants expérimentés qui vous donneront des opinions d'un plus grand intérêt.

Pour ce qui est de la large place que vous désirez faire au mouvement actuel du Parti russe dans les colonnes du *Bulletin*, je pense que de nombreux camarades songeront comme moi à vous dire l'importance que nous attachons à cette question. En effet, quel enseignement profond pour notre tout petit Parti français nous devons tirer des discussions agitées dans le grand Parti bolchevik ! Quand ce ne serait que l'exemple de ces discussions qui manquent tant dans nos sections. J'aimerais à ce que vous nous résumiez les articles parus dans la *Pravda*, nous donnant ainsi une idée exacte des divers points de vue, comme vous l'avez fait dans l'*Humanité* au moment du XII^e Congrès. La discussion des problèmes qui se posent en Russie doit nous intéresser, nous Français, autant que celle des problèmes nationaux ; elle doit nous montrer la façon de réagir contre le mauvais état d'esprit qui règne fatalement dans un parti en période de calme. Je pense que cette discussion aurait avantage à venir dans les sections, et je ne comprends pas qu'on n'en fasse pas écho jusque dans la grande presse, à l'*Humanité*. On ne se doute pas assez de l'influence que peut avoir le Parti russe sur toute une masse de gens qui n'adhèrent pas au Parti français.

Voilà, camarade, tout ce que j'avais à vous dire, comme vous nous y avez tous invités dans votre article.

Recevez l'assurance de mes sentiments communistes.

Sarah MENANT (4^e Section).

S'il y a dans le Parti beaucoup de jeunes camarades capables d'exprimer avec une telle clarté leur opinion sur les principaux problèmes politiques du jour, le Parti peut regarder l'avenir avec grande confiance.

Il y a des choses discutables dans la lettre de Sarah Menant, mais c'est précisément ce qui prouve son intérêt. Tant d'écrits de soi-disant « leaders » ne méritent même pas d'être discutés...

Sur les discussions du Parti communiste russe, le camarade Saufrignon (Vienne), nous écrit :

Isle-Jourdain, le 19 décembre 1923.

Camarade,

Dans votre article du dernier *B. C.*, vous demandez à vos lecteurs si les débuts du Parti russe peuvent les intéresser assez pour être l'objet d'une série d'articles. J'estime que oui et pour plusieurs raisons :

1° La Révolution russe étant une partie de la Révolution mondiale, il est évident que ses victoires, ses défaites, ses espoirs, ses difficultés sont les nôtres ; nous ne saurons jamais trop ce qui s'y fait, nous ne vivrons jamais sa vie trop intimement ;

2° Devant nous inspirer de son exemple, il ne s'agit pas de connaître ses erreurs pour les éviter ; ses méthodes doivent nous être familières afin que nous puissions, le cas échéant, profiter de sa dure expérience. C'est pourquoi je vous demande de continuer à nous renseigner sur le P. C. R.

Toujours dans cet ordre d'idées, ne pourriez-vous pas faire une série d'articles sur les Soviets ?

J'avoue ne pas en connaître très bien le mécanisme. J'ai chez moi la plupart des livres de Lénine, Trotsky, Boukharine ; par eux, je me fais du système soviétique une idée approximative, probablement fautive sur beaucoup de points, et un grand nombre de camarades sont dans mon cas. Lorsque je discute de l'inutilité du Parlement et du régime démocratique, je trouve les arguments nécessaires, mais je suis embarrassé quand on me demande ce que sont exactement les Soviets qui doivent remplacer le Parlement.

C'est pour répondre à ces questions que je voudrais connaître leur structure, le mode d'élection et leur fonctionnement à la ville et à la campagne et quel est leur rôle politique et économique. Je désirerais savoir également comment sont nommés les organismes échelonnés entre le soviet local et le Conseil des commissaires du peuple.

Si vous ne jugez pas à propos d'écrire sur ce sujet, voudriez-vous m'indiquer une brochure qui traite de la question.

SAUFRIGNON,

Section de l'Isle-Jourdain (Vienne).

Certainement, à la première occasion, nous ne manquerons pas de démontrer, devant nos lecteurs, le mécanisme des Soviets et des diverses institutions soviétistes pour en montrer le fonctionnement. Il n'y a pas encore de bro-

chure exposant la question sous un jour pratique. Si nos brochures se vendaient mieux, on pourrait en écrire et publier plus souvent de nouvelles.

**

Sur la situation intérieure du Parti bolchevik, le camarade Michel Léon écrit :

La dialectique marxiste trouve encore une fois sa justification. La vie actuelle pousse ses antithèses jusqu'au sein du Parti bolchevik lui-même.

Ce Parti, où dominant l'esprit et la « tradition » (l'expression est de Trotsky) léninistes, est obligé de s'adapter à tout instant aux conditions mouvantes de la vie nationale et internationale. Il doit tenir compte des courants de la vie intérieure du Parti lui-même.

Les défaites, que le prolétariat mondial a subies ces dernières années presque dans tous les pays, et dont le point culminant est la triple victoire du fascisme et de la dictature militaire capitaliste en Italie, en Espagne et en Allemagne, posent devant le prolétariat russe, qui a tout sacrifié pour la Révolution mondiale, de graves questions. D'autre part, la *Nep*, conséquence logique du retard du mouvement révolutionnaire européen, qui force le gouvernement des Soviets à composer avec les gouvernements capitalistes de même que n'importe quel syndicat ouvrier compose avec le patronat, pose devant le Parti bolchevik d'autres problèmes non moins graves, parce que c'est le Parti qui porte la responsabilité du gouvernement ouvrier russe.

Devant ces responsabilités nationales et internationales, deux tendances se manifestent dans le P. C. R. L'une, qui prédomine chez les vieux bolcheviks (la « vieille garde ») qui se font un devoir de suivre la ligne de politique réaliste de Lénine, est contre des changements essentiels de tactique du Parti et par conséquent de sa structure, qui est en fonction de la méthode d'action. L'autre, qui trouve une grande sympathie chez les bolcheviks de date plus récente, chez ceux qui ont été entraînés par le grand courant de la Révolution et qui ont acquis leurs titres sur les champs de bataille militaire et économique, voudrait changer le cours de la politique de ces dernières années. Elle voudrait marquer un coup de barre à gauche, pousser la *Nep* vers la socialisation, restreindre les concessions au capitalisme mondial. Pour réaliser ces aspirations, elle demande le renouvellement des cadres du Parti. Pour donner la possibilité aux forces nouvelles de se faire valoir, elle exige la liberté de discussion.

Ainsi, place aux jeunes par la libre élection des militants responsables, tel serait le mot d'ordre de Trotsky ?

Nous saluons cet effort nouveau du Parti bolchevik pour s'adapter aux besoins de l'heure et aux conjonctures actuelles.

Nous sommes sûrs que le Parti aura raison de cette nouvelle crise de croissance sans même l'intervention de P. C.

S'il s'agissait de différends entre représentants de classes opposées, les divergences de tempérament, d'inclinations personnelles, pourraient amener une certaine décomposition. Mais, dans le Parti bolchevik, il s'agit de discussions entre représentants de la même classe, dont les intérêts

profonds sont identiques et dont les différends passagers ne se heurtent qu'en surface, où l'analyse profonde des hommes et des tendances ne révèle pas d'opposition aux intérêts généraux du prolétariat tout entier. Là est l'essentiel.

ANDRÉ-MICHEL-LÉON.

P. S. — Nous sommes certains que tous les camarades qui lisent le *B. C.* sont bien reconnaissants au camarade Souvarine de les tenir au courant de cette bataille d'idées si poignante. Nous sommes d'accord avec lui pour penser que l'expérience bolcheviste n'a rien à craindre de la liberté de discussions et que l'abondance des forces intellectuelles et morales dans le P. C. R. lui permet le luxe de procéder à une sévère révision de ses méthodes et de ses hommes.

Le camarade Michel Léon se trompe complètement dans son analyse subjective des « tendances » du P. C. R. Les premiers « opposants » à l'intérieur du Parti, sont de vieux bolcheviks de la première heure (Chliapnikov, par exemple). Le « place aux jeunes » entrevu par Michel Léon n'a rien de commun avec la manière dont Trotsky a posé la question (voir sa lettre dans le dernier Bulletin). D'ailleurs, nous parlerons de tout cela d'autre part.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.